



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



## Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural



# M A L I

Série des Evaluations Genre des Pays



*Les étudiants du FDF examinant différentes races de sorgho dans une école de terrain.*

Série des Evaluations Genre des Pays  
**Profil national genre des secteurs de l'agriculture  
et du développement rural**

M A L I

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR  
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE  
Bamako, 2018

FAO et Commission de la CEDEAO. 2018. Profil National Genre des Secteurs de l'Agriculture et du Développement Rural – Mali. Serie des Evaluations Genre des Pays, Bamako.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO et de la Commission de la CEDEAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO ni de la Commission de la CEDEAO

ISBN 978-92-5-130382-5

© FAO, 2018

La FAO et la Commission de la CEDEAO encouragent l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO et la Commission de la CEDEAO soient correctement mentionnées comme sources et comme titulaires du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO et la Commission de la CEDEAO approuveraient les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request) ou adressée par courriel à [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications)) et peuvent être achetés par courriel adressé à [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org).

# Table des matières

Préface	v
Avant-propos	vi
Remerciements	vii
Abréviations et acronymes	viii
Résumé	xi
<b>1. Contexte</b>	<b>1</b>
1.1. 1.1 Objectif de l'évaluation genre du secteur de l'agriculture, du développement rural et de la mise en œuvre des PNISA	1
1.2. Résultats attendus	1
1.3. Méthodologie	2
<b>2. Analyse du contexte politique du pays</b>	<b>5</b>
2.1. Développement humain et genre	5
2.1.1. Démographie	5
2.1.2. Indice de développement humain (IDH)	5
2.1.3. Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM)	5
2.1.4. Indice d'inégalités de genre (IIG)	6
2.1.5. IDH ajusté pour refléter les inégalités (IDH-IDHI)	6
2.1.6. Emploi	6
2.1.7. Participation politique des femmes	7
2.1.8. Education	7
2.1.9. Santé	8
2.1.10. Autres indicateurs socio-économiques	8
2.2. Cadre de planification du développement du pays	10
2.3. Cohérence des cadres régionaux, sous-régionaux et nationaux de l'agriculture	11
2.4. Stratégie nationale de l'agriculture et du développement rural	20
2.5. Engagement politique et principales politiques pour l'agriculture	21
<b>3. Analyse genre du processus de politique agricole</b>	<b>23</b>
3.1. Politique nationale de genre: la cohérence avec la stratégie du secteur agricole	23
3.2. Intégration du genre dans le processus d'élaboration de la politique	23
3.2.1. Conception et formulation de la politique agricole	23
3.2.2. Buts, objectifs et cibles de la politique agricole	24
3.2.3. La disponibilité et l'utilisation des indicateurs du genre	24
3.3. Capacité institutionnelle pour l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes	25
3.3.1. Capacité institutionnelle du Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	25
3.3.2. Intégration du genre dans le Ministère de l'agriculture	27
3.3.3. Intégration du genre dans les secteurs liés à l'agriculture (foncier, ressources en eau)	27
3.3.4. Partenariats dans le genre et l'agriculture (liens entre le Ministère de l'agriculture et le Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille)	29
3.3.5. Budgétisation pour l'égalité des sexes dans le secteur de l'agriculture	29

<b>4. Analyse de la situation</b>	<b>31</b>
4.1. Genre et sécurité alimentaire et nutritionnelle	31
4.2. Genre et travail agricole	32
4.3. Genre et terre	32
4.3.1. Constats	32
4.3.2. Mesures prises et stratégies spécifiques	34
4.4. Genre et production agricole	34
4.5. Genre et élevage	36
4.6. Genre, pêche et aquaculture	37
4.7. Genre et forêts	37
4.8. Genre et chaînes de valeur agricoles	38
4.9. Genre et gestion post-récolte	39
4.10. Genre et vulgarisation agricole	39
4.11. Genre et commercialisation agricole	41
4.12. Genre et finance rurale	42
4.13. Genre et changement climatique	43
4.14. Genre et protection sociale dans le secteur agricole	43
4.15. Genre et institutions rurales	44
4.16. Genre et technologies	45
4.17. Genre et planification du développement rural	46
<b>5. Analyse des parties prenantes</b>	<b>49</b>
<b>6. Evaluation genre de la mise en œuvre et des impacts du PNISA</b>	<b>53</b>
6.1. Questions critiques et résultats du PNIA	53
<b>7. Aperçu des réalisations du PNISA sur l'égalité entre les sexes</b>	<b>55</b>
7.1. Tendances générales, lacunes et défis	55
7.1.1. Faible accès des femmes à la terre	58
7.1.2. Faible niveau d'équipement des femmes	58
7.1.3. Difficulté d'accès des femmes au financement	58
7.2. Bonnes pratiques en matière de programmation et mise en œuvre sensible au genre	59
<b>8. Conclusions et recommandations</b>	<b>61</b>
8.1. Conclusion	61
8.2. Recommandations	61
8.2.1. A l'encontre du Gouvernement	61
8.2.2. A l'encontre du Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	62
8.2.3. A l'encontre du Ministère de l'agriculture	62
8.2.4. A l'encontre de la Commission de la CEDEAO	62
8.2.5. A l'encontre de la FAO	63
<b>Bibliographie</b>	<b>64</b>
<b>Annexe</b>	<b>66</b>
Analyse genre du plan national d'investissement agricole – PNISA-MALI	66

## Préface



Le Mali est un vaste pays disposant d'un potentiel agricole considérable dont la valorisation requiert le développement de stratégies appropriées. L'économie du pays est à dominance agricole, avec une agriculture familiale basée sur les petites exploitations familiales au sein des quelle les femmes jouent un rôle très important.

Femmes, épouses et mères, elles sont au cœur de ces exploitations familiales. Leur travail permet de constituer des stocks individuels qui sont en définitive utilisés pour la consommation familiale. Aussi, leurs actions fortes dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles génèrent des ressources profitables à la famille. Ces différentes fonctions donnent de facto à la femme rurale une place de premier plan dans la production agricole.

Le Gouvernement de la République du Mali l'a bien compris en développant un cadre institutionnel et une stratégie en vue de promouvoir l'agriculture, tout en considérant le rôle important des femmes dans le secteur.

La Loi d'Orientation Agricole (LOA) qui s'inscrit dans l'assiette globale des stratégies de développement, fixe les grandes orientations du développement agricole du Mali et accorde une place importante aux femmes agricultrices en leur affectant avec les jeunes 15% des superficies aménagées. Instrument de synthèse de la dualité entre les impératifs législatifs et les attentes des communautés traditionnelles liées à leurs règles d'organisation et de fonctionnement, cette loi entend promouvoir les femmes agricultrices au même titre que les hommes agriculteurs, et en tant qu'exploitantes agricoles qui doivent être reconnues et sécurisées.

Dans cette optique, l'importante contribution de la FAO et de la Commission de la CEDEAO, qui ont toujours été des partenaires stratégiques de premier plan, est à saluer. En pointant du doigt les faiblesses qui minent la participation des femmes au développement de l'agriculture, la FAO et la Commission de la CEDEAO mettent à la disposition du Ministère de l'agriculture, à travers ce rapport, un important outil de promotion de l'agriculture en faveur de l'autonomisation des femmes rurales. Le rapport fournit également une bonne situation de référence pour renseigner l'élaboration du PNISA de seconde génération et le suivi de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable au Mali. Les conclusions et recommandations formulées mettent l'accent sur les défis à relever au niveau des politiques et programmes, des investissements et des institutions pour une plus grande participation des femmes au développement de l'agriculture au Mali.

Chaque acteur du développement de l'agriculture, à quelque niveau qu'il soit, est interpellé. Le Ministère de l'agriculture, acteur principal et responsable des différentes politiques nationales en matière de développement rural, jouera pleinement son rôle d'accompagnement en mettant en place les cadres indispensables à l'amélioration de l'accès et de la sécurisation des facteurs de production pour les femmes ; ceci en tandem avec le Ministre de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille.

Nous savons pouvoir toujours compter sur l'appui et l'accompagnement des partenaires, au premier rang desquels se trouvent la FAO et la Commission de la CEDEAO, pour une mise en œuvre efficiente des recommandations inscrites dans le présent rapport.



Dr. Nango DEMBELE  
Ministre de l'agriculture

## Avant-propos



Au Mali, la population essentiellement rurale, et les femmes qui représentent plus de la moitié de cette population, jouent un rôle de premier plan dans l'économie des ménages, tout en restant des ouvrières silencieuses sans lesquelles la ruche ne saurait être le nid du miel.

Malgré cet important rôle, les femmes demeurent structurellement 'exclues' et donc vulnérables, du fait de leur faible accès aux facteurs et ressources de production et aux services. Les femmes agricultrices n'échappent pas à cette exclusion structurelle liée à l'organisation et au mode de fonctionnement des communautés dans lesquelles elles vivent.

De son indépendance à nos jours, le Mali a mis et continue à mettre en place des cadres stratégiques de promotion et d'autonomisation des femmes afin qu'elles prennent toute la place qui est la leur dans le développement du pays. Malgré ces efforts incessants du Gouvernement, il existe encore des contraintes et obstacles qu'il est indispensable de lever pour une réelle participation des femmes au développement socio-économique du pays.

Ce Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural a été commandité par la FAO et la Commission de la CEDEAO dans le cadre de leur projet de coopération technique :

Le rapport qui suit est le résultat de l'évaluation de la situation du genre dans le secteur de l'agriculture, du développement rural et dans la mise en œuvre du PNISA au Mali. L'objectif de l'exercice est «d'analyser les inégalités sexistes dans l'accès aux ressources importantes, à la connaissance, aux opportunités et aux marchés qui contribuent à la faible productivité agricole ainsi qu'à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle».

La présente étude a été commanditée par la FAO et la Commission de la CEDEAO dans le cadre de leur projet de coopération technique: « la réponse genre aux plans régionaux et nationaux d'investissement agricole pour relever le défi Faim Zéro dans la région de la CEDEAO». Elle s'inscrit dans le cadre de leur appui au développement de l'agriculture dans la sous-région, et particulièrement au Mali, pour une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, dans le contexte du changement climatique.

Les recommandations formulées dans le présent rapport soulignent les axes stratégiques d'intervention dont la mise en œuvre contribuera à une plus grande émergence des femmes agricultrices dont l'autonomisation constitue un facteur certain pour une croissance économique et agricole soutenue, inclusive et durable.

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille entend jouer un rôle important dans la mise en œuvre des recommandations contenues dans ce rapport, de concert avec le Ministère de l'Agriculture ; ceci afin que les femmes rurales prennent toute leur place d'actrices majeures et à part entière dans le développement des chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales et halieutiques et dans la construction d'un Mali prospère.

A la lecture du rapport, je ne peux m'empêcher d'adresser mes vives félicitations et remerciements à la FAO et à la Commission de la CEDEAO pour cette pertinente contribution à l'autonomisation de la femme au Mali dans une dynamique sociale équilibrée.

**Ministre de la Promotion de la Femme,  
de l'Enfant et de la Famille**

**Madame TRAORE Oumou TOURE**  
Officier de l'Ordre national



## Remerciements

Ce Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural a été préparé dans le cadre du projet de coopération technique de la FAO et de la Commission de la CEDEAO portant sur : « la Réponse Genre aux Plans Régionaux et Nationaux d'Investissement Agricole pour relever le défi Faim Zéro dans la région de la CEDEAO ». Le projet couvre les quinze pays membres de la CEDEAO sous le leadership de Bukar Tijani, Directeur General Adjoint et Représentant Régional pour l'Afrique de la FAO et Siga Fatima Jagne, Commissaire de la CEDEAO pour les Affaires Sociales et le Genre.

La Commission de la CEDEAO et la FAO reconnaissent le caractère central de l'égalité entre les hommes et les femmes pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous pour une génération libérée de la faim, une productivité agricole accrue, une meilleure gestion des ressources naturelles et une amélioration du niveau de vie des populations rurales.

L'élaboration de ce rapport a eu lieu sous la direction d'Amadou Allahoury, Représentant de la FAO au Mali et sous la coordination générale et technique de : Tacko Ndiaye, Fonctionnaire Principale chargée du genre, de l'égalité et du développement rural au bureau régional de la FAO pour l'Afrique ; et Bolanle Adetoun, Chargée de Programme Principale pour le Genre au Département des affaires sociales et du genre à la Commission de la CEDEAO. La préparation de ce rapport a également bénéficié de l'appui technique de Modibo Touré, Assistant chargé de programme du Représentant de la FAO.

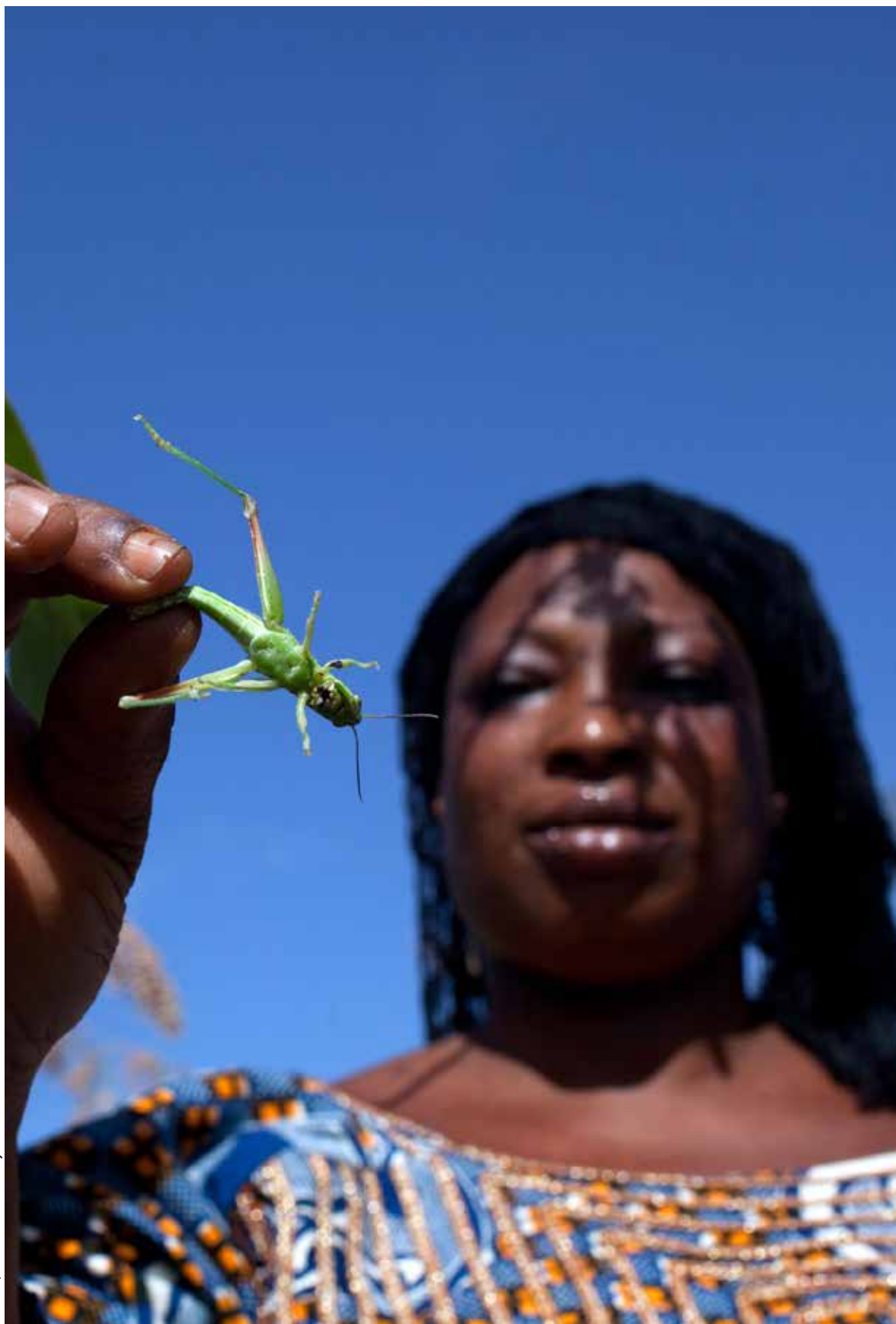
Ce Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural a bénéficié de la contribution enrichissante de beaucoup d'acteurs et d'actrices de différents ministères et autres institutions gouvernementales, des organismes des Nations Unies, des organisations de la société civile, des organisations paysannes et du milieu universitaire. Notre reconnaissance spéciale va à l'encontre du Ministère de l'Agriculture et du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Leur intérêt et engagement ont constitué un atout majeur pour la production d'un rapport de qualité.

La FAO et la Commission de la CEDEAO remercient vivement et félicitent Fatoumata Alidou Gareka Malle, consultante chargée de préparer ce rapport d'évaluation. Son dévouement à l'excellence et sa passion dans la réalisation de cette tâche sont reflétés dans la qualité du rapport. Nous remercions également Sadhana Ramchander, éditrice consultante, BluePencil Infodesign qui a fait la mise en forme du rapport, et Pious Asante, consultant au Bureau régional de la FAO pour l'Afrique pour tout son appui à la finalisation du rapport.

## Abréviations et acronymes

AEN	l'Aide de l'Eglise norvégienne
AGR	Activités Génératrices De Revenus
AGIR	l'Alliance globale pour l'Initiative résilience-Sahel et Afrique de l'Ouest
ACL	Appui aux collectivités locales
AMO	l'Assurance maladie obligatoire
APCAM	La Chambre régionale d'agriculture et l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture du Mali
CC	Changement climatique
CCS/SDF	Caisse De Caution Solidaire/Système Décentralisé Financier
CDF	Code Domanial Et Foncier
CED	Centres d'éducation pour le développement
CEDEF	Convention Pour L'élimination De La Discrimination A L'égard Des Femmes
CEDEAO	Commission Des Etats De l'Afrique De l'Ouest
CFCT	Centre de formation des collectivités territoriales
CILSS	Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel
CIRADR	Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural
CLAPN	Comités locaux d'action pour l'abandon des pratiques néfastes à la santé de la femme et de la fille
CNAPN	Comité national d'action de lutte pour l'abandon des pratiques néfastes à la santé de la femme et de la fille
CNDIFE	Centre National de Documentation et D'information sur la Femme et L'enfant
CoFo	Commissions foncières
CRAPN	Comités régionaux d'action pour l'abandon des pratiques néfastes à la santé de la femme et de la fille
CREDD	Cadre Pour La Relance Economique Et Le Développement Durable
CSCR	Cadre Stratégique Pour La Croissance Et La Réduction De La Pauvreté
CSLP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
CT	collectivités territoriales
DNPEF	Direction nationale de la promotion de l'enfant et de la famille
DFM	Direction des finances et du matériel
DRPFEF	Directions régionales de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille
EA	Entreprises Agricoles
EAF	Exploitations Agricoles Familiales
EDMS -V	Etude Démographique Et De Santé V
ETP	Ecole Technique Et Professionnelle
FAFE	Fonds D'appui A L'autonomisation De La Femme Et L'épanouissement De L'enfant
FAO	Organisation Des Nations Unies Pour L'alimentation Et L'agriculture
FNA	Fonds national d'appui à l'agriculture
GT-GED	Groupe thématique genre et développement
GIPD	Gestion intégrée de la production et des prédateurs
GLD	Gouvernance locale démocratique

HSI	Helvetas, SwissInter coopération
LOA	Loi D'orientation Agricole
ODD	d'Objectifs Pour Le Développement Durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OPA	Organisations professionnelles agricoles
OSC	Organisations De La Société Civile
PAFA	Projet d'appui aux filières agricoles
PAG	le Programme d'action du Gouvernement
PAICT	Projet d'appui aux investissements des collectivités territoriales
PAPAM	Programme d'accroissement de la productivité agricole au Mali
PASDR	l'approche sectorielle pour le développement rural
PBSG	Planification-Budgétisation Sensible Au Genre
PDA	Politique De Développement Agricole
PDA/RN	Programme de développement accéléré des Régions du Nord
PDES	Projet de développement économique et social
PDI	Politique de développement institutionnel
PFA	Politique Foncière Agricole
PNG-Mali	Politique Nationale Genre Mali
PNLE	Programme national de lutte contre la pratique de l'excision
PNIP-SA	Plan national d'investissement prioritaire dans le secteur agricole
PNISA	Plan National D'investissement Dans Le Secteur Agricole
PPAAO	Programme de production agricole en Afrique occidentale
PRIA	Programme Régional D'investissement Agricole
PRIASAN	Programme régional d'investissements agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle
PSSA	Programme spécial de sécurité alimentaire
PTF	Partenaires techniques et financiers
RAMED	Régime d'assistance médicale
RPCA	Réseau de prévention des crises alimentaires
SAPEP	Projet d'accroissement de la productivité agricole des petits exploitants
SFD	Services Financiers Décentralisés
SNV	L'Organisation néerlandaise de développement
SUN	L'Initiative renforcement de la nutrition
TBS	Taux bruts de scolarisation
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine



***Un étudiant examinant une sauterelle dans l'école de terrain des agriculteurs.***

## Résumé

Malgré l'engagement politique de haut niveau visant l'autonomisation des femmes dans le domaine agricole, du développement rural et dans toutes les chaînes de valeur agricoles, elles demeurent confrontées à d'énormes et nombreux défis en lien avec l'accès à la terre, aux intrants, aux technologies, au foncier, aux finances, aux services, aux emplois décents et aux marchés. Leur représentation au sein des institutions et instances de décisions rurales demeure aussi très faible. Par ailleurs, la dépendance accrue des marchés pour l'approvisionnement des aliments et la volatilité des prix sont devenus un facteur majeur d'insécurité alimentaire. Les pertes post-récolte restent considérables, surtout pour les femmes agricultrices. La malnutrition continue de frapper de manière inquiétante un nombre important d'enfants dans l'espace CEDEAO.

Il est indéniable que les conditions et le statut des femmes, la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle des enfants et d'autres membres de la famille, la nécessité d'équilibrer la contribution des femmes aux chaînes de valeur agricoles et leurs bénéfices, l'importance de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes pour parvenir aux Objectifs Faim Zéro dans les pays de la CEDEAO sont étroitement liés.

Pour mieux comprendre la problématique de la prise en compte du genre dans l'agriculture, le développement rural et la mise en œuvre du Plan national d'investissement dans le secteur agricole (PNISA) au Mali, une évaluation genre a été commanditée afin d'analyser les inégalités sexistes dans l'accès aux ressources importantes, à la connaissance, aux opportunités et aux marchés qui contribuent à la faible productivité agricole ainsi qu'à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'évaluation a eu lieu du 28 juillet au 30 octobre 2016. L'approche méthodologique a combiné les phases suivantes: une phase préparatoire qui a comporté deux étapes: les rencontres de cadrage avec le point focal genre FAO-Mali, la collecte et l'analyse documentaires, l'analyse des données statistiques, l'analyse des politiques et stratégies en lien avec l'agriculture; et une phase d'exécution comportant deux phases: la production et la validation du rapport.

L'évaluation s'est déroulée sous la supervision générale de la Fonctionnaire Principale chargée du genre, de l'égalité et du développement rural à la FAO et la supervision technique du Point focal genre de la FAO au niveau du Bureau FAO-Mali. Pour appuyer et faciliter le travail de la consultante, un guide contenant la table des matières du rapport et le cadre d'analyse du PNISA ont été mis à sa disposition.

Les difficultés rencontrées au cours de cette évaluation ont résidé dans l'indisponibilité et le manque de temps de certains responsables d'ONG internationales, d'ONG nationales féminines, du Ministère de l'agriculture, du Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille à même de nous fournir des informations nous permettant de confronter les données documentaires et avoir des exemples concrets et palpables en ce qui concerne la prise en compte du genre dans l'agriculture, le développement rural et le PNISA au Mali.

Au Mali, le climat est de type soudano-sahélien, caractérisé par des températures moyennes élevées et par une saison humide courte de 4 à 5 mois (juin à octobre) et d'une longue saison sèche de 5 à 9 mois (octobre à juin). Les précipitations moyennes décroissent du sud vers le nord du pays. Quatre grandes zones agro-climatiques se distinguent : (i) la zone pré-guinéenne ou subhumide ; (ii) la zone soudanienne ; (iii) la zone sahélienne; (iv) la zone saharienne désertique. Ces caractéristiques physiques se traduisent par une grande

diversité agro-écologique. Les ressources en eau de surface sont très importantes. Les fleuves Niger et Sénégal et leurs affluents traversent le pays respectivement sur 1 700 km (soit 40% du cours total du fleuve Niger) d'est en ouest et sur 900 km (soit 53% du cours du fleuve Sénégal). Ces deux cours d'eau drainent annuellement en moyenne 70 milliards de m<sup>3</sup> d'eau avec toutefois d'amples variations (40 milliards de m<sup>3</sup> entre les années très sèches et celles très pluvieuses). Les eaux de surface non pérennes, estimées à environ 15 milliards de m<sup>3</sup>, contribuent au maraîchage, à l'alimentation en eau des populations et surtout du bétail mais leurs potentialités sont encore très peu exploitées.

Le Mali a une longue et riche histoire faite de succession de royaumes et d'empires, qui ont exercé une forte influence en Afrique de l'Ouest. Les premières années de l'indépendance (1960) sont marquées par le socialisme du premier Président de son histoire. En 1968, les tensions politiques et sociales aboutissent à une dictature militaire qui va durer 23 ans. En mars 1991, ce pouvoir est renversé par un coup d'Etat militaire. Après une période de transition, une Constitution est adoptée par référendum, une Assemblée nationale et un Président de la république sont élus au suffrage universel. La Constitution malienne s'attache à garantir les droits et libertés ainsi que la séparation et la diversification des pouvoirs en vue de préserver l'Etat de droit. Depuis l'avènement de la démocratie, la vie des Maliens et des Maliennes a considérablement changé.

Le Mali est partie à la Convention pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) depuis septembre 1985 et a ratifié le protocole additionnel à ladite convention en septembre 2000. Pourtant, malgré la volonté des autorités d'améliorer la situation des femmes, les Maliennes sont encore l'objet de discriminations de fait et de droit. En outre, la situation des femmes est conditionnée par la pauvreté (le Mali occupe la 179<sup>ème</sup> position pour le développement humain) et par le poids de certaines traditions culturelles et religieuses. Bien que le Mali soit une république laïque, son paysage religieux reste dominé par l'islam : environ 90% de la population malienne est musulmane et moins de 10% chrétiens ou animistes. Les autorités maliennes invoquent souvent le fait religieux et des pratiques coutumières pour justifier son immobilisme à engager des réformes pour mettre fin aux discriminations à l'égard des femmes dans tous les domaines, et en particulier l'agriculture.

Dans son Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR) 2012-2017, le Mali s'est fixé un objectif ambitieux pour une croissance économique durable à l'horizon 2017. Pour cela, l'un des axes stratégiques majeurs retenu est « l'appui au secteur privé, le renforcement de l'agriculture, l'investissement en infrastructures et l'emploi des jeunes ». En effet, le secteur privé constitue aujourd'hui le moteur de la croissance et il repose sur le dynamisme des entreprises privées créatrices de richesses et d'emploi.

Le Mali s'est doté aussi d'un nouveau cadre de référence pour la formulation, la mise en œuvre et le suivi des différents programmes, politiques et stratégies que le pays a développé durant ces derniers temps aussi bien au niveau national que sectoriel. Le Cadre pour la relance économique et le développement durable (CREDD) couvre la période 2016-2018 et s'appuie sur les priorités déjà identifiées dans les différentes stratégies précédemment formulées telles que le Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR 2012-2017), le Programme d'action du Gouvernement (PAG 2013-2018), le Plan pour la relance durable du Mali (2013-2014), le Programme de développement accéléré des régions du Nord (PDA/RN) et la Stratégie spécifique de développement des régions du Nord.

Le 25 septembre 2015, des Etats dont le Mali ont adopté un nouvel agenda de développement international comportant un ensemble d'Objectifs pour le développement durable (ODD) dans le but d'éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous d'ici l'horizon 2030. Les ODD donnent une place importante à l'éradication de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté, et à l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes.

Au Mali, la grande majorité de la population travaille dans le secteur agricole. Il s'agit essentiellement d'une agriculture familiale et rurale (même s'il y a de plus en plus diverses formes de production semi-urbaine ou urbaine) développée autour des exploitations agricoles familiales. Celles-ci sont des entités ou entreprises socio-économiques dont le lien entre les membres est un lien familial. Les membres mettent en commun leurs moyens en termes de savoirs, savoir-faire, savoir-être et savoir devenir, mais aussi en termes de ressources financières et matérielles pour produire et satisfaire en priorité aux besoins du ménage et de ses membres, et ensuite pour produire de la richesse avec la commercialisation du surplus. La production est dès lors en priorité orientée vers l'alimentation de la famille même si elle n'exclut pas les ventes du surplus pour

satisfaire à d'autres besoins. Elle diffère de l'entreprise agricole de type privé dont le lien entre les membres est l'apport du capital pour produire en priorité de la richesse pour les promoteurs (les ressources financières proviennent de contributions de chaque actionnaire ou d'un seul promoteur). Cette forme d'entreprise utilise une main-d'œuvre salariée pour assurer la production.

Le Mali recèle de grandes potentialités agro-sylvo-pastorales, forestières et halieutiques. Pour ce qui concerne la production, le potentiel des espaces physiques est globalement estimé à 46,6 millions d'hectares, dont 12,2 millions de terres agricoles, 30 millions de pâturage, 3,3 millions de réserve de faune et 1,1 million de réserve forestière. La superficie des zones cultivables et inondables est estimée à 2,2 millions d'hectares. En outre, le Mali a des ressources importantes en eaux avec 2.600 km de fleuve, une grande diversité biologique, des ressources forestières et fauniques, et un cheptel abondant et diversifié (7,1 millions de bovins, 19 millions d'ovins/caprins, 600.000 camelins, 25 millions de volailles).

A ce jour, on estime à environ 900.000 les exploitations familiales toutes catégories confondues. On note aussi des avancées significatives sur les plans législatif, réglementaire et institutionnel pour la gestion du secteur agricole, notamment l'adoption de la Loi d'orientation agricole et ses textes d'application. La Loi d'orientation agricole (LOA) investit l'État de la charge d'élaborer et de mettre en œuvre la politique agricole en concertation avec les collectivités et la profession agricole. A ce titre, elle définit et met en œuvre une politique de promotion des initiatives de développement aux niveaux local, régional et national et apporte son appui à la création d'entreprises agricoles et agro-industrielles ainsi qu'à la création d'entreprises péri-agricoles.

Le Gouvernement affiche donc des ambitions élevées pour ce secteur qui bénéficie d'une allocation budgétaire prioritaire. Les objectifs visés sont avant tout d'accroître la production et la productivité agricoles, et de promouvoir et diversifier les filières du secteur. Le taux d'accroissement annuel des rendements des principales cultures (riz, maïs, blé, mil, sorgho, fonio) est fixé à 2% d'ici 2020.

Pour soutenir le secteur, le Gouvernement favorisera l'installation des promoteurs privés pour le développement des filières agricoles. Par ailleurs, la sécurisation des affaires foncières est un élément clé de l'attractivité économique. En effet, les investisseurs privés ont besoin de certitude en la matière. Le foncier en zone rurale est un élément déterminant pour soutenir le dynamisme du développement rural. Il conviendra donc de garantir la sécurité des titres fonciers, en opérationnalisant notamment la Loi sur le foncier rural. Le processus d'immatriculation du foncier qui est en cours depuis 2012 est lent car l'acte d'enregistrement reste volontaire. Il faut donc accroître la sensibilisation pour inciter les producteurs à se faire enregistrer.

Les actions du Gouvernement dans ce secteur s'articuleront autour de la Politique de développement agricole (PDA) validée le 1er août 2013 qui fédère les politiques et stratégies du secteur rural. La vision sectorielle à long terme de la PDA est de "faire du Mali une puissance agro-pastorale sous-régionale, où le secteur agricole est un moteur de la croissance de l'économie nationale, assurant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations urbaines et rurales et générant des emplois et des revenus significatifs dans une logique de développement durable reposant prioritairement sur les exploitations agricoles familiales (EAF) et les entreprises agricoles (EA) modernes et compétitives». La PDA intègre les politiques et stratégies sous-sectorielles ou thématiques et les programmes, parmi lesquels: (i) la Stratégie nationale de sécurité alimentaire; (ii) la Politique nationale de développement de l'élevage; (iii) la Politique nationale de développement de la pêche et de l'aquaculture; (iv) la Politique nationale de protection de l'environnement; (v) la Stratégie nationale sur le changement climatique; (vi) le Programme national d'irrigation de proximité, la stratégie nationale de mécanisation, etc. Elle prend en compte au niveau transversal la politique nationale de genre.

En support à la PDA, le Plan national d'investissement dans le secteur agricole (PNISA 2015-2025) constitue le cadre national de planification du Mali pour le secteur agricole au sens large prenant en compte les besoins (fonctionnement et investissement), les acquis, les gaps de financement à rechercher pour l'investissement et le fonctionnement du secteur pour un horizon de 10 ans en glissement annuel.

En effet, le Pacte ECOWAP/PDDAA du Mali a également consacré le PNISA cadre unique de référence de planification; il fédère l'ensemble des projets et programmes actuels et futurs dans le secteur. Le PNISA s'articule autour des axes stratégiques suivants: (i) le renforcement des capacités (des organisations publiques,

privées et de la société civile intervenant dans les activités de développement agricole, en attachant une importance toute particulière au suivi et à l'évaluation); (ii) les investissements, surtout dans les régimes fonciers les plus sécurisés, gestion des ressources naturelles, systèmes d'irrigation et de gestion de l'eau; (iii) les mesures visant à encourager la production et la compétitivité des filières de cultures et d'élevage; (iv) la formation et la recherche; et une meilleure protection sociale pour répondre au problème d'insécurité alimentaire transitoire et chronique. D'autres outils de planification existent dans le secteur, notamment la Politique foncière agricole et le Fonds national d'appui à l'agriculture (FNAA).

L'Etat malien a également entamé des actions en faveur des femmes, notamment des mesures législatives, réglementaires et administratives parmi lesquelles on peut citer: (i) l'Article 2 de la Constitution malienne qui repose sur le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes, (ii) la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) en 1985; (iii) la Loi n° 94-009 du 22 mars 1994 portant création de la Direction nationale de la promotion de la femme; (iv) le Décret n° 97-282/PRM du 16 septembre 1997 portant création du Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille; (v) la Convention sur le consentement au mariage; (vi) le Protocole de Maputo, (vii) le Code de commerce; (viii) le nouveau Code pénal; (ix) la Politique nationale genre avec ses six Orientations stratégiques et dix-neuf Axes stratégiques.

Le Mali est également partie prenante pour les instruments de la CEDEAO en matière d'égalité entre les hommes et les femmes et d'autonomisation des femmes. Ceux-ci incluent :

- l'Article 63 du Traité révisé de la CEDEAO qui enjoint les Etats membres à “élaborer, harmoniser, coordonner et mettre en œuvre des politiques et des mécanismes appropriés pour améliorer les conditions économiques, sociales et culturelles des femmes”;
- la Vision 2020 de la CEDEAO adoptée en Juin 2010 qui prévoit “une société inclusive portée sur le développement et l'autonomisation du capital humain en vue de créer un environnement sain et paisible dans lequel les femmes, les enfants et les jeunes pourront évoluer avec des opportunités égales pour exceller et avoir un accès équitable aux ressources nécessaires pour le développement humain et social”; et
- l'Acte additionnel relatif aux droits des femmes et des hommes pour un développement durable dans l'espace CEDEAO adopté par le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement tenu à Accra en mai 2015.

Ces lois et conventions internationales et gouvernementales ont eu évidemment des impacts positifs sur le statut de la femme, notamment rurale. Notons également comme réformes:

- les réformes des finances publiques, notamment la mise en œuvre de la budgétisation axée sur les résultats;
- la Stratégie nationale de la planification et la budgétisation sensible au genre (PBSG);
- la formulation de la troisième génération du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) 2012-2016;
- le Projet de développement économique et social (PDES) qui constituait la base de l'action gouvernementale;
- les stratégies et politiques pour la prise en compte du genre dans certains domaines sectoriels, notamment la Loi d'orientation sociale, le Code du travail, les mesures prises en matière de césarienne et de Sida, le programme vigoureux d'alphabétisation des femmes, la politique de scolarisation des filles, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.

Le Fonds d'appui à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant (FAFE) est un fonds initié par le Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille. Il cible le financement des actions de développement de l'entrepreneuriat féminin au Mali. Ce programme vise à améliorer la rentabilité des activités économiques des femmes à travers le renforcement des capacités, la mise en place d'unités de transformation et la facilitation de l'accès au crédit et au financement. Les principales cibles sont les femmes rurales et les femmes engagées dans le commerce informel transfrontalier.

La PBSG est désormais intégré au système de planification budgétaire du Mali, ce qui permet de prendre en compte, au niveau de différents secteurs de développement, les préoccupations différenciées par sexe en vue de créer des opportunités dans la lutte contre la pauvreté des femmes. En 2011, le Mali a adopté sa Stratégie nationale de planification et de budgétisation sensible au genre (PBSG) qui s'inscrit dans la mise en œuvre de l'orientation stratégique N°6 de la Politique nationale genre relative à la bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques dans le contexte de la décentralisation et de la déconcentration. Cette stratégie se concentre sur trois axes d'intervention: (i) la prise en compte de l'approche PBSG dans les processus budgétaires au niveau national; (ii) la prise en compte des priorités des femmes dans les allocations budgétaires au niveau sectoriel et local; (iii) la mise en place d'un mécanisme de suivi régulier de la mise en œuvre de la PBSG.

Le Ministère de l'agriculture fait partie des quinze ministères sectoriels ciblés par la PNG-Mali. A ce titre, il a un rôle très important à jouer car la PNG-Mali est réalisée selon une responsabilité partagée au sein du Gouvernement avec un mode de gestion basé sur l'obligation de résultats et sur la nécessité de rendre compte.

Sur le Plan foncier, le Gouvernement du Mali a poursuivi son processus politique de mise en œuvre de la Loi d'orientation agricole (LOA) et de son volet foncier. Celui-ci vient compléter les dispositions du Code domanial et foncier de 2000 (modifié en 2002), notamment par la reconnaissance de l'exploitation agricole familiale et de l'entreprise agricole, ainsi que par la mise en œuvre d'une politique foncière spécifique. La nouvelle Politique foncière agricole (PFA) du Mali a été adoptée le 31 décembre 2014. D'une manière générale, il existe deux modes d'accès à la terre: (i) l'accès à travers les modes mis en place par le CDF; (ii) l'accès à travers les dispositifs coutumiers (accès intra lignager, prêt, don, etc.). Ces deux sources juridiques se côtoient et ne sont pas pleinement reconnues au Mali.

Malgré la Politique nationale de l'eau, le taux national d'accès à l'eau potable était de 73,1% en 2009 et de 75,5% en 2010. Cependant, de nombreux points d'eau ne sont pas fonctionnels, rendant ainsi la corvée d'eau pénible pour les femmes et les filles. Les jeunes filles des milieux ruraux consacrent plus de temps que les garçons aux corvées d'eau. Cette distribution inégale des tâches domestiques ne donne pas les mêmes chances aux filles et aux garçons pour mener une scolarité normale. De plus, on constate une faible implication des femmes dans les principales décisions concernant le processus d'implantation, de gestion et de maintenance des points d'eau alors qu'elles en sont les principales utilisatrices, donc les premières victimes en cas de panne. Cela est un enjeu important dont la résolution aiderait à améliorer l'accès et le contrôle des points d'eaux par les femmes. En 2010, le pourcentage de femmes dans les comités de gestion des points d'eau n'était que de 34% et même à ce niveau, elles étaient confinées au nettoyage. Les défis de genre dans le secteur de l'eau et l'assainissement se rapportent à la diminution de la charge de travail particulière qui pèse sur les femmes et les filles, une meilleure scolarisation pour les filles (accès amélioré et maintien durable à l'école) et la participation des femmes à la gestion des points d'eau.

Vu ce qui précède, nous pouvons dire que la volonté politique pour la promotion du genre existe au Mali. Le cadre juridique du pays a été amélioré et renforcé, permettant la prise en compte du genre dans le PNISA. Les engagements pris, les textes et les conventions internationaux ratifiés et les textes nationaux élaborés ainsi que leurs plans d'application permettent de prendre en compte les problématiques de genre dans les activités de production, l'accès et le contrôle des ressources et des facteurs de production, le foncier, la sécurité alimentaire et la malnutrition, l'utilisation des ressources et des revenus/bénéfices, la programmation et la planification sensibles au genre.

Pour un développement harmonieux et durable du monde rural, les acteurs – à savoir le Ministère de l'agriculture, celui en charge de la femme, les organisations de la société civile dont les organisations féminines, le secteur privé, les institutions de recherche et d'appui, les organisations de producteurs/productrices, les autorités administratives, locales, traditionnelles et religieuses – prennent en compte le genre dans leurs actions en tenant compte des besoins, priorités et préoccupations des hommes et des femmes. Ceci se fait à travers la collaboration entre ces différents acteurs via la mise en place de cadres de concertation et de travail.

Notons aussi que les femmes sont présentes dans le dispositif de mise en œuvre des activités des projets/programmes au niveau terrain, elles sont actrices mais surtout bénéficiaires des retombées de ces activités avec

des incidences positives sur leur niveau de vie: accès aux crédits, différentes activités génératrices de revenus appuis divers, intrants, semences et engrais, vaccination des animaux, plateformes multifonctionnelles de transformation, conservation et commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux.

Le pays dispose également des données désagrégées par sexe dans le domaine agro-sylvo-pastoral et halieutique (Rapport du CNDIFE, Enquêtes INSTAT, etc.), d'une stratégie PBSG, d'une Politique nationale genre (PNG-Mali) assortie d'un plan d'action dont l'Orientatation stratégique N°3 est «la reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production».

Quelques avancées sont aussi à saluer:

- la loi portant libre administration des collectivités territoriales
- le Code domanial et foncier
- la Loi environnementale du Mali
- la Charte pastorale
- la Politique nationale de pêche
- le Code forestier
- le Code de l'eau
- la Politique nationale de la protection sociale
- la Stratégie nationale d'extension des mutuelles.

Dans la plupart des politiques élaborées au cours des dix dernières années, les principes de l'équité et/ou de l'égalité sont annoncés. Dans les stratégies et programmes, le genre est intégré de façon spécifique ou indirectement à travers le ciblage des femmes, des jeunes ou des groupes mixtes dans les activités.

Malgré ces avancées, il est opportun de s'interroger sur les aspects suivants :

1. Quelles connaissances les acteurs et les actrices du développement rural ont-ils des textes, engagements et conventions internationaux ratifiés et textes nationaux produits par le Mali?
2. Quelle perception ont-ils de la notion des droits des femmes en lien avec le secteur agricole au Mali?
3. Les facteurs socio-culturels sont-ils suffisamment pris en compte dans la formulation, la planification et l'exécution des projets/programmes dans le secteur de l'agriculture?
4. Les acteurs et actrices du secteur agricole sont-ils formés et outillés en intégration du genre dans les plans, projets et programmes et budgets aux niveaux national et local?
- Bien que le ministère de l'agriculture fasse partie des secteurs de la PNG, son processus de planification est-il réellement sensible au genre? Dispose-t-il de suffisamment d'outils d'intégration du genre? Son personnel dispose-t-il des compétences pour l'utilisation de ces outils et l'intégration du genre? Avec le mouvement des staffs, existe-t-il un mécanisme de formation du personnel sur le genre, la manipulation des outils genre et l'intégration systématique du genre ? Ne serait-il pas nécessaire d'avoir, au sein du département, du personnel dédié spécifiquement au genre en dehors des points focaux? En dehors du rapport genre, les autres documents et rapports produits prennent-ils en compte le genre? Ne faudrait-il pas revoir le contenu du rapport genre du département pour qu'il dépasse le simple fait d'énumérer les actions entreprises pour les femmes et les hommes et faire le suivi des véritables transformations opérées dans leur vie par l'allocation des ressources?
5. Les données sur la situation des hommes et des femmes dans le secteur agricole sont-elles vraiment fiables? Les besoins et priorités des femmes et des hommes sont-ils pris en compte dans le processus de planification?
6. Alors qu'elles portent l'agriculture, comment expliquer la faiblesse de la présence des femmes parmi les bénéficiaires des services d'encadrement et de vulgarisation? Que faire pour que ces services adaptent

leurs stratégies à la condition et à la situation des femmes et touchent un nombre élevé d'entre elles? Combien de coopératives féminines ou mixtes utilisent des équipements de transformation?

7. Comment les OSC féminines, le Ministère de l'agriculture et celui de la femme pourraient-ils collaborer pour une meilleure application de la LOA et une meilleure prise en compte du genre?
8. La propriété foncière garantit certaines facilités liées aux crédits, à la pérennité des cultures et à l'augmentation des revenus. Comment la problématique de la sécurité foncière pour les femmes est-elle appréhendée dans le secteur agricole? Comment le département en charge de l'agriculture et celui de la femme pourront-ils collaborer et améliorer l'accès et le contrôle de la terre par les femmes?
9. Comment la question des changements climatiques affecte-t-elle différemment les femmes et les hommes? Comment aider les femmes à adopter des techniques de maîtrise de l'eau?
10. Malgré leur importance numérique dans le secteur en tant qu'agents de l'Etat, membres de la société civile ou d'organisations paysannes, agents du secteur privé, les femmes sont très peu représentées dans les organes de gouvernance au sein du secteur. Comment les impliquer davantage pour une meilleure prise en compte de leurs préoccupations et un meilleur développement du secteur?
11. Sur le terrain, comment aider les femmes à être plus rentables au niveau de la production, de la transformation et de la commercialisation? Le problème de débouchés aussi se pose aux femmes. Quelles stratégies faudrait-il adopter pour les aider dans l'écoulement de leurs produits?

Outres ces questions, des insuffisances notables en matière de genre méritent d'être signalées, notamment:

- l'absence d'un processus de formation, recyclage des staffs du secteur de l'agriculture pour faire face à la mobilité des agents;
- la méconnaissance et/ou maîtrise des textes, conventions et engagements internationaux pris par le Mali en matière de genre;
- la méconnaissance et/ou maîtrise des textes élaborés par le Mali en matière de genre et agriculture;
- l'insuffisance de collaboration entre le département de l'agriculture, celui de la femme et les OSC féminines pour une meilleure prise en compte du genre dans l'agriculture;
- l'insuffisance de collaboration de toutes les parties prenantes;
- l'insuffisance de renforcement de capacités des acteurs et actrices (étatiques, OSC, secteur privé, ONG Internationales) dans le domaine du genre;
- l'absence de personnel dédié au genre au sein du Ministère de l'agriculture;
- l'insuffisance d'accès des femmes à la technologie et aux matériels de transformation.

Pour conclure, on peut dire que le Mali dispose de l'arsenal juridique et politique nécessaire et favorable à la prise en compte du genre dans le cadre de la promotion du secteur agricole. La mise en œuvre du PNISA a permis de noter des avancées considérables dans le domaine à travers l'amélioration de l'accès des femmes et hommes aux facteurs de production et de transformation, l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des petits producteurs agricoles, l'amélioration de la production et de la productivité des petites exploitations agricoles, la valorisation et la mise en marché des productions agricole. Malgré cela, des pesanteurs socio-culturelles et économiques et quelques difficultés liées à l'exécution des projets ne permettent pas d'atteindre une réelle autonomisation des femmes et des hommes dans le secteur en vue d'un développement durable.

Aussi, pour une meilleure prise en compte du genre dans le PNISA à venir, nous recommandons de:

- Réviser les lois et textes en lien avec le genre.
- Mettre en place des mécanismes et des dispositifs de suivi de la mise en œuvre de ces Lois et textes révisés.
- Mettre en place le comité sectoriel de suivi de la mise en œuvre de la PNG.
- Rendre opérationnel le mécanisme de mise en œuvre de la PNG-Mali.

- Analyser la mise en œuvre de la PNG-Mali au niveau des ministères.
- Mettre en œuvre les dispositions prévues par rapport à l'intégration du genre dans la PDA.
- Clarifier le contenu des lois et les accompagner d'instruments d'application appropriée.
- Mettre en place un cadre de collaboration entre le Ministère de l'agriculture, celui de la femme et les OSC féminines pour une meilleure prise en compte du genre dans le secteur agricole.
- Elaborer et mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités de tous les acteurs impliqués en genre, en PBSG et intégration du genre dans les plans, projets, programmes. Ceci permettra d'harmoniser les connaissances en genre, de maîtriser les outils d'intégration et d'analyse du genre dans le processus de programmation, planification, mise en œuvre et suivi-évaluation.
- Prendre des dispositions pour l'insertion des femmes des zones rurales dans le système de protection sociale, notamment le système formel de sécurité sociale du Mali.
- Améliorer le dispositif d'attribution des terres aux femmes au niveau local (à travers des réformes agraires, sensibilisation des chefs coutumiers).
- Accélérer la mise en place des commissions foncières.
- Intensifier les actions de communication pour un changement de comportement sur le terrain en vue de l'éradication de certaines pratiques néfastes empêchant la jouissance par les femmes de leurs droits dans le domaine agro-sylvo-pastoral et halieutique (sécurisation foncière, autres facteurs de production, pratiques alimentaires, accès et contrôle des revenus...).
- Capitaliser, partager et rendre visible les actions genre au sein du secteur de l'agriculture à travers des publications écrites ou audio-visuelles.



© FAO / Swiatoslaw Wojtkowiak

**Les fourrages sont transportés par un villageois de Thientiena. GCP/RAF/482/EC**

- Adopter des mesures préférentielles pour le choix des projets à financer et des autres activités dans le secteur. Les appels à proposition doivent tenir compte du genre à hauteur de 50% des financements.
- Accorder une priorité à la femme sur tous les maillons de la chaîne de valeur (recrutements, prise de décision, postes de responsabilités, participation aux réunions, ateliers, séminaires, sessions de formations, recherche, vulgarisation, passation des marchés).
- Développer des partenariats avec l'IER pour l'intégration du genre dans ses modules et rechercher des stratégies de motivation et de maintien des filles dans les institutions agricoles.
- Revoir les stratégies et la méthodologie de ciblage des bénéficiaires sur le terrain pour permettre une réelle participation des femmes et des hommes aux différentes étapes.
- Intégrer le genre dans le plan stratégique du document de politique agricole 2016-2030 avec identification d'actions concrètes sur la base des priorités des femmes et des hommes au niveau du secteur pouvant aider à réduire les inégalités et promouvoir un développement durable. La prise en compte du genre doit se faire de manière transversale et inclusive. L'accent doit être mis sur l'implication du genre lors des mises en œuvre et surtout un regard doit être porté sur l'affectation des ressources en vue de promouvoir un vrai entrepreneuriat féminin au sein du secteur agricole.
- Renforcer et opérationnaliser les mécanismes de suivi des actions genre sur le terrain.
- Renforcer le partenariat entre les différentes parties prenantes.
- Harmoniser et vulgariser les textes régissant les questions foncières.
- Appuyer la spécialisation des prestataires intervenant dans le domaine agricole.



© CESPA-Mali

**Un visiteur de la FAO en train d'essayer la nouvelle pompe à pédales achetée avec les fonds Telefood.  
Jardins du marché TFD-97/MLI/004**

## 1. Contexte

La FAO et la Commission de la CEDEAO travaillent en partenariat pour la mise en œuvre d'un Projet de coopération technique intitulé Réponse genre aux plans régionaux et nationaux d'investissement agricole pour relever le Défi Faim Zéro dans les pays membres de la CEDEAO.

Ce projet vise à **assurer la transformation agricole et la croissance de l'agriculture inclusive avantageant/autonomisant pleinement les femmes et les jeunes dans le secteur agricole dans les pays membres de la CEDEAO**. Le projet contribue pleinement à ECOWAP/PDDAA, à l'Initiative Faim Zéro de la CEDEAO et au Plan régional d'investissement agricole de la CEDEAO à travers deux résultats :

1. **Formulation, financement, mise en œuvre et suivi des PNIA sensibles au genre** – Le résultat n° 1 de ce projet vise à assurer que les Plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) répondent aux disparités entre les hommes et les femmes dans le secteur agricole, du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il contribue au résultat du Niveau 2 du Cadre de résultats du PDDAA sur la **Croissance agricole inclusive durable**.
2. **Capacité systémique pour accroître les opportunités des femmes et des jeunes en vue d'une croissance agricole inclusive et relever le Défi Faim Zéro** – Le résultat n° 2 traite du renforcement des capacités pour autonomiser les femmes et les jeunes le long des chaînes de valeur agricoles à travers des politiques sensibles au genre, le financement et l'approvisionnement des services, le développement des compétences et les opportunités d'affaires. Il contribue au résultat du Niveau 3 relatif au Cadre de résultats du PDDAA sur le **Changement transformateur suite au PDDAA**.

### 1.1 Objectif de l'évaluation genre du secteur de l'agriculture, du développement rural et de la mise en œuvre des PNISA

L'objectif général de l'évaluation genre du secteur agricole, du développement rural et de la mise en œuvre du PNISA de la mise en œuvre du PNISA dans le secteur de l'agriculture et du développement rural au Mali consiste à analyser les inégalités sexistes dans l'accès aux ressources importantes, à la connaissance, aux opportunités et aux marchés qui contribuent à la faible productivité agricole ainsi qu'à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. A cette fin, une consultante nationale a été recrutée au Mali pour mener l'évaluation avec les objectifs spécifiques suivants :

- Mener une analyse des disparités de genre dans le secteur de l'agriculture et du développement rural
- Faire un diagnostic des politiques et des mécanismes institutionnels sur la base de l'analyse de la documentation, des données sexo-spécifiques et d'un diagnostic des politiques existantes.

### 1.2 Résultats attendus

L'évaluation de la situation genre a combiné une analyse des disparités de genre dans le secteur de l'agriculture et du développement rural et un diagnostic des politiques et des mécanismes institutionnels sur la base de l'analyse de la documentation, de l'analyse des données sexo-spécifiques et d'un diagnostic des politiques mené de manière participative afin de:

- Aider à l'élaboration du nouveau guide pour la seconde génération de PNIA et PRIA afin d'assurer l'intégration systématique du genre dans la formulation, le financement, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des PNIA et PRIA.
- Aider à l'élaboration du Plan d'action genre et agriculture de la CEDEAO, la publication régionale FAO-CEDEAO sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, et les autres processus liés à l'ECOWAP/PPDAA 2025 aux niveaux national et régional.
- Faciliter la contribution de la FAO au rapport CEDEF/CEDAW dans le cadre de l'équipe pays des Nations Unies, grâce à des données et informations fiables et mises à jour sur la situation des femmes rurales dans le pays.
- Faciliter le plaidoyer à haut niveau et les activités de renforcement des capacités au niveau des pays.
- Fournir une situation de référence pour le suivi de la mise en œuvre des politiques agricoles, des PNIA et des ODD au niveau des pays.

L'évaluation a eu lieu du 28 juillet au 30 octobre 2016.

### 1.3 Méthodologie

Les questions soulevées par la recherche demandaient une approche à la fois qualitative et quantitative. Par ailleurs, la compréhension du contexte global du genre dans l'agriculture et le développement rural au Mali nécessite une analyse actualisée des processus tant au niveau national qu'au niveau sous-région et local. L'attention a donc porté sur les documents juridiques et politiques nationaux et sous régionaux, ainsi que sur les rapports des institutions publiques et privées. Plus spécifiquement, la méthodologie qui a guidé la production de ce rapport est basée d'une part sur la revue, la consultation et l'analyse des documents clés de référence ayant trait à l'agriculture, au développement rural, à la mise en œuvre du PNISA au Mali, à la



© FAO/Fulvio Cenci

**Jeunesse au travail: réduire la pauvreté rurale.**

situation des femmes maliennes et aux plans et programmes de développement développés ou mis en œuvre pour renforcer l'égalité de genre, ainsi que sur les différentes rencontres et entretiens organisés durant la mission pour rencontrer des leaders ou personnes clés.

La revue de la documentation a exploré diverses sources d'information comprenant aussi bien des documents officiels du Gouvernement malien que des rapports émanant d'autres partenaires au développement. Les échanges avec le Point focal genre de la FAO au niveau du Bureau FAO-Mali ont permis de définir clairement la portée de cette mission et les attentes hautement importantes pour l'évaluation genre du Mali qui pourrait sortir des chantiers battus et articuler, de façon approfondie, une approche cohérente, robuste et applicable permettant de contribuer, de façon durable, à l'approfondissement de l'égalité de genre dans le secteur agricole au Mali.

L'évaluation s'est déroulée sous la supervision générale des personnes citées plus haut.

Les difficultés rencontrées au cours de cette évaluation ont résidé dans l'indisponibilité et le manque de temps de certains responsables d'ONG Internationales, d'ONG nationales féminines, du Ministère de l'agriculture et du Ministère de la femme pouvant nous fournir des informations nous permettant de confronter les données documentaires et avoir des exemples concrets et palpables en ce qui concerne la prise en compte du genre dans l'agriculture, le développement rural et le PNISA au Mali.



© FAO / Swiatoslaw Wojtkowiak

**Les agriculteurs membres de la coopérative Benkadi, une association de femmes du village de Finkolo examinant la récolte dans le cadre d'une classe GIPD. GCP / RAF / 482 / EC.**

## 2. Analyse du contexte politique du pays

### 2.1 Développement humain et genre<sup>1</sup>

#### 2.1.1 Démographie

Le Mali est un vaste pays sahélo-saharien de 1 241 238 km, enclavé au sein de l'Afrique de l'Ouest. Les pays frontaliers sont la Côte d'Ivoire, le Sénégal, la Guinée, le Burkina Faso, le Niger, la Mauritanie et l'Algérie. En 2014, la population malienne était estimée à **17 308 179** d'habitants dont **8 642 791 (soit 49,93)** (EDSM, 2012–2013) de femmes et plus de 70% vivant en milieu rural. La population jeune (56%) se situe dans la tranche d'âge de 0 à 18 ans (DNP\_Projection de la population\_2013).

Le taux d'alphabétisation est de 31% (41,5% pour les hommes contre 21,5% pour les femmes). La migration, essentiellement masculine, a un impact sur la structure des ménages: en zone rurale, un ménage sur dix est dirigé par une femme; en zone urbaine, cette proportion est d'un ménage sur six. Il existe également le phénomène de migration temporaire de jeunes filles, venues des régions rurales pour aller travailler dans les villes. Le Mali compte dix régions administratives, 49 cercles, un district, 703 communes et 11 540 villages et fractions (RGPH, 1998); un nouveau découpage administratif est en cours. Une vingtaine de groupes ethniques y cohabitent et partagent une longue tradition de vie commune. L'islam est la religion la plus répandue, environ 90% de la population est musulmane, les autres 10% sont constitués de chrétiens et d'animistes.



#### 2.1.2 Indice de développement humain (IDH)

Le Mali fait partie des pays à faible développement humain avec un IDH de 0,419 en 2014 contre 0,407 en 2013, donc inférieur à 0,555 pour l'année 2014. Cette valeur attribue au Mali le 179<sup>ème</sup> rang sur 188 pays classés.

#### 2.1.3 Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM)

L'indice de pauvreté multidimensionnelle détermine les privations auxquelles les personnes sont confrontées dans les domaines de l'éducation, de la santé et du niveau de vie. Il fournit l'incidence d'une pauvreté multidimensionnelle non monétaire, il s'agit du dénombrement des personnes se trouvant dans la pauvreté

1. Source: Rapport national sur le développement humain

multidimensionnelle et l'intensité de celle-ci (nombre relatif de privations subies simultanément par ces personnes). En 2014, l'IPM s'est établi à 0,456 pour le Mali (PNUD, 2016).

#### **2.1.4 Indice d'inégalités de genre (IIG)**

Il mesure les inégalités dans les réalisations des hommes et des femmes dans trois dimensions: santé reproductive, autonomisation et marché du travail. L'IIG devrait permettre l'analyse des politiques et efforts. Une valeur élevée indique une forte inégalité entre les hommes et les femmes. En 2014, l'IIG s'est établi 0,776 pour le Mali, le classant au 150<sup>ème</sup> rang sur 188 pays classés (PNUD, 2016).

#### **2.1.5 IDH ajusté pour refléter les inégalités (IDH-IDHI)**

Cet indice ne se limite pas au niveau de développement humain atteint dans un pays en termes de santé, éducation et revenus, il montre la répartition des réalisations dans la population, en réduisant la valeur de chaque dimension en fonction du niveau d'inégalité qu'elle présente. L'IDHI peut être interprété comme le niveau réel du développement humain potentiel qu'il serait possible d'atteindre en l'absence de toute inégalité. La différence entre l'IDH et l'IDHI, exprimée sous forme de pourcentage, indique la perte subie par le développement humain potentiel en raison des inégalités. La différence entre le classement selon l'IDH et l'IDHI montre que la prise en compte des inégalités est susceptible de faire reculer un pays dans le classement si cette différence a une valeur négative ou de le faire progresser si elle est positive. L'IDHI est calculé à partir de plusieurs indices dimensionnels, à savoir (i) l'indice d'espérance de vie ajusté aux inégalités (0,38 en 2014 pour le Mali); (ii) les pertes subies pour le développement humain potentiel en raison des inégalités en espérance de vie (45,6% en 2014 pour le Mali); (iii) l'indice de niveau d'éducation ajusté aux inégalités (0,176 en 2014 pour le Mali); (iv) les pertes subies par le DH potentiel en raison des inégalités de niveau d'éducation (41,6% en 2014 pour le Mali); (v) le coefficient de Gini qui explique les inégalités de revenus (0,33% en 2014 pour le Mali) est de 0,270 (PNUD, 2016).

#### **2.1.6 Emploi<sup>2</sup>**

Au niveau du marché de l'emploi, le Mali occupe la dernière place parmi tous les Etats membres de la CEDEAO, avec un taux stagnant à 47% entre 2006 et 2008. Le travail indépendant est la principale activité économique dans les zones rurales, occupant 95% des travailleurs ruraux dont 51,2% d'hommes et 48,7% de femmes. Dans la fonction publique, les hommes occupent les 85,5% des effectifs de la catégorie A, alors qu'un plus grand nombre de femmes se trouvent dans la catégorie inférieure B1 (44,1% des effectifs). On peut déduire de ce double constat qu'il y a des branches d'activités fortement féminisées au Mali; les femmes sont employées en grande majorité dans le secteur informel et leur niveau de qualification est très faible. Ce qui signifie que les femmes travaillent pour la plupart dans des branches ou secteurs où il y a peu de stabilité de l'emploi et à des postes de niveau inférieur, sans perspective d'évolution dans le temps et partant, sans amélioration des revenus.

Les femmes actives sont concentrées à 95% dans l'agriculture, l'élevage et la pêche, le commerce, les activités de transformation, les activités domestiques et l'hôtellerie-restauration. Le faible niveau de qualification de l'emploi féminin, les inégalités dans la rémunération, les disparités en termes de temps consacré aux activités économiques de marché, le sous-emploi et les emplois précaires font que les femmes sont pénalisées à plusieurs titres par rapport aux hommes. Elles ont un faible accès au crédit bancaire et à la microfinance, l'entrepreneuriat féminin est concentré dans l'informel, et très peu de femmes peuvent être considérées comme des entrepreneures (propriétaire-gérante), en raison de la taille micro de leur entreprise et de leur incapacité financière à l'étendre ou à la développer.

Le Ministère de l'économie, de l'industrie et du commerce a adopté une stratégie nationale et un plan d'action pour le développement de la micro finance 2008-2012 qui vise à améliorer l'accès d'une large majorité des populations pauvres ou à faibles revenus aux services financiers diversifiés et innovants de

---

2. Source: BAD Mali – 2012 – Profil genre du pays

manière équitable sur l'ensemble du territoire. Une action spécifique y est proposée pour le renforcement de l'accès des femmes aux services financiers, grâce à une offre adaptée aux milieux urbain et rural, aux AGR et aux PME (petites et moyennes entreprises). Enfin, notons que le nouveau Code du commerce a supprimé l'autorisation préalable du mari et a instauré l'égalité des sexes dans l'accès et l'exercice des professions commerciales. Dans la fonction publique, la femme salariée est rétablie dans ses droits après la modification qui indique «qu'à conditions égales de travail, de qualification professionnelle et de rendement, le salaire est égal pour tous les travailleurs quels que soient leur origine, leur sexe, leur âge et leur statut».

### 2.1.7 Participation politique des femmes

Malgré tous les efforts d'accompagnement du Gouvernement, de la société civile et des partenaires au développement, les femmes n'ont jamais atteint 20% des postes électifs au Mali. Au 31 décembre 2013, les femmes représentent 1% des maires, 9% des conseillers communaux, 9,52% des députés; les femmes chefs de partis ne représentent que 2%. Pour les postes nominatifs, le nombre de femmes ministres a connu une régression sur le plan numérique avec 3 femmes ministres. Cependant, le nombre est resté sensiblement le même dans les trois précédents gouvernements, même s'il reste encore très faible (moins de 10%). Dans les autres postes de responsabilité de l'administration publique, selon les données du CNDIFE, la situation évolue très lentement et en dents de scie avec un taux de 10,55% en 2011, 11,78% en 2012 et 11,67% en 2013. Cependant, il est à noter qu'au niveau des postes nominatifs, la Loi N°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives a permis d'améliorer la représentativité des femmes dans le gouvernement avec 8 femmes ministres (17,64%) contre 3 dans les précédents gouvernements. Entre 2015, la situation au niveau des institutions de la République était la suivante:

Institution			
Présidence de la République	61	19	23,8
Primature	92	15	14,0
Assemblée Nationale	198	32	13,9
Cour Constitutionnelle	9	3	25,0
Cour Suprême	37	16	30,2
Haute Cour de Justice	20	2	9,1
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	100	10	9,1
Conseil Economique, Social et Culturel	90	20	18,2
Total	607	117	16,2

Source: CNDIFE-Rapport sur la représentativité des femmes aux postes de responsabilité dans l'Administration publique\_2014

### 2.1.8 Education<sup>3</sup>

Une amélioration nette et continue des Taux bruts de scolarisation (TBS) pour les deux sexes dans l'enseignement primaire est à noter entre les années 2004-2005 et 2009-2010. Le TBS des filles est passé de 63,4% en 2004-2005 à 74,9% en 2009-2010, soit une augmentation d'environ 11 points en 6 ans. Malgré une amélioration du TBS global, un écart important persiste entre filles et garçons depuis une décennie. Si au cours des six dernières années l'écart s'est réduit, il reste cependant 19 points de différence entre filles et garçons.

Au niveau de l'enseignement secondaire, l'écart entre filles et garçons est de 36 points et de 26 points dans l'ETP 25 en 2009-2010. Pour l'enseignement supérieur, le taux d'accès en 1<sup>ère</sup> année est de 15% pour les garçons contre 6% pour les filles. Selon les résultats de l'enquête ELIM, 29,4% des adultes maliens sont alphabétisés. La proportion de personnes alphabétisées est plus élevée en milieu urbain (53,2%) qu'en milieu rural (21,6%) et dans les ménages les plus aisés (48,6%) que dans les ménages les plus modestes (16,3%). Le taux d'alphabétisation des femmes est de 21,5% contre 41,5% chez les hommes. Ce désavantage des filles par rapport aux garçons est généré par la valorisation du mariage chez la jeune fille dans toutes les communautés culturelles, avec comme corollaire la maternité qui l'amène à abandonner très tôt l'école. Dans le domaine

3. Source: BAD Mali, 2012 – Profil genre du pays

de l'éducation, malgré une évolution positive chez les filles dans l'enseignement secondaire (24,74% de filles en 2002 contre 33,93% en 2009) les inégalités sont très marquées dans les rapports garçons-filles et on note un déséquilibre hommes-femmes au niveau du personnel enseignant. En 2008/2009, les filles représentaient 40,95% des effectifs de l'enseignement secondaire.

## **2.1.9 Santé<sup>4</sup>**

L'accès de la population aux soins de santé présente de fortes inégalités entre Bamako (la capitale) et les régions, et entre le milieu urbain et le milieu rural, liées à une répartition inégale du personnel de santé et à l'accès difficile aux centres de santé. Les contraintes de mobilité touchent surtout les femmes. En matière de santé de la reproduction, la fécondité demeure élevée, le nombre moyen d'enfants par femme est estimé à 6,1 (soit 5,0 pour les femmes urbaines contre 6,5 pour les femmes rurales), et la fécondité précoce se pose comme un problème de santé publique. Il est prouvé qu'un lien fort existe entre le niveau d'instruction et le taux de fécondité. Les femmes sans instruction ont une fécondité plus élevée que les autres: 7,0 enfants contre 6,3 chez les femmes ayant le niveau primaire et 3,8 enfants chez les femmes dont l'instruction a atteint le niveau secondaire ou supérieur. Selon EDSM-V, près de deux adolescentes sur cinq (39 %) ont déjà commencé leur vie reproductive: 33% ont eu au moins un enfant et 6 % sont enceintes du premier enfant. Le taux de mortalité maternelle est estimé à 368 décès pour 100 000 naissances vivantes au cours de la période de sept ans précédant l'enquête et la pratique de la contraception est très faible. Le taux de fécondité très élevé est fondamentalement un problème de manque d'instruction des femmes, découlant des contraintes socioculturelles qui pèsent sur elles.

## **2.1.10 Autres indicateurs socio-économiques<sup>5</sup>**

### *2.1.10.1. La situation du genre dans le secteur de l'eau et l'assainissement*

Le taux national d'accès à l'eau potable était de 73,1% en 2009 et de 75,5% en 2010. Cependant, de nombreuses pompes en panne, des points d'eau non fonctionnels, les moyens d'exhaure difficiles rendent la corvée d'eau pénible pour les femmes et les filles. Les jeunes filles des milieux ruraux consacrent 0,6 heure par jour à la corvée d'eau et 0,2 heure à celle du bois (contre 0,1 heure pour chaque activité pour les jeunes garçons). Cette distribution inégale des tâches domestiques ne donne pas les mêmes chances aux filles et aux garçons pour mener une scolarité normale. En outre, on constate une faible implication des femmes dans les principales décisions concernant le processus d'implantation, de gestion et de maintenance des points d'eau alors qu'elles en sont les principales utilisatrices, donc les premières victimes en cas de panne. Cela est un enjeu important dont la résolution aiderait à améliorer l'accès et le contrôle des points d'eau par les femmes. En 2010, le pourcentage de femmes dans les comités de gestion des points d'eau n'était que de 34%. Les défis de genre dans le secteur de l'eau et l'assainissement se rapportent à la diminution de la charge de travail particulière qui pèse sur les femmes et les filles, une meilleure scolarisation pour les filles (accès amélioré et maintien durable à l'école), et la participation des femmes à la gestion des infrastructures communautaires. A terme, cela devrait avoir un impact positif sur le statut social de la femme.

### *2.1.10.2. La situation du genre dans le secteur du transport et de l'énergie*

Le gouvernement du Mali a élaboré une lettre de politique du secteur des transports (PST 2007-2011) qui s'articule autour de plusieurs axes stratégiques, dont la prise en compte des aspects environnementaux et sociaux négatifs et le développement des pistes rurales mais qui n'évoque pas la problématique de la mobilité des femmes. Dans le CSCR 2012-2017, l'un des défis majeurs est de «prendre en compte les aspects environnementaux, sociaux et problématiques VIH/SIDA et de transport», sans mentionner les aspects de genre. Le bilan énergétique 2008 du Mali révèle que la biomasse (bois de feu et charbon de bois) représente environ 80% de la consommation énergétique nationale, les produits pétroliers 16%, l'électricité 3% et les

---

4. Source: BAD Mali, 2012 – Profil genre du pays

5. Source: BAD Mali, Profil genre du pays, 2012

énergies renouvelables 1%. Le bois reste la principale source d'énergie en milieu rural, avec respectivement 82,4%, 94,9% et 87,8 pour les années 2001, 2006 et 2010.

La forte utilisation du bois de chauffe et du charbon de bois comme combustible domestique ont d'importants impacts négatifs, dont les principaux sont la déforestation d'environ 400 000 ha par an, et l'émission de gaz à effet de serre (15,45 MT de dioxyde de carbone); la dépendance par rapport à la biomasse et l'alourdissement de la charge de travail des femmes rurales car le ramassage du bois de feu se fait de plus en plus loin des habitations; enfin, l'impact négatif sur la santé des enfants et de toute la famille de la pollution à l'intérieur de l'habitation. Le Mali a une politique énergétique assortie de plusieurs stratégies et programmes d'actions, soutenus par de multiples intervenants aussi bien étatiques que non-étatiques et des PTF. Récemment, le gouvernement s'est investi dans la valorisation à grande échelle des énergies renouvelables (SREP) dont les bénéfices positifs escomptés sont une amélioration des conditions d'accès et d'utilisation des services sociaux de base tels que le fonctionnement des écoles et des centres de santé, la création d'activités génératrices de revenus, le développement de certaines filières porteuses, etc. Les projets y afférents, qui ont débuté en 2012, permettront d'améliorer les conditions de vie des ménages, en particulier celles des femmes telles que l'allègement des tâches domestiques (corvée d'eau et de bois de chauffe, temps passé à faire la cuisine), le gain de temps pour mener des activités productives, des opportunités de revenus. Ces projets apporteront une contribution déterminante à la réduction de la pauvreté et au développement durable du Mali.

#### *2.1.10.3. Les violences faites aux femmes, la lutte contre l'excision*

L'analyse des données de l'EDSM-V montre la grande tolérance de la population malienne envers les violences au sein du couple. Il n'y a pas encore de texte de loi spécifique sur les violences faites aux femmes (violences au sein du couple, harcèlement sexuel, mariages forcés et/ou précoces, excision). La rationalisation de ces actes de violences et les pressions sociales sur les victimes expliquent l'impunité généralisée dont jouissent leurs auteurs. La pratique de l'excision est quasi-générale au Mali puisque qu'elle concerne 91% des femmes de 15-49 ans. C'est parmi les ethnies Sonraï (60%), Tamachek/Bella et Bobo (64%) que l'excision est la moins pratiquée (63 %). Sur le plan de la lutte, le Programme national de lutte contre la pratique de l'excision (PNLE) est un acquis important. Cependant, à l'instar de certains pays voisins, le Mali n'a pas encore légiféré sur l'interdiction des mutilations génitales féminines.

#### *2.1.10.4. Les questions de genre dans la lutte contre le VIH/SIDA*

Les résultats de l'EDSM V de 2012-2013 montrent qu'au Mali, 1,1 % des adultes âgés de 15-49 ans sont séropositifs. Le taux de séroprévalence chez les femmes de 15-49 ans (1,3 %) est plus élevé que celui estimé chez les hommes du même groupe d'âge (0,8 %). Il en résulte un ratio d'infection entre les femmes et les hommes de 1,63; en d'autres termes, on compte 163 femmes infectées pour 100 hommes (990 cas avérés chez les femmes contre 679 chez les hommes en 2009). Les inégalités de genre augmentent les risques de propagation du VIH/SIDA, le statut inférieur de la femme et son faible pouvoir dans la prise de décision sont des contraintes à sa grande capacité à négocier le port des préservatifs.

#### *2.1.10.5. Les questions de genre dans l'environnement et les changements climatiques*

Le Mali fait face actuellement à d'importants problèmes environnementaux comme la désertification, la pluviométrie qui devient de plus en plus aléatoire, l'ensablement du fleuve Niger et la déforestation rapide autour des grands centres urbains. D'un côté, les femmes sont victimes des effets néfastes des changements climatiques mais de l'autre, certaines activités féminines - telles que la teinture des Bazins et les transformations artisanales de produits agricoles - ont des impacts négatifs sur l'environnement. Des mesures concrètes doivent accompagner les campagnes de sensibilisation en cours: aménagement de fosses de collecte pour les eaux usées des teinturières, aménagement des ateliers des savonneries, etc.

#### *2.1.10.6. Participation dans la prise de certaines décisions*

Selon EDSM-V, les résultats montrent que quelle que soit la décision, c'est principalement le conjoint qui décide. Dans seulement 7 % des cas, la femme décide pour ses propres soins de santé et dans 7 % des cas

pour les achats importants pour le ménage. En ce qui concerne les visites à la famille, les décisions sont prises dans 75 % des cas uniquement par le conjoint, dans 15 % par le couple.

## 2.2. Cadre de planification du développement du pays

Le Mali a une longue et riche histoire faite de succession de royaumes et d'empires qui ont exercé une forte influence en Afrique de l'Ouest. Les premières années de l'indépendance (1960-1968) ont été marquées par le socialisme sous le règne du premier président. En 1968, les tensions politiques et sociales aboutissent à un coup d'Etat avec comme corollaire une dictature militaire qui va durer 23 ans. En mars 1991, ce pouvoir est renversé par un autre coup d'Etat militaire. Après une période de transition, une Constitution est adoptée par référendum, une Assemblée nationale et un Président de la République sont élus au suffrage universel.

La Constitution malienne s'attache à garantir les droits et libertés ainsi que la séparation et la diversification des pouvoirs en vue de préserver l'Etat de droit. Depuis l'avènement de la démocratie, la vie des Maliens et des Maliennes a considérablement changé. En effet, les mesures législatives, réglementaires et judiciaires et des conventions internationales ratifiées pour les Droits de la femme au Mali sont des illustrations de cet état de fait. Des engagements en faveur de l'égalité de genre ont été annoncés dans les grandes politiques et réformes nationales telles que la Lettre de cadrage du président de la République, le Programme de développement économique et social et le CSCR 2012-2017. Ces documents centraux s'accordent à reconnaître que les femmes ont une place essentielle dans la société du fait de leur contribution au processus de croissance et de développement du Mali, et à donner la priorité à la promotion économique des femmes, à leur participation à la vie publique et à la prise en compte de leur situation sociale.

Le Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR 2012-2017) constitue la référence du Mali en matière de formulation et de mise en œuvre des politiques économiques et sociales. Il fédère dans un cadre cohérent l'ensemble des politiques et stratégies sectorielles et identifie les besoins financiers ainsi que les moyens de les couvrir. Le CSCR est le fruit d'une large concertation entre l'administration, les élus régionaux et locaux, la société civile, le secteur privé et les PTF au Mali. Trois axes principaux ont été retenus dans ce cadre: (i) la promotion d'une croissance accélérée durable favorable aux pauvres, créatrice d'emplois et d'AGR; (ii) le renforcement des bases à long terme du développement et l'accès équitable à des services sociaux de qualité; (iii) le développement institutionnel de la gouvernance. L'un de ses principes est la réduction des inégalités dont les inégalités de genre (CSCR, 2012-2017).

Le CSCR a pris en compte dans son axe 1 le développement rural avec pour objectif d'accélérer la production agro-sylvo-pastorale et le soutien à l'émergence d'agro-industries. Le genre est pris en compte dans l'axe 3. L'objectif visé est de corriger les disparités de genre dans tous les domaines. Il s'agit ici «d'instaurer, de préserver l'égalité des chances et de lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles en agissant sur les barrières juridiques, économiques, politiques, sociales et culturelles afin que le sexe ne soit plus un déterminant des rôles sociaux, ni un facteur de discrimination» (CSCR, 2012-2017).

Le renforcement des capacités économiques des femmes, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles ainsi que la représentativité des femmes aux postes clés de décision et électifs sont des enjeux majeurs qui doivent faire l'objet de ciblage spécifique et d'actions rigoureuses. Les principaux défis et enjeux genre que le CSCR prend en compte sont: (i) les facteurs socio-culturels qui pèsent sur le statut de la femme et réduisent ses chances d'éducation, limitant sa capacité à participer à la vie socio-économique; (ii) les disparités genre en matière d'éducation dans toutes les filières scolaires; (iii) la précarité de la santé des femmes et des jeunes filles se traduisant par un fort taux de mortalité maternelle, une fécondité élevée et un accès limité aux méthodes contraceptives modernes; (iv) la forte contribution des femmes à l'économie des ménages et à l'économie de marché, une faible visibilité de leur travail dans les agrégats économiques et faible accès aux avantages du développement; (v) l'inégale répartition des rôles et des responsabilités dans la division du travail, inégalité d'accès aux opportunités économiques, sous-représentativité des femmes dans les secteurs privé et public; (vi) la discrimination hommes-femmes en matière d'exercice des droits et devoirs au sein de la famille et de la société, malgré l'égalité de droits établie par la Constitution; (vii) la

faible prise en compte du genre dans le processus de décentralisation; (viii) l'amélioration du rendement des politiques et programmes publics à travers une institutionnalisation de la planification et de la budgétisation sensible au genre aux niveaux national, sectoriel et local.

Le suivi-évaluation est réalisé à travers les mécanismes institutionnels du CSCRP. Ces mécanismes comprennent (i) un comité d'orientation, (ii) un comité mixte Mali-partenaires au développement, (iii) un comité de pilotage, (iv) des groupes de travail ou groupes thématiques, (v) des comités régionaux, locaux et communaux de suivi. La conduite et la coordination du processus CSCRP sont assurées par le Ministère de l'économie et des finances. La mission des groupes thématiques consiste entre autres à assurer l'intégration des questions de genre. Le processus participatif et itératif du CSCRP a amené le Gouvernement du Mali, de concert avec les PTF, à l'élaboration d'un Cadre conjoint d'évaluation des revues annuelles du CSCRP. Il s'agit d'une matrice décrivant les résultats atteints par axe d'interventions prioritaires du CSCRP avec la liste d'indicateurs. Le Groupe thématique genre et développement (GT-GED) a été mis en place pour animer le dialogue avec le gouvernement, la société civile et les partenaires de développement, afin de placer l'équité de genre dans l'agenda du développement et politique au Mali. La mise en œuvre du Plan d'action de la Politique nationale genre et du CSCRP a été affectée d'une part par les conséquences de la post crise politico-institutionnelle et sécuritaire que connaît le Mali depuis 2012 mais aussi par le manque de ressources financières substantielles. Aussi de nombreuses activités prévues n'ont pu être réalisées à la hauteur souhaitée.

### 2.3. Cohérence des cadres régionaux, sous-régionaux et nationaux de l'agriculture

Selon l'article 2 de la Constitution du 25 février 1992, «tous les Maliens naissent et demeurent libres et égaux en droit et en devoir. Toutes discriminations fondées sur l'origine sociale, la couleur, la langue, la race, le sexe, la religion et l'opinion politique sont prohibées». La constitution malienne pose de manière claire le principe de l'égalité et de la non-discrimination (Articles 1 à 21) et assure ainsi à l'homme et à la femme les mêmes droits et libertés individuels. Il existe par ailleurs une protection juridictionnelle des droits des femmes par le truchement des tribunaux nationaux, les administrations d'Etat et d'autres institutions publiques. En effet, le code de procédure civil, commercial et social, le code de procédure pénal et les procédures devant les juridictions administratives ne font aucune distinction entre les hommes et les femmes.

L'Etat malien a également entamé des actions en faveur des femmes, notamment des mesures législatives, réglementaires et administratives, parmi lesquelles on peut citer: la création du Programme national de lutte pour l'abandon de la pratique de l'excision en 2002; l'adoption en août 2001 d'un nouveau Code pénal avec des incriminations nouvelles se rapportant à la protection des femmes, notamment les crimes de guerres, les crimes contre l'humanité, le trafic des enfants; la ratification du Protocole facultatif relatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) en septembre 2000; l'adoption en 1992 d'un code de commerce supprimant l'autorisation préalable du mari pour l'exercice, par la femme mariée, d'une activité commerciale; la signature de l'Ordonnance N° 92-024/CTSP du 12 mai 1992 relative à l'impôt sur les traitements et salaires des femmes salariées dans le but de réduire la pression fiscale sur les femmes en raison du nombre d'enfants.

Il convient également de noter que des conventions internationales pour les droits de la femme ont été ratifiées par le Mali. Il s'agit du Protocole additionnel à la charte des Droits de l'homme et des peuples de l'Union africaine adopté en juillet 2003 à Maputo relatif au droit de la femme. Par ce protocole, les Etats s'engageant à éliminer toute discrimination à l'égard des femmes. En outre, il réaffirme le principe de la promotion de l'égalité hommes-femmes consacré dans l'acte constitutif de l'Union africaine. Il rappelle également que les droits de la femme sont reconnus et garantis par tous les textes internationaux relatifs aux Droits de l'homme et il reconnaît le rôle crucial des femmes dans la préservation des valeurs africaines. Pourtant, malgré la volonté des autorités d'améliorer la situation des femmes, les Maliennes sont encore l'objet de discriminations de fait et de droit. En outre, la situation des femmes est conditionnée par la pauvreté, le Mali occupant la 179<sup>ème</sup> position pour le développement humain, et par le poids de certaines traditions culturelles et religieuses. Les autorités maliennes invoquent souvent le fait religieux et des pratiques coutumières pour justifier son immobilisme à engager des réformes pour mettre fin aux discriminations à l'égard des femmes dans tous les domaines, et en particulier l'agriculture.

La Politique Nationale Genre offre un cadre conceptuel et opérationnel qui permettra d'assurer une cohérence, une harmonisation et un meilleur impact des actions reliées à l'égalité entre les femmes et les hommes à travers les réformes nationales et les politiques sectorielles du Mali. La PNG-Mali représente un cadre qui doit permettre au pays de marquer des progrès concrets dans la mise en œuvre de ses engagements au regard des conventions et engagements internationaux et régionaux, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme, la CEDEF, le Programme d'action de Beijing, les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981 et le Protocole à la Charte. L'objectif de la Politique nationale genre est d'élaborer un cadre national de lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes à travers: (i) la restructuration du cadre institutionnel actuel de promotion de la femme; (ii) la revue des politiques publiques; (iii) l'intégration du genre dans tous les secteurs; (iv) le développement d'un système d'informations et la mise en place d'un Observatoire national des droits de la femme et de la petite fille; (v) la prise de mesures pour favoriser l'accès et l'exercice des droits égaux et l'adoption du nouveau Code des personnes et de la famille<sup>6</sup>. La mise en œuvre du plan d'action de la Politique nationale genre, bien qu'affectée grandement par les conséquences de la crise politico-institutionnelle et sécuritaire qu'a connue le Mali en 2012, a enregistré quelques résultats positifs aussi bien sur le plan institutionnel que dans la réalisation des actions programmées, ainsi qu'il ressort des différents rapports et informations fournis. Cependant, il faut tout de même relever que de nombreuses activités prévues n'ont pu être réalisées avec la suspension des programmes de coopération et l'insuffisance du financement intérieur.

Le 25 septembre 2015, les Etats ont adopté un nouvel agenda de développement international, comportant un ensemble d'Objectifs pour le développement durable (ODD) dans le but d'éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous d'ici l'horizon 2030. Cet agenda a comme Objectif 5 de parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles et comme Objectif 2 d'éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. Des actions concrètes ont été identifiées comme conditions critiques pour réaliser l'ODD, entre autres: (i) entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi qu'à l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles dans le respect du droit interne; (ii) renforcer l'utilisation des technologies clés, en particulier l'informatique et les communications, pour promouvoir l'autonomisation des femmes; (iii) adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et les renforcer.

Le Mali s'est doté aussi d'un nouveau cadre de référence pour la formulation, la mise en œuvre et le suivi des différents politiques, programmes et stratégies que le pays a eu à développer durant ces derniers temps aussi bien au niveau national que sectoriel<sup>7</sup>. Le Cadre pour la relance économique et le développement durable (CREDD) couvre la période 2016-2018 et s'appuie sur les priorités déjà identifiées dans les différentes stratégies précédemment formulées telles que le Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR 2012-2017), le Programme d'action du Gouvernement (PAG 2013-2018), le Plan pour la relance durable du Mali (2013-2014), le Programme de développement accéléré des Régions du Nord (PDA/RN) et la Stratégie spécifique de développement des Régions du Nord. Le CREDD comporte deux axes préalables (Paix, reconstruction du Nord et sécurité; Stabilité du cadre macroéconomique), trois axes stratégiques (Promotion d'une croissance inclusive durable; Accès aux services sociaux de base et développement social; Développement institutionnel et gouvernance), treize domaines prioritaires et trente-huit objectifs spécifiques. Il se donne comme objectif de rendre possible la perspective de l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030, en se fondant sur les potentialités et les capacités de résilience pour promouvoir un développement inclusif en faveur de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans un Mali apaisé et uni. L'ensemble des politiques publiques devra intégrer le genre, l'emploi et le changement climatique dans l'élaboration et le suivi-évaluation des politiques publiques.

Au niveau sectoriel, on peut citer la politique d'égalité entre les femmes et les hommes du Ministère de la justice, la politique de développement institutionnel (PDI), la Loi d'orientation agricole, etc. Les politiques

---

6. PNG-Mali

7. Stratégie genre Mali du Système des Nations Unies

sectorielles sont souvent accompagnées de programmes ou de plans d'actions, par exemple le Programme national d'investissement du secteur agricole (PNISA) et le Plan national d'investissement prioritaire dans le secteur agricole (PNIP-SA). Il y a aussi des plans d'action spécifiques tels que le Plan d'action pour la lutte contre la traite des femmes et des filles, et la Stratégie nationale 2011-2013 de lutte contre les violences envers les femmes et les filles.

Le secteur de la microfinance au Mali constitue une opportunité pour le plus grand nombre de Maliens et Maliennes, surtout ruraux, d'accéder aux services financiers décentralisés (SFD). En 2008, le rapport de la CCS/SFD faisait état de 551 918 hommes contre 403 306 femmes sociétaires des SFD. En vue de favoriser l'accès des femmes aux crédits, de nombreux organismes financiers ont instauré le régime de la garantie solidaire pour compenser le manque de garantie financière. S'appuyant sur les associations villageoises féminines, ils ont créé des caisses d'épargne où toutes les participantes sont collectivement responsables des emprunts. Le principe de caution solidaire de l'association permet de venir en aide aux membres qui ont des difficultés pour rembourser leurs prêts. Aussi, le Gouvernement a mis en place un réseau de micro crédits au profit des femmes, Layidu Wari. Ce financement BOAD pour la promotion des femmes et des jeunes accorde des fonds à Layidu Wari au taux de 4% et l'Etat s'engage à assurer la garantie des crédits non remboursés à 50%. A cet effet, fin janvier 2010, on comptabilisait un total de financement de plus de 113 millions FCFA au bénéfice de 384 femmes et de 27 jeunes hommes.

Le FAFE est un fonds qui cible le financement des actions de développement de l'entrepreneuriat féminin au Mali. Ce programme qui vient de démarrer vise à améliorer la rentabilité des activités économiques des femmes à travers le renforcement des capacités, la mise en place d'unités de transformation et la facilitation de l'accès au crédit et au financement. Les principales cibles sont les femmes rurales et les femmes engagées dans le commerce informel transfrontalier. En soutien à cette initiative, ONU Femmes met en œuvre un programme de renforcement des capacités économiques et de promotion de l'entrepreneuriat féminin soutenu par un fonds rotatif au niveau local et un fonds de garantie au niveau national avec pour objectif la création des richesses.

La PBSG est désormais intégrée au système de planification budgétaire du Mali, ce qui permet de prendre en compte, au niveau de différents secteurs de développement, les préoccupations différenciées par sexe en vue de créer des opportunités à la lutte contre la pauvreté des femmes. En effet, en 2011, le Mali a adopté sa Stratégie nationale de planification et de budgétisation sensible au genre (PBSG) qui s'inscrit dans la mise en œuvre de l'orientation stratégique N°6 de la Politique nationale genre relative à la bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques dans le contexte de la décentralisation et de la déconcentration. Cette stratégie se concentre sur trois axes d'intervention: (i) la prise en compte de l'approche PBSG dans les processus budgétaires au niveau national; (ii) la prise en compte des priorités des femmes dans les allocations budgétaires au niveau sectoriel et local; (iii) la mise en place d'un mécanisme de suivi régulier de la mise en œuvre de la PBSG.

Le Ministère de l'agriculture fait partie des quinze ministères sectoriels ciblés par la PNG-Mali. A ce titre, il a un rôle très important à jouer car la PNG-Mali est réalisée selon une responsabilité partagée au sein du Gouvernement avec un mode de gestion basé sur l'obligation de résultats et sur la nécessité de rendre compte<sup>8</sup>.

Le rôle spécifique du Ministère de l'agriculture (et des autres ministères) est défini de façon détaillée et a en charge de façon transversale: (i) d'élaborer un programme stratégique d'institutionnalisation du genre en fonction de la vision, des principes, des orientations de la PNG-Mali, des axes et objectifs liés à son secteur respectif et du diagnostic approfondi de la situation des inégalités de son secteur; (ii) de garantir la cohérence nécessaire entre ce programme et les politiques et engagements du secteur; (iii) de soumettre ce programme pour examen au Secrétariat permanent de la PNG-Mali; (iv) de mettre en place les mécanismes organisationnels qui seront chargés de coordonner, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer le Programme stratégique d'institutionnalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes (Comité d'institutionnalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes et coordination opérationnelle); (v) de désigner des ressources

---

8. Source: Rapport Genre Mali, 2017

et les rendre disponibles pour assurer la coordination du Programme d'institutionnalisation du genre; (vi) de mobiliser des ressources pour la réalisation du Programme stratégique d'institutionnalisation du genre en l'intégrant dans le budget du département et dans les appuis budgétaires fournis par les PTF; (vii) d'intégrer une méthode et des outils d'analyse comparative entre les sexes en amont de l'élaboration et l'actualisation des politiques, plans, programmes et services; (viii) de prendre des mesures pour traduire l'égalité entre les femmes et les hommes dans les systèmes de gestion du département (gestion des ressources humaines, réglementation, budgétisation, instruments de gouvernance, etc.); (ix) de siéger à titre de membre du Conseil supérieur de la PNG-Mali; (x) d'assurer une représentation au sein du Comité national de pilotage de la politique en désignant à cet effet un membre du Comité d'institutionnalisation de la PNG-Mali; (xi) de produire un rapport annuel des résultats enregistrés et le soumettre à l'examen du Comité de pilotage afin que ce rapport soit consolidé dans le rapport national soumis au Conseil supérieur de la PNG-Mali. Le résultat majeur du processus PBSG est la production du rapport genre, annexe budgétaire relative au genre.

C'est un document fondé sur l'obligation de rendre compte, basée sur la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budgets-programmes. Elle recense ainsi les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes des ministères qui contribuent à la mise en œuvre du plan d'action de la PNG. Notons enfin que la démarche de planification et de budgétisation sensible au genre souffre entre autres (i) du retard dans la mise en place du mécanisme institutionnel de la PNG; (ii) de l'insuffisance de données sexo-spécifiques; (iii) du faible niveau de compréhension et d'appropriation du concept genre.

Pour ce faire, le ministère a mis en place des points focaux genre en son sein et ses DFM et CPS participent pleinement à la production du rapport genre. Ces points focaux genre ont bénéficié des actions de renforcement de capacités notamment en genre, en planification-budgétisation sensible au genre, en intégration du genre dans les plans, programmes de développement et budgets locaux et nationaux et ce, pour une systématisation de l'intégration du genre au sein du ministère.

En dehors des quinze ministères engagés dans la production du rapport, les autres départements, même en dehors du processus PBSG, tentent autant que faire se peut d'intégrer le genre dans leurs activités quotidiennes, ce qui va de la mise en place des points focaux genre au renforcement des capacités des staffs et des mécanismes de suivi. Il en est de même, et ce à tous les niveaux, des organisations de la société civile, des organisations de femmes, des institutions accompagnant les femmes, des organisations de producteurs et productrices, des autorités traditionnelles et religieuses qui se renforcent et qui s'outillent afin de rendre le genre visible dans le domaine du développement rural. Les femmes comme les hommes participent à ces différents domaines/actions en tant que décideurs ou en tant que bénéficiaires, les femmes se trouvant surtout dans la catégorie des bénéficiaires.

Les actions du Gouvernement dans le secteur agricole s'articuleront autour de la Politique de développement agricole validée le 1er août 2013 qui fédère les politiques et stratégies du secteur rural. La vision sectorielle à long terme de la PDA est de «faire du Mali une puissance agro-pastorale sous régionale où le secteur agricole est un moteur de la croissance de l'économie nationale, assurant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations urbaines et rurales et générant des emplois et des revenus significatifs dans une logique de développement durable reposant prioritairement sur les exploitations agricoles familiales (EAF) et les entreprises agricoles (EA) modernes et compétitives».

En support à la PDA, le Plan national d'investissement dans le secteur agricole (PNISA 2015-2025) constitue le cadre national de planification du Mali pour le secteur agricole au sens large, prenant en compte les besoins (fonctionnement et investissement), les acquis, les gaps de financement à rechercher pour l'investissement et le fonctionnement du secteur pour un horizon de 10 ans en glissement annuel. Il fédère l'ensemble des projets et programmes actuels et futurs dans le secteur.

Le PNISA s'articule autour des axes stratégiques suivants: (i) le renforcement des capacités (des organisations publiques, privées et de la société civile intervenant dans les activités de développement agricole, en attachant une importance toute particulière au suivi et à l'évaluation); (ii) les investissements, surtout dans les régimes fonciers les plus sécurisés, gestion des ressources naturelles, systèmes d'irrigation et de gestion de l'eau; (iii) les mesures visant à encourager la production et la compétitivité des filières de cultures et d'élevage; (iv) la formation et la recherche; et une meilleure protection sociale pour répondre au problème

d'insécurité alimentaire transitoire et chronique. D'autres outils de planification existent dans le secteur, notamment la Politique foncière agricole, le Fonds national d'appui à l'agriculture (FNAA).

Concrètement, le Gouvernement s'engage à prendre une série de mesures destinées à améliorer la performance d'ensemble du secteur. Il conviendra de relire les textes législatifs et réglementaires conformément au contrôle phytosanitaire dans l'espace CEDEAO, et d'intensifier les mesures de contrôle de la qualité et des normes des végétaux et produits végétaux, des intrants agricoles, et des denrées alimentaires d'origine végétale, via notamment les postes frontaliers d'inspection phytosanitaire. Il s'agira également d'opérationnaliser les laboratoires régionaux de semences et de renforcer les capacités des chambres et des organisations professionnelles agricoles et les structures de formation, de recherche et d'encadrement du secteur agricole (Institut d'économie rurale, Programme ECOFIL, Institut polytechnique rural de formation et de recherche appliquée, Centre d'apprentissage agricole, Centre d'animation rurale, Centre de formation professionnelle et agricole, Observatoire du marché agricole).

Le Gouvernement mettra en œuvre la politique nationale semencière afin d'appuyer l'émergence des coopératives et d'associations semencières et d'améliorer l'approvisionnement en semences certifiées. Il poursuivra les subventions d'intrants pour les productions qui ont le meilleur impact sur l'emploi et la balance des paiements (riz, maïs, blé, sorgho, mil, coton) tout en prenant en compte les aspects environnementaux.

En complément de ces mesures d'ordre institutionnel, le Gouvernement mettra en œuvre une série d'activités à impact rapide. Il s'agira notamment de développer le réseau des pistes rurales (via le Programme national des pistes rurales) et d'intensifier les projets et les programmes d'aménagement hydro-agricole conformément à la Stratégie nationale de développement de l'irrigation selon deux axes: (i) la primauté en matière d'investissements sera accordée aux aménagements hydro-agricoles avec maîtrise de l'eau en donnant la priorité au développement des exploitations familiales et à la promotion de l'entrepreneuriat agricole, notamment dans les zones de grande irrigation, (ii) la promotion des aménagements de proximité (submersion contrôlée, bas-fonds, petits périmètres irrigués, périmètres maraîchers, etc.), facteur de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté au niveau local.

Afin d'améliorer la productivité de l'agriculture, il conviendra également de mettre en œuvre le Programme national de promotion de la mécanisation. Le Gouvernement s'engage à faciliter l'accès des producteurs aux intrants (semences, engrais, pesticides), à réhabiliter, réaliser et équiper en matériels et en moyens logistiques les infrastructures des structures d'appui. En outre, en vue d'améliorer la fertilité des sols, il conviendra de développer la production et l'utilisation à grande échelle de la fumure organique.

Le Mali jouit d'un avantage comparatif et d'opportunités sur les filières commerciales agricoles à haute valeur ajoutée telles que la mangue, la papaye, la pomme de terre, l'échalote-oignon, la banane, l'anacarde, le sésame. Les interventions sur ces filières viseront: (i) l'innovation et la diffusion des technologies, (ii) l'amélioration des performances commerciales, (iii) l'accès au financement des exploitants agricoles et (iv) la mise en place d'infrastructures collectives. Les pratiques de gestion intégrée de la production et des déprédateurs (GIPD) à travers l'approche champs-écoles seront progressivement appliquées par l'ensemble des producteurs, et plus particulièrement par les maraîchers, les riziculteurs et les cotonculteurs.

Le développement de l'agriculture malienne doit se faire dans une logique intégrée de développement des filières visant à optimiser la chaîne de valeurs des produits. Il s'agira de fournir un appui à la structuration des organisations paysannes par filière, y compris les groupements professionnels de femmes, de développer des formations sur les techniques de production, de transformation, de conservation et de commercialisation. Des centres de conditionnement seront créés et dynamisés. Une labélisation des produits alimentaires *Made in Mali* sera mise en place pour accompagner le développement des filières. La mise en œuvre de ces différentes mesures devrait permettre de soutenir la croissance économique du secteur. L'agriculture, considérée comme le levier de la croissance du secteur primaire, sera tirée par la croissance de la branche consolidée du riz qui devrait atteindre 9,9% sur la période 2016-2018, tandis que l'agriculture vivrière hors riz afficherait une croissance de 6,8%, et la filière coton une croissance de 5,9%.

Le Loi N° 06-045 du 5 septembre 2006 portant Loi d'orientation agricole (LOA) a été adoptée par l'Assemblée nationale du Mali suite à de larges concertations menées auprès des paysans et des paysannes pendant plusieurs mois, aux niveaux local, régional et national. La LOA a pour objet de définir les grandes orientations

d'une politique de développement agricole au Mali, à savoir la promotion d'une agriculture «durable, moderne et compétitive reposant prioritairement sur les exploitations familiales». Elle vise «à garantir la souveraineté alimentaire et à devenir le moteur de l'économie nationale en vue d'assurer le bien-être des populations» (Article 1). Ainsi, dans l'article 25 il est dit que «l'Etat privilégie l'installation des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables comme exploitants agricoles, notamment en favorisant leur accès aux facteurs de production et par des mécanismes d'appuis techniques ou financiers particuliers». L'article 83 ajoute qu'un «accès équitable aux ressources foncières agricoles est assuré aux différentes catégories d'exploitants agricoles (...). A cet égard, des groupes vulnérables, comme les femmes, (...) bénéficient de mesures de discrimination positive dans l'attribution des parcelles au niveau des zones aménagées sur fonds publics».

La gouvernance foncière est un élément essentiel pour déterminer si les personnes, les communautés et les autres acteurs peuvent acquérir des droits – et s'acquitter des devoirs qui y sont associés – sur l'utilisation et le contrôle des terres, des pêches et des forêts, et comment les obtenir. De nombreux problèmes fonciers surviennent en raison de la faiblesse de la gouvernance, et les tentatives faites pour résoudre ces problèmes dépendent de sa qualité. Pour répondre à un intérêt croissant et très largement manifesté, la FAO et ses partenaires ont entrepris d'élaborer des directives pour une gouvernance foncière responsable.

Cette initiative s'inscrit dans la continuité des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (Directives volontaires sur le droit à l'alimentation) qui ont été adoptées par le Conseil de la FAO au cours de sa 127ème session, en novembre 2004. Elle s'appuie également sur les conclusions de la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR), tenue en 2006.

Le Gouvernement du Mali, sur le plan foncier, a poursuivi son processus politique de mise en œuvre de la LOA qui vient compléter les dispositions du Code domanial et foncier de 2000 (modifié en 2002), notamment par la reconnaissance de l'exploitation agricole familiale et de l'entreprise agricole, ainsi que par la mise en œuvre d'une politique foncière spécifique. La nouvelle Politique foncière agricole (PFA) du Mali a été adoptée le 31 décembre 2014. Elle devrait permettre de donner plus de consistance aux droits coutumiers (déjà reconnus par le Code domanial et foncier) et à la décentralisation (mise en œuvre depuis 1996) dans la gestion foncière.

La Loi foncière devrait être rapidement adoptée, un avant-projet de loi est actuellement à l'étude avant de passer en Conseil des ministres. Certains principes énoncés mériteraient d'être mieux précisés, notamment ce qui concerne la disparition progressive de la présomption de la domanialité et la régulation des marchés fonciers, mais l'agenda et la fenêtre d'opportunité politique qui se présente offrent des conditions favorables à une adoption rapide du texte. De par la place qu'elle réserve aux femmes, la LOA pourrait constituer une opportunité pour les agricultrices rurales car un de ses objectifs est «la promotion économique et sociale des femmes, des jeunes et des hommes en milieu rural et périurbain». Dans certains de ses articles, elle accorde une attention particulière aux femmes et s'appuie sur la solidarité, l'équité et le partenariat, toutes choses favorables à l'établissement d'une égalité dans le secteur. Elle privilégie la promotion des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables dans l'exploitation agricole (Article 24).

Bien que la LOA institue le Conseil supérieur agricole ainsi que des espaces de concertation, de dialogue et de communication favorisant la participation de tous les acteurs concernés, la représentation des femmes n'est pas régie par des mesures favorisant la parité. Malgré la prise en charge des intérêts des femmes et des jeunes comme exploitants agricoles, une insuffisance est constatée dans la démarche d'analyse en matière d'égalité hommes-femmes. En effet, les titres IV et ses neuf chapitres et V et ses huit chapitres – qui portent respectivement sur les facteurs de production ainsi que les productions et les marchés – ne présentent pas de dispositions ni de perspectives spécifiques aux femmes et aux jeunes. Les données traitées dans ces chapitres sont capitales pour l'installation et la promotion durable des exploitations féminines et des jeunes. En outre, la question de la représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les mécanismes d'actualisation, de suivi et d'évaluation est occultée.

D'une manière générale, il existe deux modes d'accès à la terre au Mali: (i) l'accès à travers les modes mis en place par le CDF et (ii) l'accès à travers les dispositifs coutumiers (accès intra lignager, prêt, don, etc.). Ces deux sources juridiques se côtoient et sont pleinement reconnues au Mali. L'Article 35 du Code domanial et foncier dispose que les terrains du domaine privé de l'Etat sont attribués selon un certain nombre de modalités,

à savoir la cession, la location et l'affectation. En fonction des modalités, les documents délivrés peuvent être divers. Ils vont du titre précaire au titre foncier qui est le titre définitif de propriété privée individuelle. Concernant les droits coutumiers d'accès au foncier, il est important de mentionner le fait que les terres sur lesquelles ces droits portent font partie du domaine privé de l'Etat. Cependant, le Code domanial et foncier les reconnaît et les confirme, qu'ils soient exercés collectivement ou individuellement, et prévoit même leur constatation à la suite d'une enquête publique et contradictoire qui donne lieu à la délivrance d'un titre opposable aux tiers.

L'Etat malien a également entamé des actions en faveur des femmes, notamment des mesures législatives, réglementaires et administratives, parmi lesquelles on peut citer: (i) l'Article 2 de la Constitution malienne qui repose sur le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes, (ii) la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) en 1985, (iii) la Loi n° 94-009 du 22 mars 1994: création de la Direction nationale de la promotion de la femme, (iv) le décret n° 97-282/PRM du 16 septembre 1997: création du Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, (v) la Convention sur le consentement au mariage, (vi) le Protocole de Maputo, (vii) le Code de commerce, (viii) le nouveau Code pénal, (ix) la Politique nationale genre avec ses six Orientations stratégiques et dix-neuf Axes stratégiques.

Ces lois et conventions gouvernementales ont eu évidemment des impacts positifs sur le statut de la femme, notamment rurale. Il est à noter aussi comme réformes:

- les réformes des finances publiques, notamment la mise en œuvre de la budgétisation axée sur les résultats
- la Stratégie nationale de PBSG
- la formulation de la troisième génération du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) 2012-2016
- le Projet de développement économique et social (PDES) qui constituait la base de l'action gouvernementale
- la prise en compte du genre dans certains domaines sectoriels, notamment la Loi d'orientation sociale, le Code du travail, les mesures prises en matière de césarienne et de Sida, le programme vigoureux d'alphabétisation des femmes, la politique de scolarisation des filles, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, la Politique nationale de l'eau, hygiène et assainissement, la Politique nationale de la protection sociale, etc.

Des avancées louables sont notées dans l'élaboration des stratégies. Il s'agit notamment de:

- La Loi portant sur les principes de la libre administration des collectivités territoriales de 1993 et le Code des collectivités territoriales de 1995 organisent la structure administrative du Mali et consacrent les collectivités à différents niveaux avec une structuration de la déconcentration pour les accompagner. Les transferts de compétences aux collectivités nécessitent la réorganisation du dispositif de gestion du foncier agricole pour assurer la cohabitation entre ses différents usagers.
- Le Code domanial et foncier est actuellement la référence juridique sur la gestion de l'ensemble des questions foncières au Mali (voir ci-dessous). Ses forces et ses faiblesses ont conduit au processus d'élaboration de façon participative d'une politique et d'une loi foncière entièrement dédiées aux terres agricoles, halieutiques, sylvicoles, pastorales et forestières.
- La Loi environnementale du Mali reconnaît la diversité des zones agro-écologiques du Mali et la nécessité d'avoir des approches différenciées mais cohérentes pour un développement durable du pays.
- La Charte pastorale constitue un autre instrument juridique important qui régule la question pastorale de façon générale et la question de la transhumance de façon spécifique. Plusieurs références sont faites à la gestion des ressources naturelles et particulièrement à celle des espaces pastoraux avec en toile de fond la gestion de la cohabitation des différents groupes socio-professionnels, notamment les agriculteurs et les éleveurs de différents modes de production.
- La Politique nationale de la pêche (aquaculture) qui détermine les modes de gestion de la pêche dans le pays. Cette régulation va de la période des pêches selon les conditions naturelles à la détermination

des stratégies de reproduction des espèces ainsi que d'autres sujets importants liés à la production des poissons et autres produits de la pêche.

- Le Code forestier, instrument juridique très important de la gestion du foncier agricole, définit les modes de gestion et de régulation des ressources forestières du Mali avec un accent particulier sur la protection des forêts et l'utilisation rationnelle des ressources.
- Le Code de l'eau est un autre instrument juridique qui régule la gestion et l'utilisation des eaux souterraines et de surface. Il constitue un autre fondement essentiel de la gestion du patrimoine foncier national à usage agro-sylvo-pastoral et forestier.
- La Politique nationale de protection sociale qui prend en compte les personnes vulnérables.

Dans la plupart des politiques élaborées au cours des dix dernières années, les principes de l'équité et/ou de l'égalité y sont annoncés. Dans les stratégies et ou/programmes, le genre est intégré de façon spécifique ou indirecte à travers le ciblage des femmes, des jeunes ou des groupes mixtes.

#### Politiques essentielles au niveau de la CEDEAO et des organisations sous-régionales

- La politique régionale agricole de la CEDEAO (ECOWAP/PDDAA) adoptée en janvier 2005 par les chefs d'Etats et de gouvernements s'inspirant du NEPAD qui représente le cadre approprié dans lequel l'ensemble des institutions régionales et des Etats ont l'obligation d'inscrire leurs orientations et leurs actions. L'objectif général de l'ECOWAP est de contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires de la population, au développement économique et social et à la réduction de la pauvreté dans les Etats membres ainsi qu'à la résolution des inégalités entre les territoires, les régions et les pays. Selon ses objectifs spécifiques, certaines des principales préoccupations de cette politique sont la réalisation de la sécurité et de la souveraineté alimentaires et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales par la création d'emplois rémunérés. Elle tourne autour de six domaines prioritaires retenus sur la base de leur contribution à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, de l'intégration régionale et de leur faisabilité à court et moyen termes. Le premier des six points inscrits dans la sixième orientation concerne l'intégration de l'approche genre. Dans cette perspective d'intégration, l'ECOWAP devra contribuer à l'atteinte des objectifs de réduction de la pauvreté et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables en s'appuyant prioritairement sur le potentiel de production et d'échanges de la région, la coordination et l'harmonisation accrue de la mise en œuvre du PDDAA.
- La politique agricole de l'UEMOA (PAU) adoptée en décembre 2001 après un processus participatif impliquant des acteurs nationaux et régionaux. Son objectif est d'atteindre la sécurité alimentaire, accroître la production et la productivité agricole d'une manière durable et améliorer les conditions de vie des agricultrices et agriculteurs.
- Les politiques agricoles du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) qui mobilise les populations et la communauté internationale autour de l'aide d'urgence et de la mise en œuvre des programmes dans différents domaines. Une réserve alimentaire régionale a été lancée par la CEDEAO en septembre 2013 pour répondre efficacement aux crises alimentaires tout en contribuant à la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA avec une sécurité alimentaire régionale et une perspective de souveraineté. Les principes qui sous-tendent la conception et l'exploitation de cette réserve se réfèrent aux principes contenus dans la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires.
- La revue des réalisations dix ans après l'adoption de l'ECOWAP a reconnu les rôles importants que jouent les femmes dans les chaînes de valeur agricoles en dépit de leur faible représentation au sein des organes consultatifs et de négociation, et la négligence de leurs besoins et priorités dans les politiques de développement, les stratégies de modernisation agricole et les plans nationaux et régionaux d'investissement agricole. Le Pacte Régional de Partenariat pour la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA à l'horizon 2025 adopté lors de la conférence "ECOWAP+10 et les Perspectives pour 2025" a pris l'engagement d'améliorer la gouvernance des politiques agricoles en renforçant la conformité aux principes de l'égalité et de l'équité des sexes et la redevabilité pour leur application.
- La Déclaration sur l'année 2015 adoptée en juin de la même année invite les Etats membres dont les pays membres de la CEDEAO à renforcer la mécanisation et l'innovation technologique; intensifier l'inclusion financière des femmes dans les entreprises agroalimentaires et leur fournir connaissances et

compétences afin qu'elles puissent utiliser les technologies modernes; respecter les droits des femmes à accéder aux moyens de production, y compris la terre et leur accès au processus de marché public dans le domaine agroalimentaire. La Déclaration demande aussi aux institutions financières d'accorder un quota minimum de 50% de crédit au financement des initiatives des femmes afin qu'elles puissent évoluer des micros aux macros entreprises.

Lors du lancement du projet de coopération technique FAO-CEDEAO sur « la réponse genre aux plans régionaux et nationaux d'investissement agricole pour l'atteinte du Défi faim zéro dans la région de la CEDEAO » en mars 2016, les ministres en charge des questions de genre et de la femme dans les pays membres de la CEDEAO des affaires féminines se sont engagés à : collaborer avec les principaux partenaires tels que les ministères de l'agriculture, de l'élevage, des pêches, des forêts, de l'environnement, des finances et de la planification économique, les organisations onusiennes, les partenaires bilatéraux et multilatéraux, les organisations de la société civile, le secteur privé, les institutions académiques et de recherche, les collectivités locales, les médias et la communauté internationale pour: (i) plaider fortement en faveur de l'intégration du genre dans la mise en œuvre et dans le suivi du Pacte de partenariat régional pour la mise en œuvre de l'ECOWAP/ PDDAA 2025, y compris la définition d'une feuille de route et des indicateurs ainsi que la formulation de la prochaine génération de plans nationaux et régionaux d'investissement agricole; (ii) veiller à ce que les questions de genre soient suffisamment prises en compte dans la mise en œuvre de l'Initiative Faim Zéro de la CEDEAO; (iii) renforcer les capacités de la Commission de la CEDEAO et des institutions gouvernementales pour accroître les opportunités pour les femmes dans la croissance et la transformation agricoles inclusives dans l'espace CEDEAO. Cela implique la conception, le financement, la mise en œuvre et le suivi des politiques et programmes agricoles inclusifs et sensibles au genre; (iv) promouvoir le droit égalitaire des femmes aux bénéfices provenant des chaînes de valeur agricoles et des marchés en garantissant leur droit au régime foncier et au travail décent, en assurant leur accès et leur adoption des technologies et des innovations pour la production alimentaire et la transformation des produits agricoles ainsi qu'aux services de vulgarisation, de financement et de commercialisation; (v) plaider en faveur de politiques et d'investissements publics intégrés et multisectoriels qui garantissent aux femmes l'accès à une alimentation saine, suffisante, nutritive et à des prix abordables, l'augmentation de leur capacité de production et de revenus, le renforcement de leur accès aux mesures de protection sociale et leur résilience aux chocs comme condition préalable à la réalisation de l'Objectif Faim Zéro; (vi) promouvoir un partenariat équitable entre les hommes et les femmes pour une meilleure formulation de la prochaine génération des plans nationaux et régionaux d'investissement agricole, et d'autres politiques et programmes sectoriels; (vii) renforcer la capacité de la Commission de la CEDEAO et celle des Etats Membres en matière de budgétisation selon le genre en termes de finances et d'investissements agricoles, y compris dans le processus d'opérationnalisation du Fonds régional de la CEDEAO pour l'agriculture et l'alimentation (ECOWADF).

En outre, des programmes ont été élaborés au niveau de la sous-région dans le domaine agro-sylvo-pastoral et halieutique qui, bien menés, peuvent aider à la promotion du genre, entre autres:

- le Programme régional d'investissement agricole (PRIA) élaboré en 2010 et construit autour de trois objectifs spécifiques, à savoir la promotion de produits stratégiques propices à la souveraineté alimentaire, la promotion d'un environnement global favorable au développement agricole régional et la réduction de la vulnérabilité et la promotion de l'accès durable de la population à la nourriture;
- la Conférence « ECOWAP + 10 et Perspectives 2025 » organisée en novembre 2015 a donné de nouvelles orientations stratégiques à l'horizon 2025 qui ont inspiré le nouveau Programme régional d'investissements agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRIASAN) 2016-2020 articulé autour des objectifs suivants : (i) l'accroissement de la productivité et de la production agro-sylvo-pastorale et halieutique via des systèmes de production diversifiés et durables, et la réduction des pertes post-récolte; (ii) la promotion des chaînes de valeurs agricoles et agro-alimentaires contractuelles, inclusives et compétitives orientées vers la demande régionale et internationale, et inscrites dans une perspective d'intégration du marché régional; (iii) l'amélioration de l'accès à l'alimentation, la nutrition et le renforcement de la résilience des populations vulnérables; et (iv) l'amélioration de l'environnement des affaires, la gouvernance et les mécanismes de financement du secteur agricole et agroalimentaire. La réduction des inégalités entre les hommes et les femmes est également une priorité du PRIASAN 2016-2020.

- l'Alliance globale pour l'Initiative résilience-Sahel et Afrique de l'Ouest (AGIR). Cette alliance a été lancée lors de la 28e réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) en 2012. L'objectif global de l'Alliance est de réduire structurellement, d'une manière durable, la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle en soutenant la mise en œuvre des politiques sahéliennes et ouest-africaines. À court terme, cette stratégie vise à accroître la résilience des communautés et des ménages les plus vulnérables dans la région. L'objectif à long terme de l'Alliance est d'éradiquer la faim et la malnutrition;
- l'Initiative Faim Zéro lancée en 2012 par la Commission de la CEDEAO afin d'accélérer l'impact de l'ECOWAP et d'éliminer la faim en Afrique de l'Ouest d'ici à 2020. L'approche ne consiste pas à générer un nouveau programme mais à s'appuyer sur les politiques et programmes existants afin d'accroître l'engagement des acteurs régionaux et internationaux, en améliorant la gouvernance et en augmentant la participation publique;
- le Programme régional d'appui aux filets nationaux de sécurité sociale en Afrique de l'Ouest. Ce programme poursuit l'objectif 3 du PRIA, à savoir contribuer à assurer que les besoins alimentaires des populations vulnérables sont couverts et réduire la vulnérabilité structurelle des populations dans les zones rurales et urbaines. L'objectif de ce programme est de tester, adapter et déployer des réseaux nationaux de sécurité sociale sur une grande échelle pour plusieurs Etats de la région afin de renforcer la résilience des communautés et des ménages et, plus spécifiquement, de réduire la malnutrition dans la petite enfance.
- L'Initiative renforcement de la nutrition (SUN) qui se définit comme un mouvement à travers lequel divers acteurs dans un effort collectif peuvent améliorer la nutrition. Bien que le SUN ne soit pas une initiative régionale, 14 des pays de la CEDEAO – dont le Mali – y ont adhéré. Le mouvement a été fondé sur le principe que tout le monde a droit à l'alimentation et à une bonne nutrition. Comme autre principe, le SUN demande aux actrices et acteurs d'agir conformément à un engagement pour défendre l'équité et les droits de toutes les femmes, de tous les hommes et de leurs enfants.

C'est sur cette base juridique, politique, stratégique et programmatique que le Mali a élaboré sa stratégie nationale de l'agriculture et du développement rural en prenant en compte le genre. L'analyse situationnelle permettra de comprendre si la prise en compte du genre dans le secteur agricole est effective.

## 2.4. Stratégie nationale de l'agriculture et du développement rural

Les interventions publiques dans le secteur du développement rural au Mali sont déterminées par des politiques et stratégies sectorielles et sous-sectorielles, assorties de programmes et de plans d'action. Le secteur dispose de trois principaux documents de référence qui sont: (i) la Loi d'orientation agricole (LOA) promulguée le 5 septembre 2006 qui intègre l'ensemble des politiques et stratégies du secteur développement agricole et en fixe le cadre d'orientation à long terme; (ii) le Projet de développement économique et social (PDES) dont le volet agricole constitue la base du travail gouvernemental pour améliorer la production et la productivité ainsi que la gouvernance dans le secteur agricole, (iii) les orientations prescrites par ces cadres et outils de politique qui sont en cohérence avec celles de l'ECOWAP/PDDAA, et tout comme ces dernières visent à contribuer à la réalisation des OMD, notamment la réduction de moitié du taux de pauvreté et l'éradication de la faim. Conformément à l'une des recommandations de la Table ronde du Gouvernement du Mali et de ses partenaires tenue en juin 2008, il a été convenu d'orienter les actions de développement agricole vers une approche sectorielle, avec éventuellement des appuis budgétaires sectoriels.

Cette volonté a été traduite par l'élaboration et l'adoption du plan de passage à l'approche sectorielle pour le développement rural (PASDR) qui a visé à l'horizon 2011 l'élaboration de la Politique de développement agricole (PDA) et du Plan national d'investissement dans le secteur agricole (PNISA). Programme décennal s'inscrivant dans la droite ligne des exercices en cours au niveau du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique qui prescrit que chaque pays partie au traité du NEPAD mette en place un dispositif de planification de son agriculture, le PNISA se propose de résoudre un certain nombre de problèmes comme la sécurité alimentaire, la gestion des ressources humaines, bref, le développement global de l'agriculture. C'est dire que c'est un cadre national de planification du secteur agricole pour un horizon de 10 ans en glissement annuel à compter de 2015. Il couvre un champ d'application et des domaines transversaux comme le renforcement institutionnel, la formation, la recherche, la vulgarisation agricole, le genre et la sécurité alimentaire ainsi que l'environnement et l'assainissement. Visant à faire du secteur rural le moteur de l'économie nationale,

le PNISA se propose non seulement d'assurer la sécurité alimentaire des populations urbaines et rurales, mais aussi de générer des emplois et des revenus significatifs dans une logique de développement durable. Durant la période de son intervention, le PNISA tournera autour des axes stratégiques qui sont, entre autres, le renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques, les investissements dans le foncier, les ressources naturelles, l'irrigation et la gestion de l'eau, l'inclusion et la responsabilisation des acteurs publics et privés, la valorisation des avantages comparatifs des régions et la prise en compte du genre et de la bonne gouvernance.

La formulation de la PDA et du PNISA comme cadre de référence intègre le processus PDDAA ainsi que les principes et objectifs de ses quatre piliers, à savoir:

**Pilier 1:** Accroître de façon durable les superficies cultivées et desservies par des systèmes fiables de maîtrise de l'eau

**Pilier 2:** Améliorer les infrastructures rurales et les capacités commerciales pour faciliter l'accès aux marchés

**Pilier 3:** Augmenter les approvisionnements alimentaires, réduire la faim, améliorer les réponses en cas d'urgence alimentaire

**Pilier 4:** Améliorer la recherche agricole, la diffusion et l'adoption des technologies.

## 2.5. Engagement politique et principales politiques pour l'agriculture

Le Mali a adhéré à la Convention pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) depuis septembre 1985 et a ratifié le protocole additionnel à ladite convention en septembre 2000. Pourtant, malgré la volonté des autorités d'améliorer la situation des femmes, les Maliennes sont encore l'objet de discriminations de fait et de droit. En outre, la situation des femmes est conditionnée par la pauvreté, le Mali occupant la 179<sup>ème</sup> position pour développement humain, et par le poids de certaines traditions culturelles et religieuses.

Dans son Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR) 2012-2017, le Mali s'est fixé un objectif ambitieux pour une croissance économique durable à l'horizon 2017. Pour cela, l'un des axes stratégiques majeurs retenu est l'appui au secteur privé, le renforcement de l'agriculture, l'investissement en infrastructures et l'emploi des jeunes. En effet, le secteur privé constitue aujourd'hui le moteur de la croissance et il repose sur le dynamisme des entreprises privées créatrices de richesses et d'emploi.

Le Mali s'est doté aussi d'un nouveau cadre de référence pour la formulation, la mise en œuvre et le suivi des différents politiques, programmes et stratégies que le pays a eu à développer durant ces derniers temps aussi bien au niveau national que sectoriel. Le Cadre pour la relance économique et le développement durable (CREDD) couvre la période 2016-2018 et s'appuie sur les priorités déjà identifiées dans les différentes stratégies précédemment formulées telles que le Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR 2012-2017), le Programme d'action du Gouvernement (PAG 2013-2018), le Plan pour la relance durable du Mali (2013-2014), le Programme de développement accéléré des Régions du Nord (PDA/RN) et la Stratégie spécifique de développement des Régions du Nord.

Le 25 septembre 2015, les Etats ont adopté un nouvel agenda de développement international comportant un ensemble d'objectifs pour le développement durable (ODD) dans le but d'éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous d'ici l'horizon 2030.

On note aussi des avancées significatives sur les plans législatif, réglementaire et institutionnel pour la gestion du secteur agricole, notamment l'adoption de la Loi d'orientation agricole et ses textes d'application. La LOA investit l'Etat de la charge d'élaborer et de mettre en œuvre la politique agricole en concertation avec les collectivités et la profession agricole. A ce titre, elle définit et met en œuvre une politique de promotion des initiatives de développement aux niveaux local, régional et national et apporte son appui à la création d'entreprises agricoles et agro-industrielles ainsi qu'à la création d'entreprises péri agricoles.

Sur le plan foncier, le Gouvernement du Mali a poursuivi son processus politique de mise en œuvre de la LOA et de son volet foncier. Celui-ci vient compléter les dispositions du Code domanial et foncier de 2000 (modifié en 2002), notamment par la reconnaissance de l'exploitation agricole familiale et de l'entreprise agricole, ainsi que par la mise en œuvre d'une politique foncière spécifique. La nouvelle Politique foncière agricole (PFA) du Mali a été adoptée le 31 décembre 2014.



**Les agriculteurs** Les membres de la coopérative Benkadi, une association de femmes du village de Finkolo participant à une classe de terrain de la GIPD.

## 3. Analyse genre du processus de politique agricole

### 3.1. Politique nationale de genre: la cohérence avec la stratégie du secteur agricole

La Politique Nationale Genre du Mali adoptée le 24 novembre 2010 par le Mali est le résultat d'une volonté politique ferme et d'un engagement fort des pouvoirs publics à réduire les écarts et inégalités entre hommes et femmes au Mali. La Politique Nationale Genre offre un cadre conceptuel et opérationnel qui permettra d'assurer une cohérence, une harmonisation et un meilleur impact des actions reliées à l'égalité entre les femmes et les hommes à travers les réformes nationales et les politiques sectorielles du Mali. En effet, conscient de la persistance des inégalités entre les femmes et les hommes qui constitue un frein au développement, le Mali a adopté la PNG-Mali comme cadre de référence pour l'intégration de l'égalité et de l'équité entre les sexes dans l'action gouvernementale, les politiques, les lois et les institutions en partenariat avec la société civile et les instances décentralisées relatif aux droits des femmes en Afrique, la Charte africaine de la jeunesse (2006) et le NEPAD.

L'objectif de la PNG est d'élaborer un cadre national de lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes à travers: (i) la restructuration du cadre institutionnel actuel de promotion de la femme; (ii) la revue des politiques publiques; (iii) l'intégration du genre dans tous les secteurs; (iv) le développement d'un système d'information et la mise en place d'un observatoire national des droits de la femme et de la petite fille; (v) la prise de mesures pour favoriser l'accès et l'exercice des droits égaux et l'adoption du nouveau Code des personnes et de la famille. L'orientation stratégique 3 de la PNG vise la «Reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production» et à ce niveau, comme axe stratégique, «l'amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche)». L'agriculture est partie intégrante des secteurs identifiés dans la PNG-Mali.

### 3.2. Intégration du genre dans le processus d'élaboration de la politique

#### 3.2.1. Conception et formulation de la politique agricole

L'approche genre étudie les rôles et les stéréotypes attribués à chaque sexe. Les rapports sociaux entre les femmes et les hommes varient selon les sociétés et les époques, mais ils restent en grande partie fondés sur des inégalités au détriment des femmes, notamment en matière de pouvoir et de prise de décision politique et économique. Malgré de grands efforts faits par le Mali depuis des années pour réduire ces inégalités, l'implication pleine et entière des femmes dans la vie socio-économique de notre société demeure toujours une préoccupation des politiques de développement. Cependant, les contributions fondamentales des Maliennes dans leur foyer, dans les systèmes de production alimentaire et dans l'économie nationale jouissent d'une reconnaissance croissante de toute la société. Celle-ci est due aux efforts énergiques déployés par les femmes elles-mêmes pour s'organiser, formuler clairement leurs sujets de préoccupations et faire entendre leur voix. Les femmes représentent près de la moitié de la main-d'œuvre agricole et prennent en charge la grande partie de la transformation des aliments, les travaux agricoles (sarclage, désherbage, battage, vannage, etc.).

La croissance économique durable dépend aussi de l'autonomisation des femmes dont il faut améliorer les conditions de vie et de productivité pour que le Mali puisse sortir des affres de la pauvreté et de l'insécurité

alimentaire. L'acquisition des droits civiques, politiques et économiques des femmes est un combat pédagogique au sein de la société malienne à travers le dialogue et la sensibilisation continue. Les femmes ont besoin que leurs droits fondamentaux soient clairement inscrits dans les textes de loi et que l'égalité des droits en matière de propriété soit explicitement reconnue.

Les Maliennes apportent une contribution inestimable à la vie socio-économique, culturelle et à la production alimentaire. Pourtant, malgré l'adoption d'innombrables conventions internationales et de protocoles qui réaffirment l'égalité des sexes, la discrimination et les préjugés freinent leur émancipation. Dans pratiquement tous les secteurs d'activités, les femmes peinent encore à faire reconnaître leur droit de vivre dans la dignité. Ces inégalités ne peuvent être appréhendées et traitées qu'à travers un dispositif de collecte, de traitement et d'analyse des statistiques différenciées par sexe.

Le manque de données statistiques a été une contrainte majeure au suivi de la mise en œuvre des conventions auxquelles le Mali s'est engagé avec la communauté internationale. Des mécanismes nationaux chargés de favoriser la promotion de la femme ont été établis en vue d'élaborer des politiques de promotion de la femme. Ils permettent de favoriser leur mise en place, d'exécuter, de surveiller et d'évaluer ces politiques dans le but d'engager des actions de sensibilisation et de mobilisation de l'appui en leur faveur. Ces mécanismes nationaux revêtent diverses formes, leur efficacité est peu perceptible car ils souffrent du manque de données, notamment dans le domaine agricole et rural où vivent la majorité des femmes. Il est important d'examiner périodiquement les politiques, les programmes et les projets nationaux en tenant compte de leur mise en œuvre. Il faut évaluer les effets des politiques de l'emploi et des revenus afin que les femmes puissent bénéficier directement du développement. Leur contribution au développement doit être non seulement rémunérée mais aussi entièrement prise en considération. Il faut reconnaître que la politique et la planification économique sont intimement liées à l'analyse de données différenciées par sexe et ce, à travers la systématisation de la collecte et de l'analyse des données par genre. Cette analyse est indispensable pour la prise de décisions et l'élaboration des politiques pertinentes, surtout agricoles.

### **3.2.2. Buts, objectifs et cibles de la politique agricole**

Les objectifs assignés à la PDA découlent des grands défis auxquels l'agriculture malienne est confrontée aujourd'hui et traduisent la vision de demain. Ils s'inscrivent dans les lignes directrices de la LOA.

#### **3.2.2.1. Objectif général**

L'objectif général de la PDA est de «Contribuer à faire du Mali un pays émergent où le secteur agricole est un moteur de l'économie nationale et garant de la souveraineté alimentaire dans une logique de développement durable».

#### **3.2.2.2. Cibles de la politique agricole**

La PDA se fonde sur la promotion d'une agriculture durable, moderne et compétitive reposant prioritairement sur les exploitations agricoles familiales et les organisations professionnelles agricoles (OPA) reconnues et sécurisées, ainsi que sur le développement d'entreprises agricoles.

#### **3.2.2.3. Objectifs spécifiques**

L'objectif général se décline en cinq objectifs spécifiques: 1. Assurer la sécurité alimentaire des populations et garantir la souveraineté alimentaire de la nation. 2. Assurer la gestion rationnelle des ressources naturelles et de l'environnement en prenant en compte les changements climatiques. 3. Moderniser les systèmes de production agricole et améliorer la compétitivité des filières agricoles dans une perspective de valorisation des produits. 4. Assurer le développement des innovations technologiques par la recherche agricole et la formation professionnelle. 5. Promouvoir le statut des exploitants agricoles et renforcer les capacités de l'ensemble des acteurs. 6. Réduire la pauvreté rurale.

### **3.2.3. La disponibilité et l'utilisation des indicateurs du genre**

Dans le cadre de l'amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche, environnement), la PNG-Mali prévoit des indicateurs genre dans son plan d'action, à savoir:

- pourcentage de femmes ayant accédé aux terres aménagées;
- pourcentage de femmes et de jeunes ayant bénéficié du financement du Fonds national d'appui à l'agriculture;
- pourcentage de femmes ayant appliqué les techniques modernes de production, de transformation et de conservation durable des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche;
- pourcentage des femmes formées et encadrées aux techniques de production et de régénération durable des plants;
- taux de productivité des femmes ayant bénéficié des intrants dans les zones à haut risque de catastrophes naturelles;
- taux d'accès des femmes aux ressources financières et facteurs de production.

Ces indicateurs consignés dans la PNG-Mali doivent servir de référence aux différents intervenants, particulièrement le département en charge de l'agriculture. Malheureusement, dans les différents rapports les données ne sont pas suffisamment désagrégées. Les acteurs ne se sont pas suffisamment approprié ce plan d'action national en vue de prendre en compte ces indicateurs comme le souligne le rapport d'évaluation du plan d'action 2011-2013 de la PNG-Mali.

### **3.3. Capacité institutionnelle pour l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes**

#### **3.3.1. Capacité institutionnelle du Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille**

L'instauration de la démocratie et du multipartisme intégral en 1991 marque un tournant décisif dans la vie politique du Mali. En effet, la Constitution issue du Forum national a emboîté le pas aux Constitutions adoptées par le Mali en 1960 et en 1974 qui ont toutes deux souscrit à la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen et à la Charte des Nations Unies. Elles stipulent que tous les Maliens naissent et demeurent égaux en droits et en devoirs et que toute discrimination fondée sur l'origine sociale, la couleur, la langue, la race, le sexe, la religion et l'opinion politique est prohibée. Elles ont accordé les mêmes droits à l'homme et à la femme et garanti les mêmes conditions d'accès à la justice, à l'éducation et à l'instruction, à la santé, à l'emploi, aux professions publiques, civiles et militaires, etc. Elles ont déclaré que l'enseignement est un droit pour tous les Maliens et qu'il est public et laïc. Le droit de vote et d'éligibilité a aussi été reconnu à tous les citoyens. Le respect de la constitution exige des autorités la traduction des engagements dans les politiques et programmes en matière de femme et de genre pour une effectivité de l'équité et de l'égalité du genre.

Les mécanismes étatiques par rapport à la promotion de la femme et/ou du genre se présentent ainsi qu'il suit: (i) le Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille (MPFEF) et ses services rattachés. Il a été créé par le décret n° 97-282/P-RM du 16 septembre 1997 portant nomination des membres du Gouvernement et le décret n°04-145/P-RM du 13 mai 2004, fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement. Il a ainsi été confié au Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille les attributions qui ont inspiré sa mission par rapport à la promotion de la femme, c'est-à-dire l'élaboration et la mise en œuvre de la politique nationale de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille. Pour assurer cette mission, il s'appuie sur: 1. le Secrétariat général; 2. le Cabinet; 3. la Direction nationale de la promotion de la femme (DNPF) créée par l'ordonnance N° 99-009 P-RM du 1er avril 1999, modifiée par le décret N°05-199 P-RM du 18 avril 2005, avec pour mission l'élaboration des éléments de la politique nationale en matière de promotion de la femme ainsi que la coordination et le contrôle de la mise en œuvre de ladite politique; 4. la Direction nationale de la promotion de l'enfant et de la famille (DNPEF); 5. la Direction des finances et du matériel (DFM); 6. le Centre national de documentation et d'information sur la femme et l'enfant (CNDIFE) créé par la Loi n° 04-004 du 14 janvier 2004 qui est rattaché au Secrétariat général tandis que le centre Aoua Keita relève de la DNPF. Le CNDIFE a pour mission de collecter, traiter et diffuser la documentation et les informations couvrant les aspects de la condition de la femme et de l'enfant et de réaliser toute étude et recherche sur lesdits groupes cibles dans les domaines de sa compétence; 7. le Centre Aoua Keita qui s'occupe de formation professionnelle des jeunes filles.

Les Directions régionales de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille (DRPFEF) sont les services déconcentrés du MPFEF au niveau régional. Elles sont présentes dans toutes les régions, dans beaucoup de cercles et au niveau communal (District de Bamako). Elles ont pour mission de traduire sous forme de programmes et projets les grandes orientations en matière de politique de promotion de la femme, de l'enfant et de la famille et d'en assurer le suivi de la mise en œuvre. Dans les chefs-lieux de région et le district de Bamako, les Maisons de la femme et de l'enfant ont pour vocation leur autonomie.

Au niveau local, la DRPFEF est représentée par un chef de service local alors que le Décret n° 99-140/P-RM déterminant le cadre organique a prévu cinq agents au niveau cercle et deux agents au niveau des communes. Outre ces services centraux, le MPFEF collabore avec des points focaux genre et des conseillers genre mis en place au niveau des ministères sectoriels. Par ailleurs, les points focaux sont en relation avec la DNPF alors que les conseillers collaborent avec le Secrétariat général. Ils ont pour mandat d'impulser la prise en compte du genre dans leur département, entre autres dans les programmes et projets sectoriels de développement et la formation des cadres des départements ministériels concernés en approche genre.

Les mécanismes de la PNG-Mali sont: (i) un conseil supérieur, (ii) des conseils régionaux, (iii) un secrétariat permanent, les comités d'institutionnalisation dans les ministères sectoriels. Dans le cadre de la PBSG, des pools GRB sont en train d'être mis en place.

Les conseils régionaux genre sont présidés par les gouverneurs de région et le secrétariat est tenu par la Direction régionale de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille. Missions principales de ces conseils: (i) adopter un programme régional d'action pour la mise en œuvre de la PNG et faire le suivi général de sa mise en œuvre; (ii) coordonner et faire converger tous les efforts des divers intervenants et acteurs locaux en vue de maximiser l'impact en matière d'EFH; (iii) appuyer l'intégration du genre dans les plans régionaux et communaux de développement; (iv) prendre les dispositions requises pour mobiliser les ressources humaines et financières en faveur de la mise en œuvre de la PNG; (v) assurer le suivi et l'évaluation participative de la mise en œuvre de la PNG au niveau régional; (vi) adopter le rapport annuel régional des résultats du Programme régional d'action découlant de la PNG; (vii) émettre des avis et des recommandations au Conseil supérieur de la PNG sur toute question permettant de corriger les discriminations et de faire avancer les progrès en matière d'égalité hommes-femmes.

Les Pools GRB ont comme mandat: 1. Renforcer les capacités des acteurs intervenant dans le domaine du genre et de la PBSG; 2. Appuyer la promotion de l'égalité hommes-femmes; 3. Améliorer les services offerts en prenant en compte la sexo-spécificité; 4. Appuyer l'introduction du genre dans les plans et budgets locaux; 5. Suivre la mise en œuvre de la Stratégie PBSG au niveau régional. Notons à ce niveau que ces structures ne sont pas fonctionnelles, faute de ressources financières. Seuls les CRG et les pools de deux régions sont opérationnels, et ce avec l'appui d'ONU Femmes.

Le Ministère de la femme en collaboration avec certains partenaires comme ONU Femmes a entrepris le renforcement des capacités des cadres du ministère ainsi que les points focaux des ministères sectoriels engagés dans le processus PBSG pour les rendre aptes à remplir leur mission et pour l'opérationnalisation de ces mécanismes. Au besoin, des experts genre sont mis à la disposition du ministère.

Il existe aussi plusieurs cadres de concertation liés à la promotion des droits des femmes et des enfants et de la lutte contre les pratiques néfastes. Il s'agit du Comité national d'action de lutte pour l'abandon des pratiques néfastes à la santé de la femme et de la fille (CNAPN), des Comités régionaux d'action pour l'abandon des pratiques néfastes à la santé de la femme et de la fille (CRAPN) ainsi que des Comités locaux d'action pour l'abandon des pratiques néfastes à la santé de la femme et de la fille (CLAPN) mis en place dans le cadre du Programme national de lutte pour l'abandon de la pratique de l'excision. Il existe également des cadres de concertation en genre et des cadres de protection des enfants. En termes de dispositif légal, le Mali dispose d'un arsenal juridique pour la répression de certaines formes de violences faites aux femmes. On relève notamment:

- La lettre N° 0019/MSPAS-SG du 16 janvier 1999 du Ministère de la santé interdisant l'excision en milieu médical

- La Loi N° 02-044 du 24 juin 2002 sur la santé de la reproduction par l'Assemblée nationale du Mali dont l'excision est une des composantes
- Le Code pénal qui prévoit des sanctions contre les coups et blessures volontaires (articles 207 et 226), la répudiation, la pédophilie, l'abandon de foyer et d'enfant, l'enlèvement de personnes (par fraude, violence ou menaces), la traite, le gage et la servitude des personnes, le trafic d'enfants, le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution et les grossesses forcées
- Le Code du mariage et de la tutelle qui punit le mariage forcé.

Au sein de la société civile, on enregistre la présence de plusieurs associations et organisations pour la défense des droits humains, en particulier celles de la femme et de l'enfant. Ces organisations sont regroupées en coalition ou en réseau et ont leur représentativité au niveau national, régional et local. Les programmes et projets initiés par ces organisations dans le domaine des violences faites aux femmes et aux filles relèvent en majorité de la promotion et de la protection de leurs droits et de l'amélioration de leurs revenus. Leurs activités principales concernent le renforcement de capacités des acteurs, le plaidoyer à l'endroit des décideurs, la sensibilisation au niveau des populations et la prise en charge sanitaire, juridique et judiciaire des femmes et des filles victimes de violences, l'autonomisation économique des femmes et l'appui au petit commerce. A cela s'ajoutent des activités ponctuelles sous forme de conférences-débats, tables rondes et recherche-action.

Le Mali est également partie prenante pour les instruments de la CEDEAO en matière d'égalité entre les hommes et les femmes et d'autonomisation des femmes. Ceux-ci incluent :

- l'Article 63 du Traité révisé de la CEDEAO qui enjoint les Etats membres à "élaborer, harmoniser, coordonner et mettre en œuvre des politiques et des mécanismes appropriés pour améliorer les conditions économiques, sociales et culturelles des femmes";
- la Vision 2020 de la CEDEAO adoptée en Juin 2010 qui prévoit "une société inclusive portée sur le développement et l'autonomisation du capital humain en vue de créer un environnement sain et paisible dans lequel les femmes, les enfants et les jeunes pourront évoluer avec des opportunités égales pour exceller et avoir un accès équitable aux ressources nécessaires pour le développement humain et social"; et
- l'Acte additionnel relatif aux droits des femmes et des hommes pour un développement durable dans l'espace CEDEAO adopté par le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement tenu à Accra en mai 2015.

### **3.3.2. Intégration du genre dans le Ministère de l'agriculture**

Le Ministère de l'agriculture fait partie des quinze ministères sectoriels ciblés par la PNG-Mali. A ce titre, il a un rôle très important à jouer car la PNG-Mali est réalisée selon une responsabilité partagée au sein du Gouvernement avec un mode de gestion basé sur l'obligation de résultats et sur la nécessité de rendre compte.

Pour ce faire, le ministère a mis en place des points focaux genre en son sein et ses DFM et CPS participent pleinement à la production du rapport genre. Ces points focaux ont bénéficié des actions de renforcement de capacités notamment en genre, en planification et budgétisation sensibles au genre, en intégration du genre dans les plans, programmes de développement et budgets locaux et nationaux, et ce pour une systématisation de l'intégration du genre au sein du ministère. Le comité sectoriel genre du département en charge de l'agriculture veille à la prise en compte du genre dans l'élaboration des différents projets et programmes au sein du ministère.

### **3.3.3. Intégration du genre dans les secteurs liés à l'agriculture (foncier, ressources en eau)**

#### **3.3.3.1 Genre et foncier**

Dans le droit coutumier malien, les femmes sont exclues de l'accès à la propriété foncière, alors qu'elles participent largement à l'exploitation des terres. Dans les conflits fonciers de plus en plus répandus, elles sont les principales lésées, avec des conséquences sur la sécurité alimentaire des familles. La Loi d'orientation agricole d'août 2006 a bien organisé leur protection suite à d'importantes concertations auxquelles elles

ont participé mais il reste à l'appliquer alors que dans les mentalités le pouvoir reste largement dévolu aux hommes. La question foncière est devenue centrale au Mali, entraînant de nombreux conflits depuis la fin des années 80. Ces conflits pour l'accès à la terre, qui font couler du sang chaque année, sont alimentés par le manque de clarté de la réglementation en matière foncière. Selon les textes, toutes les terres appartiennent à l'Etat, mais dans les pratiques et usages, elles sont gérées par le chef de village et les chefs coutumiers. Ces derniers peuvent ainsi attribuer, prêter ou vendre une terre. L'acquéreur ne dispose alors d'aucun titre de propriété, l'attribution définitive de la terre demeurant une prérogative régalienne.

Les conflits liés à la terre portent souvent sur des questions de délimitation des parcelles ou des terroirs villageois. Les relations entre cultivateurs, éleveurs et pêcheurs sont également problématiques. Ils se partagent en effet les mêmes espaces, qu'ils utilisent à des saisons ou pour des activités différentes. Lors des passages de transhumance par exemple, des conflits peuvent éclater lorsque les pâturages traditionnels se retrouvent occupés par des cultures. Des conflits apparaissent aussi à l'occasion des héritages, par exemple entre les Bozos, pêcheurs qui exploitent l'eau, et les Peuls qui occupent les pâturages. S'agissant d'espaces partagés, il devient difficile de déterminer à qui appartient la terre, chacun se réclamant propriétaire d'un espace qu'il utilise avec les siens depuis des générations. A ces questions, la confusion des règles ne permet pas de répondre. Le débat autour des textes et leur articulation avec les pratiques locales se retrouve ainsi au cœur des problématiques foncières, avec deux types de droit coexistant: le droit coutumier et le droit public officiel.

Face à l'imprécision et l'informalité des règles coutumières, une plus grande sécurisation est désormais souhaitée par les paysans, comportant entre autres: la reconnaissance formelle des droits coutumiers, de leur possibilité de transmission et de transaction, la purge obligatoire en cas d'établissement de titre foncier, la promotion des femmes, des jeunes et des hommes en milieu rural. Parmi les acteurs du monde rural, les femmes jouent un rôle central au Mali et sont les premières affectées par l'insécurité foncière. Elles représentent 51,6 % de la population dans les campagnes, constituent 60 % de la main-d'œuvre agricole et environ 80 % de la production alimentaire. Mais elles font face à un statut précaire au regard du droit coutumier, qui ne leur reconnaît pas le droit d'être propriétaires des terrains qu'elles cultivent. Alors que ces dernières années la spéculation foncière s'est accélérée dans le pays, elles sont les premières victimes de la concurrence, sans titres de propriété, souvent sans revenus pour accéder à des parcelles dont le prix est devenu trop élevé, n'ayant pas non plus accès au crédit.

La LOA a pour objet de définir les grandes orientations d'une politique de développement agricole au Mali, à savoir la promotion d'une agriculture durable, moderne et compétitive reposant prioritairement sur les exploitations familiales. Elle vise «à garantir la souveraineté alimentaire et à devenir le moteur de l'économie nationale en vue d'assurer le bien-être des populations» (Article 1). Grâce à ce texte, il s'est forgé au Mali une vision paysanne consensuelle de l'agriculture, ce qui constitue un pas symbolique considérable dans le combat pour la reconnaissance paysanne. Mais le vote de la LOA ne représente qu'une première étape, puisque désormais il s'agit de la mettre en application, avec toutes les difficultés que représente la mise en œuvre de principes venant bouleverser des coutumes et traditions patriarcales. C'est pourquoi le dispositif a été complété d'une part par les dispositions du Code domanial et foncier de 2000 (modifié en 2002), notamment par la reconnaissance de l'exploitation agricole familiale et de l'entreprise agricole, ainsi que par la mise en œuvre d'une politique foncière spécifique et de l'autre, par la nouvelle Politique foncière agricole (PFA) du Mali adoptée le 31 décembre 2014. Elle devrait permettre de donner plus de consistance aux droits coutumiers (déjà reconnus par le Code domanial et foncier) et à la décentralisation (mise en œuvre depuis 1996) dans la gestion foncière.

### 3.3.3.2. Genre et ressources en eau

Le niveau d'intégration est jugé bon pour certaines personnes et timide pour d'autres même si ces dernières reconnaissent les efforts déployés au plan politique avec le cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR 2012 - 2017), la LOA et la PNG-Mali. Dans la plupart des politiques élaborées au cours des dix dernières années sont énoncés les principes de l'équité et/ou de l'égalité. Dans les stratégies et/ou programmes, le genre est intégré de façon spécifique ou indirectement à travers le ciblage des femmes, des jeunes ou des groupes mixtes dans les activités.

### **3.3.4. Partenariats dans le genre et l'agriculture (liens entre le Ministère de l'agriculture et le Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille)**

Le partenariat entre le Ministère de l'agriculture et celui en charge de la femme est en train de prendre corps avec l'organisation de la Journée internationale de la femme rurale et celle de l'alimentation dans la même localité. L'objectif à ce niveau est de conjuguer les efforts en vue de renforcer les capacités des producteurs et productrices de la localité abritant les deux journées.

A travers ce partenariat, beaucoup de groupements féminins ont bénéficié de l'appui (formation, matériels de production et de transformation) de certains programmes du Ministère de l'agriculture, par exemple le Projet d'appui aux filières agricoles (PAFA).

### **3.3.5 Budgétisation pour l'égalité des sexes dans le secteur de l'agriculture**

L'agriculture fait partie des secteurs ciblés par la PNG-Mali. La planification et la budgétisation sensible au genre a été matérialisée dans la lettre circulaire 02028/MEF-SG du 15 juin 2011 relative à la préparation du projet de loi des finances 2012. Un paragraphe spécifique de cette lettre circulaire recommande aux départements sectoriels de bien analyser la Politique Nationale Genre et son plan d'action, de planifier les interventions les plus pertinentes pour réduire les inégalités entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons. Le Cadre de dépenses à moyen terme et les budgets programmes ainsi que les indicateurs doivent faire ressortir les actions clés nécessaires pour réduire les disparités et leur affecter des ressources.

En termes de mesures correctives, dans l'article 29 de la Charte des partis politiques le gouvernement prévoit la répartition de 10% du montant réservé au financement des partis au prorata du nombre de femmes élues sur leurs listes. L'impact de cette mesure est pourtant faible dans la résolution du problème visé. A ce titre, le ministère a un rôle très important à jouer dans l'identification des besoins, priorités des femmes dans le secteur de l'agriculture et dans la mobilisation et l'allocation des ressources adéquates pour la réduction des inégalités dans ce domaine. Aussi, le ministère a mis en place des points focaux genre en son sein, et ses DFM et CPS participent pleinement à la production du rapport genre. Les points focaux genre ont bénéficié des actions de renforcement de capacités, notamment en genre, en planification-budgétisation sensible au genre, en intégration du genre dans les plans, programmes de développement et budgets locaux et nationaux et ce, pour une systématisation de l'intégration du genre au sein du ministère. Le ministère, à travers le rapport genre produit chaque année, donne les résultats obtenus par le département mais ces résultats sont juste des compilations des actions menées, ils ne renseignent ni sur l'amélioration de la situation des hommes et des femmes dans le secteur agricole ni sur le montant des ressources allouées à ce effet.



**Membres de la coopérative Kotodjongontala, une association de femmes du village de Finkolo, participant à une leçon de terrain sur un jardin oignon.**

## 4. Analyse de la situation

### 4.1 Genre et sécurité alimentaire et nutritionnelle

La contribution que les femmes et les hommes apportent à l'agriculture et aux entreprises rurales est déterminante. En ce qui concerne les femmes, elles jouent un rôle essentiel dans les économies rurales, au sein desquelles il est urgent d'accélérer la lutte contre la faim et la pauvreté puisque que l'on y trouve la majorité des pauvres. Les femmes sont également essentielles à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la famille car elles sont, en général, responsables du choix et de la préparation des aliments et qu'elles nourrissent et s'occupent des enfants.

A travers le Programme spécial de sécurité alimentaire (PSSA), le Commissariat à la sécurité alimentaire a, dans sa première phase, mené des actions qui se sont focalisées sur l'intensification des systèmes de productions céréalières stratégiques du riz et du maïs dans sept villages-sites de trois cercles des régions de Mopti, Koulikoro et Kayes, puis ont été étendues dans les mêmes zones après analyse du milieu à d'autres activités de diversification dans la perspective de contribuer rapidement à la sécurité alimentaire. Ces actions ont principalement gravité dans ces sites autour de l'aménagement de 3 petits périmètres irrigués villageois (Mopti), 2 plaines inondables (Kangaba), 2 bas-fonds (Kita) totalisant environ 700 ha exploités par une population de 9 000 habitants dont 51,4% de femmes. Au total, les activités du PSSA ont concerné 39 villages-sites répartis entre 15 cercles dans six régions administratives du pays et touché 1 766 bénéficiaires dont 1 139 femmes. Dans cette même sphère, 2 941 autres bénéficiaires dont 1 760 femmes seront concernés dans le cadre du financement libyen.

Dans le cadre de la promotion du genre et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la Belgique a noué un partenariat avec ONU Femmes pour assister les initiatives du Fonds belge de sécurité alimentaire (FBSA) à travers le Programme de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les Régions de Kayes et Koulikoro. L'intervention de ce programme – qui couvre dix communes des Cercles de Nioro du Sahel et Nara dont six communes à Nioro – a porté sur des renforcements de capacité des différentes composantes du programme à travers diverses thématiques (sécurité alimentaire, budgétisation sensible au genre, développement local genre dans les PDESC).

La mission d'ONU Femmes a consisté au renforcement des capacités, à l'accompagnement et au coaching des partenaires FBSA, des OSC féminines pour une meilleure intégration du genre dans les initiatives FBSA mais aussi le renforcement du rôle des femmes dans le développement local. Dans son intervention, ONU Femmes a noué des partenariats avec le Centre de formation des collectivités territoriales (CFCT), le Syndicat permanent des collectivités de Nioro (SYCOTEN) et le Centre des ressources et de la formation à la décentralisation (CRFD). Ces derniers ont contribué à l'élaboration des Modules thématiques sur le genre. Ces interventions ont permis de susciter un dynamisme des élus concernés dans la prise en compte du genre, dynamisme activement soutenu par la composante Appui aux collectivités locales (ACL) du programme chargé de la gestion directe des investissements des collectivités territoriales (CT).

Dans cette dynamique, ACL a institué de façon officielle un quota de 20% au moins pour les femmes sur les aménagements faits par les communes, et veille à la représentation de 30% de femmes lors des formations de filles dans les écoles construites avec les fonds du programme. Cependant, ces dispositions tiennent de par la volonté des responsables d'ACL et la capacité de négociation de ces derniers et des leaders femmes

auprès des communes en faveur de la sensibilité genre. Même si cette initiative a permis de rendre certains budgets des communes sensibles au genre, le caractère non officiel de cette initiation rend l'application de ces dispositions aléatoire dans le temps.

Malgré ces efforts fournis par les partenaires au développement, les femmes sont victimes de discrimination en matière de gestion foncière qui est liée plus à des pesanteurs socioculturelles qu'à la loi. Dans la plupart des communautés, la femme ne peut hériter de la terre. Cet état de fait limite ainsi la contribution des femmes dans la lutte contre l'insécurité alimentaire car la terre est l'un des facteurs incontournables en la matière. Dans le secteur de l'agriculture, les femmes sont présentes tout au long de la chaîne agricole, mais elles ne disposent pas des moyens nécessaires pour accroître leur production et leur productivité (manque d'accès, de contrôle et de propriété de la terre et des moyens de production, etc.). Elles s'occupent généralement du petit élevage et de toutes les activités de transformation du poisson (séchage, fumage, entretien du produit), la fabrication du bouillon de poisson et la commercialisation. Ce rôle de productrices à part entière n'est pas toujours valorisé ni comptabilisé.

Les femmes s'investissent principalement dans les cultures vivrières et maraîchères destinées à la subsistance de la famille. Le défi de la sécurité alimentaire ne peut s'envisager sans compter sur leur contribution dans la production alimentaire, et sans chercher à améliorer leur accès au foncier. La proportion de femmes ayant accès à la terre se situait autour de 20% en 2009. Le code domanial et foncier fixe des conditions d'accès égales pour l'homme et la femme à la propriété foncière, mais dans la réalité, c'est le droit coutumier, donnant de grands privilèges à l'homme, qui est appliqué.

## 4.2. Genre et travail agricole

Au Mali, et particulièrement en milieu rural, la division sociale du travail fait une répartition arbitraire des activités agricoles entre les hommes et les femmes. Cette répartition est souvent basée sur les traditions et les coutumes. La spécificité des activités est liée à la culture et à l'ethnie. Dans plusieurs zones en milieu rural, les femmes sont massivement impliquées dans les travaux des champs communs (champ familial). Elles vont aux champs à partir de 9h et n'en reviennent que vers 16h, ce qui fait qu'elles ne peuvent cultiver leur petit lopin de terre que très tôt le matin avant d'aller aux champs. Aussi un jour est-il interdit pour cultiver les champs communs, permettant aux femmes d'en profiter pour cultiver leurs propres champs. La forte implication des femmes dans leurs champs privés influencera leur intervention dans les champs communs. De ce fait, elles ont de petites superficies en jachère. Toutes les stratégies sont utilisées pour que la femme reste dépendante car l'autonomie influe sa soumission.

La modernisation de l'agriculture (multiculteurs, herbicides, etc.) a réduit l'implication des femmes dans les champs communs. Malgré cela, les femmes n'ont pas l'opportunité d'exploiter de grandes superficies. Généralement, les femmes ne participent pas aux travaux champêtres. Dans la région de Kayes, les nombreuses zones dominées par les Soninkés, les femmes ne participent pas aux travaux agricoles des champs communs. Aussi, comme c'est une zone de forte immigration, ces femmes peuvent exploiter les champs de leurs époux absents; de plus, la pression foncière est moins forte dans ces zones. En ce qui concerne la Région de Sikasso, les femmes des ethnies miniankas, sénoufos et bamanan sont fortement impliquées dans les travaux des champs communs. Par contre, dans les régions du nord du pays, les femmes sont faiblement impliquées dans les activités agricoles. De ce fait, elles n'ont pas un engouement pour la terre. Leurs activités sont limitées au repiquage, au désherbage et au vannage; cela peut se justifier par le fait qu'elles n'ont pas assez de superficies cultivables.

A la lecture de ce tableau, nous constatons que dans les quatre premières régions (Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou) la population agricole féminine est supérieure à celle masculine. Malgré cette forte implication des femmes, la répartition inégale des terres cultivables est toujours perceptible (cf tableau n° 2).

## 4.3. Genre et terre

### 4.3.1. Constats

L'accès à la terre pour les hommes et les femmes varie en fonction des zones. Mais il est évident qu'en milieu rural, la terre reste la propriété de la famille fondatrice. Au niveau village, les propriétaires terriens

**Tableau 1: Population agricole par région selon le genre en 2014**

Régions	Masculin		Féminin		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Kayes	1 038 500	49,4	1 061 664	50,6	<b>2 100 164</b>	<b>100,0</b>
Koulikoro	1 390 313	49,5	1 420 376	50,5	<b>2 810 689</b>	<b>100,0</b>
Sikasso	1 461 634	49,8	1 474 926	50,2	<b>2 936 560</b>	<b>100,0</b>
Ségou	1 259 503	49,7	1 273 537	50,3	<b>2 533 040</b>	<b>100,0</b>
Mopti	1 172 340	51,7	1 094 059	48,3	<b>2 266 399</b>	<b>100,0</b>
Tombouctou	357 233	51,0	343 563	49,0	<b>700 796</b>	<b>100,0</b>
Gao	268 770	48,6	284 604	51,4	<b>553 374</b>	<b>100,0</b>
<b>Total</b>	<b>6 948 293</b>	<b>50,0</b>	<b>6 952 729</b>	<b>50,0</b>	<b>13 901</b>	<b>100,0</b>

Source: CPS/SDR, EACI 2014/2015

**Tableau 2: Répartition des exploitants agricoles par région selon le sexe du chef d'exploitation en 2014**

Régions	Masculin	Féminin	Total	%	%
				Masculin	Féminin
Kayes	149 003	6 136	<b>155 139</b>	96,0	4,0
Koulikoro	215 898	3 609	<b>219 507</b>	98,4	1,6
Sikasso	183 471	1 064	<b>184 534</b>	99,4	0,6
Ségou	187 104	8 581	<b>195 685</b>	95,6	4,4
Mopti	199 082	6 305	<b>205 387</b>	96,9	3,1
Tombouctou	85 823	3 946	<b>89 769</b>	95,6	4,4
Gao	59 293	5 769	<b>65 062</b>	91,1	8,9
<b>Total</b>	<b>1 079 674</b>	<b>35 410</b>	<b>1 115 083</b>	96,8	3,2

Source: CPS/SDR, EACI 2014/2015

attribuent la terre aux chefs d'exploitation. Ceux-ci partagent les parcelles entre leurs chefs de ménage, et eux à leur tour peuvent en donner à leurs membres. Généralement, les époux attribuent des parcelles aux femmes. L'accès à la terre est souvent confronté à certaines contraintes sociales. En pays dogon comme dans la plupart de nos zones rurales, l'emprunteur ne doit ni planter ni ramasser les fruits sauvages des arbres de son champ.

Au Mali, l'accès à la terre et aux autres ressources naturelles renouvelables au niveau rural se fait en se prévalant surtout des règles coutumières plutôt que du droit positif. Ces règles coutumières ne sont pas en général à l'avantage de la femme. Traditionnellement, les femmes dans la plupart des ethnies au Mali n'ont qu'un accès indirect à la terre. Elles bénéficient en général de lopins de terre acquis par l'intermédiaire d'un tiers (en général un homme: mari, chef de lignage, autre parent avec l'accord du conjoint...) pour leur production mais n'ont aucun contrôle sur la ressource. La discrimination à l'endroit des femmes en matière de gestion foncière est liée plus à des pesanteurs socioculturelles qui font que dans la plupart des communautés, la femme ne peut hériter de la terre. Elle n'a généralement qu'un accès précaire à des terres le plus souvent marginales.

Les hommes possèdent plus de parcelles que les femmes au niveau national. Ce phénomène est lié au fait que les hommes détiennent l'accès et le contrôle des ressources. Ce sont eux qui attribuent les parcelles aux femmes. Par ailleurs, les vulgarisateurs agricoles ont toujours considéré la femme comme ½ TH (travailleur homme). Ainsi, si l'homme a 1ha, la femme a droit à 0,50 ha. Cela a certes un impact néfaste sur le revenu des femmes. L'accès des femmes aux facteurs de production et au temps de travail dans les champs est limité.

L'évolution de la position de la femme fait qu'actuellement, elle peut demander la parcelle, particulièrement celle aménagée par l'Etat.

#### **4.3.2. Mesures prises et stratégies spécifiques**

Le Code domanial et la Loi d'orientation agricole sont entre autres des dispositions nationales qui sont favorables à l'équité du genre en matière foncière. Dans le Code domanial et foncier, les mêmes droits fonciers sont reconnus aux hommes et aux femmes. Ces dernières peuvent, comme les hommes, s'approprier les terres au moyen d'un titre. Cependant, au niveau des coutumes, les droits fonciers des femmes reconnus par le Code ci-dessus ne sont pas toujours appliqués.

La LOA 06-45 du 16 août 2006 vise à relever les difficultés du monde rural et améliorer la production agricole. Des éléments dans le texte de loi pourraient être favorables aux femmes, tels que: assurer la promotion des femmes et des hommes vivant du secteur agricole dans le respect de l'équité, notamment entre les milieux rural et urbain, le droit à la sécurité alimentaire pour tous dans le contexte de la recherche de la souveraineté alimentaire (Art. 3 du chapitre 2); la promotion des femmes, des jeunes et des hommes en milieu rural (Art. 8 et 9); l'accès équitable aux ressources foncières et la gestion durable desdites ressources (Art. 75); l'Etat procède en collaboration avec les collectivités territoriales et les Chambres d'agriculture à l'inventaire des us et coutumes en matière foncière par région, zone agro-écologique ou socio-culturelle. Cet inventaire, qui vise la constatation formelle de l'existence et de l'étendue des droits individuels et collectifs sur les terres, fait l'objet de validation par les parties concernées. Les droits coutumiers sont reconnus dans les conditions fixées par les textes en vigueur (Art. 76).

Malgré une égalité de principe inscrite dans les textes législatifs et réglementaires, des entorses comme la reconnaissance des droits coutumiers et les conditions d'application de textes constituent des obstacles importants à un accès équitable des femmes à la terre et aux ressources naturelles. De plus, compte tenu du caractère très sensible de la question, les politiques tardent à traduire leur discours en faveur de l'équité du genre dans les politiques foncières. Il est aussi apparu que les textes actuels régissant les questions foncières sont méconnus de la plupart des populations. Ils sont souvent contradictoires, comportant des lacunes et rédigés dans un langage souvent incompréhensible pour la majorité de la population.

Le programme Gouvernance locale démocratique (GLD) – qui en est à sa troisième phase d'exécution pour une durée de 3 ans (2014-2017) – a mis en place des stratégies pour faire face à certaines de ces pesanteurs socioculturelles qui discriminent les femmes. En partenariat avec l'Agence suédoise de développement (ASDI), le programme est mis en œuvre par quatre ONG internationales: l'Organisation néerlandaise de développement (SNV), Diakonia, Helvetas, SwissInter coopération (HSI) et l'Aide de l'Eglise norvégienne (AEN). Le projet partage certaines CT de ses zones d'intervention avec le PAICT (Projet d'appui aux investissements des collectivités territoriales), à savoir les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti. L'objectif ultime du GLD est de contribuer à la sécurisation foncière des exploitations familiales paysannes par une gestion publique inclusive et redevable et une exploitation équitable et durable des ressources naturelles. Pour l'atteinte des objectifs le programme intègre une stratégie pour l'appui à la participation et à la représentation des femmes et des jeunes aux/dans les initiatives d'exploitation et de gestion des ressources naturelles (RN) et les instances de concertation et de gouvernance foncière». Le projet en cours œuvre au renforcement des femmes dans les Commissions foncières (CoFo) par un quota de 30% de représentativité.

#### **4.4. Genre et production agricole**

La population malienne, dans sa composante féminine, rencontre un certain nombre de difficultés dans le cadre de l'accès à la terre. A l'analyse de la production agricole au Mali, les femmes sont beaucoup plus présentes dans la production de l'arachide et du riz tandis que chez les hommes il s'agit du mil, sorgho, riz, maïs et coton. Il est à rappeler que les femmes produisent plus de la moitié de l'arachide au niveau national (environ 50,4%). Les femmes représentent 56% des exploitants maraîchers totaux. La superficie moyenne par femme exploitante est de 404 m<sup>2</sup>, soit 4 ares.

Selon les résultats de l'Enquête agricole de conjoncture 2014-2015, sur un total de 3 216 337 propriétaires de parcelles, seul 454 085 (14%) parcelles agricoles appartiennent aux femmes contre 86% pour les hommes. Les hommes propriétaires de parcelles ont en moyenne 1,7 ha contre 0,6 ha pour les femmes.

En ce qui concerne le faible taux d'attribution aux femmes des terres aménagées, plusieurs facteurs sont en cause, entre autres:

- le poids de la tradition (l'homme est le chef de ménage);
- l'occupation de la femme en milieu rural (90% du temps consacré aux travaux ménagers);
- le faible revenu (la mise en valeur de ces terres demande des investissements hors portée des femmes, etc.).

En 2015, le Gouvernement du Mali a réparti 887 tracteurs entre des producteurs de six régions. A la seule région de Sikasso sont attribués 55,69% (soit 494 tracteurs), suivi par la région de Koulikoro avec 20,52%. La proportion des femmes ayant bénéficié de cette attribution est très faible. Elles sont au total 29 (3,27%) dont plus des 2/3 se trouvent dans la région de Koulikoro (17). Sur les 494 tracteurs répartis dans la région de Sikasso, seules 5 femmes ont été pourvues, soit 1,01%.

Cette répartition nous interpelle par rapport à l'accès des femmes aux équipements motorisés qui reste encore très timide en 2015: seuls 29/887 tracteurs attribués aux femmes, dont plus de la moitié à celles de la région de Koulikoro.

Entre 2014 et 2015, le nombre d'exploitants ayant accès au crédit n'a pratiquement pas évolué par rapport à la campagne 2013-14, seules 6% des femmes y ont accès.

Le Fonds national d'appui à l'agriculture (FNAA) qui dispose de trois guichets (développement agricole, risques et calamités agricoles, fonds de garantie) a mené différentes activités, notamment celles portant sur la production de semences, le démarrage des études sur les agropoles, l'insémination artificielle, l'achat de tablettes pour l'Enquête agricole de conjoncture. Dans le cadre de l'exécution du Programme de subvention des équipements agricoles initié par l'Etat malien à travers le Ministère du développement rural, le Fonds a contribué à la prise en charge de 50% de la subvention de l'Etat pour le projet pilote de 1 000 tracteurs pour un montant de 3,2 milliards de FCFA. Il a aussi pu procéder au remboursement partiel des frais de transport des semences octroyées dans le cadre du FNSES aux populations du Nord pour un montant de 26 millions de FCFA, sur un coût total de 37 millions de FCFA.

Plusieurs actions ont été réalisées visant à promouvoir l'approche sectorielle dans ce secteur en 2015, parmi lesquelles on peut notamment citer l'élaboration de la Politique foncière et l'adoption du projet de Loi foncière agricole en Conseil des ministres le 7 octobre 2015 qui constituent des instruments majeurs pour conduire les réformes foncières en milieu rural.

Une des innovations de la Loi foncière agricole réside dans la décentralisation de la gestion foncière et la création d'institutions foncières locales avec lesquelles les autorités coutumières doivent 'composer'. Le nouveau cadre devrait aboutir à la mise en place d'une procédure obligatoire pour tenter de concilier les conflits avant qu'ils ne soient portés devant un tribunal et l'instauration de mesures de discrimination positive en faveur des femmes et des jeunes pour favoriser l'accès aux ressources foncières. Les avantages accordés aux femmes, aux jeunes et aux couches vulnérables sont: (i) la reconnaissance des droits collectifs et individuels, (ii) l'octroi de 15% des terres aménagées par l'Etat ou les collectivités territoriales et (iii) l'augmentation de la représentation des femmes dans les commissions foncières, notamment les femmes rurales.

Concernant les projets spécifiques, le Comité d'experts mis en place a procédé à la sélection et au traitement de 863 dossiers dont 455 (soit 52,72%) sont déclarés éligibles. Sur la base des critères d'éligibilité et la prévision budgétaire de 2015, la commission a proposé 204 projets pour financement, sur lesquels 60 sont portés par des femmes (29,4%) et 44 par des jeunes (21,5%). Le montant sollicité pour financer les 204 projets venant des régions est de 1,3 milliard de FCFA. Faute de financement, les projets sélectionnés par le Comité d'experts n'ont pas pu être mis en exécution. (Source: rapport de mise en œuvre 2015 du CSCRP 2012-2017).

Dans le domaine de la vulgarisation agricole, la DNA collabore avec de grands programmes comme le WAAPP/PPAAO (Programme de production agricole en Afrique occidentale), le PAPAM (Programme d'accroissement de la productivité agricole au Mali) et le SAPEP (Projet d'accroissement de la productivité agricole des petits

exploitants). Dans sa mise en œuvre, le WAAPP offre 40% de toutes ses activités aux femmes, le PAPAM et le SAPEP, 30% chacun.

En 2015, le WAAPP a distribué 4 488 tonnes de semences certifiées aux producteurs dont 40% aux femmes (soit 1 795,2 tonnes), 120 repiqueuses manuelles de riz dont 48 aux femmes, 56 semoirs motorisés micro-doses dont 22 aux femmes.

Dans le cadre de la convention DNA-PAPAM, en termes de technologies de diffusion pour l'accroissement de la productivité, 600 parcelles de démonstration de riz de bas-fond ont été installées et 94 pour le niébé. 9 000 producteurs de riz étaient concernés dont 30% de femmes, soit 2 700 femmes et 720 producteurs de niébé dont 216 femmes.<sup>15</sup>

#### 4.5. Genre et élevage

Dans le milieu traditionnel malien, l'élevage est surtout extensif. Le degré d'implication des différentes catégories sociales dans les activités de l'élevage est souvent influencé par l'appartenance ethnique. Ainsi, les animaux n'ont pas la même valeur pour un Peulh ou un Bambara. La possession des animaux révèle un prestige pour l'ethnie peulh. Un adage illustre bien cette mentalité: *Bien-fonds sans troupeau c'est cloche sans battant*. Les femmes et les filles peulhs conduisent leurs troupeaux au pâturage et au puits pour l'abreuvement. La gestion des parcours lors des déplacements est strictement réservée aux hommes et est bien structurée chez les Peulhs. Par contre, les femmes sédentaires sont peu impliquées dans la conduite et l'abreuvement des animaux. Ceci peut s'expliquer par plusieurs facteurs culturels liés au droit coutumier, qui donne la primauté à l'homme, notamment dans les prises de décision concernant l'élevage et la vente des animaux; l'accès au marché de bétail est souvent interdit aux femmes. Les soins aux animaux sont également considérés comme une tâche masculine. Chez les ethnies bambaras, dogons, malinkés, kasonkés, sarakolés et maures, la conduite au pâturage est souvent confiée aux hommes, particulièrement aux jeunes garçons, laissant aux femmes et aux jeunes filles les tâches ménagères ou champêtres.

Le suivi vétérinaire du cheptel est exclusivement assuré par les hommes, toute ethnie confondue, à l'exception des Peulhs et des Touaregs qui confient cette tâche aux femmes. La vente des animaux du ménage incombe généralement aux hommes. Dans toutes les ethnies, ce sont les hommes qui décident de vendre ou non. Pour ce qui est de la vente de leur propre bétail, les femmes consultent leur mari d'abord. Ce n'est que chez les Bambaras que le choix est laissé à la femme. Par exemple, bien que les animaux constituent une épargne, mais aussi un patrimoine, les hommes chefs de ménage peuvent les vendre en informant simplement leurs épouses. Chez les Peulhs, l'achat des animaux pour la famille est également du ressort des hommes et les femmes sont peu impliquées dans ces transactions, elles ont même besoin de l'aval de leur époux pour acheter et vendre du bétail.

Dans la région de Sikasso (3<sup>ème</sup> région), chez certaines ethnies telles que les Miniankas et les Sénoufos, l'élevage (surtout celui des bovins, ovins, caprins) est une activité presque exclusivement masculine. Une femme sénoufo qui mène l'élevage doit le faire dans la plus grande discrétion ou bien sous la couverture d'un fils pour éviter de se faire réprimer par les villageois. Dans la même région, si une femme minianka désire élever un ruminant, les gens pensent qu'elle est pressée d'être veuve pour hériter de son mari.

En milieu bambara, dans la zone de Bougouni (région de Sikasso), les mâles appartiennent au mari, les femelles sont pour la femme. Dans cette même zone, la femme ne peut pas vendre ses animaux sans l'accord de son mari. En cas d'absence de ce dernier, il faut qu'un de ses fils accepte la vente. Dans le cercle de Kadiolo (région de Sikasso), en milieu samog, la répartition sociale des animaux est la suivante: les bovins sont les biens communs, gérés par les chefs d'exploitation; les ovins appartiennent aux chefs d'exploitation (selon la coutume, les personnes âgées, c'est-à-dire aux cheveux blancs); les caprins et la volaille appartiennent à toutes les catégories sociales.

Les ovins et les caprins sont très importants socialement. Ils sont recherchés pour les fêtes traditionnelles, les mariages coutumiers. Tandis que l'élevage de la région de Sikasso est un élevage sédentaire, celui de la région de Mopti est dominé par la transhumance. Dans cette région à dominance ethnique peulh, la sexo-

---

15. Source: Rapport genre 2017

**Tableau 3: Pourcentage de l'effectif de bétail selon le sexe du propriétaire et l'espèce**

Espèce	2004		2008	
	% appartenant aux hommes	% appartenant aux femmes	% appartenant aux hommes	% appartenant aux femmes
Bovins	91	9	95	5
Ovins	84	16	89	11
Caprins	83	17	82	18
Asins	95	5	97	3
Camelins	97	3	100	0
Equins	99	1	99	1
Porcins	87	13	67	33

Source: CPS/SDR -2010 (Dimension genre du secteur agricole au Mali)

spécificité dans l'élevage exige que les hommes se chargent de la vente des animaux (gros et petit bétail). Les femmes s'occupent uniquement de la vente des produits d'élevage comme le lait.

Dans l'analyse de la dimension genre du secteur agricole au Mali en 2010, la prédominance masculine s'affirme en matière de possession des animaux. Il faut tenir compte des espèces animales à élever. Elles sont souvent influencées par la religion et le sexe du propriétaire. Les femmes sont beaucoup plus présentes dans l'élevage de petits ruminants. Elles détenaient en 2008 11% des ovins contre 16% en 2004. Pour les caprins, leur part est passée de 17% en 2004 à 18% en 2008 pour les porcins leur part a fait le bond le plus significatif, passant de 13% en 2004 à 33% en 2008. La facilité de l'élevage des porcins, exigeants moins d'intrant, et le taux de reproduction très élevé favorise cet élevage par les femmes qui contribue à améliorer leurs revenus.

#### 4.6. Genre, pêche et aquaculture

Le Mali est le troisième pays africain producteur de poisson d'eau douce. Au niveau national, la pêche joue un rôle important dans l'économie. Cette activité est menée par 3,6% de la population rurale. Les principales zones de pêche sont le Delta central du Niger (environ 80% de la production), le lac de Sélingué, la région de Gao et le lac de Manantali. Les activités de la pêche sont essentiellement réparties comme suit: les hommes font la capture et les femmes s'occupent de la transformation (fumage et salage) et de la commercialisation. La pêche se pratique essentiellement sous forme de cueillette. Depuis les années 50, divers types d'expériences aquacoles ont été entrepris dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Au Mali, les premières expériences en la matière sont cependant relativement récentes. Elles ont été initiées au début des années 80, dans un contexte particulier caractérisé par des déficits de production halieutique à la suite de la persistance de la sécheresse. Le premier plan de développement aquacole a été financé par l'USAID de 1979 à 1982. Son but était d'initier les paysans à l'élevage du poisson. L'aquaculture est très peu développée.

#### 4.7. Genre et forêts

Les ressources forestières (fruits et feuilles divers, bois de chauffe) occupent une place importante dans les ressources naturelles. La conservation et la gestion des ressources naturelles et de l'environnement sont inscrites dans la Constitution du Mali, notamment dans son article 15 qui dispose que «Toute personne a droit à un environnement sain. La protection, la défense de l'environnement et la promotion de la qualité de la vie est un devoir pour tous et pour l'Etat». La politique nationale de protection de l'environnement s'appuie sur ce principe, ainsi que sur le processus de décentralisation qui permettra de mieux impliquer et responsabiliser les acteurs à la base.

Le Mali est un pays à vocation agropastorale orientée en grande partie vers l'exploitation des ressources naturelles, jugée généralement abusive par les uns et même anarchique par d'autres. Ces ressources sont exploitées en partie par la communauté pour des fins de production en agriculture, élevage, industrie,

artisanat, médecine traditionnelle et jouent un rôle particulièrement important dans la satisfaction de leurs besoins alimentaires, énergétiques et médicaux quotidiens, et plus spécifiquement par les femmes et les jeunes qui ravitaillent les familles en bois de chauffe et autres produits forestiers. Grâce aux sous-produits de la forêt, fondés sur les herbes et les feuilles, les femmes réalisent également des activités génératrices de revenus (AGR). C'est avec l'adoption de la Loi 95-004 fixant les conditions de gestion des ressources forestières, précisément le volet Foresterie villageoise communautaire ou rurale (Ba & Nimaga, 2010), qu'un intérêt particulier a été porté aux rôles et responsabilités de la femme et surtout de sa contribution à la gestion de la foresterie en tant qu'épouse et mère dans les années 95. C'est ainsi qu'au sein des programmes et projets de développement forestiers ont été introduits l'organisation et l'appui à des groupes de femmes pour impulser leur participation à la réalisation des plantations d'arbres surtout collectives. Aussi, la problématique de la prise en compte du genre dans la gestion des ressources forestières apparaît comme une constante dans les projets et programmes de développement. En effet, la participation des femmes dans les programmes de reboisement est faible, les activités de régénération et de plantation des arbres étant généralement organisées et exécutées avec l'appui technique des agents forestiers qui ont traditionnellement peu de contacts avec les femmes.

A l'analyse, le faible niveau de participation des femmes dans la gestion des ressources naturelles peut être attribué à plusieurs facteurs dont:

- les facteurs socioculturels qui sont toujours insuffisamment pris en considération dans la planification et l'exécution des projets et programmes de développement;
- les questions liées à la méconnaissance de la plupart des femmes en ce qui concerne leurs droits d'utilisation de la terre ne sont pas analysées pour lever les contraintes principales;
- les limites socioculturelles de la mobilité féminine et les difficultés des femmes à communiquer avec les techniciens ou conseillers masculins sans réputation;
- l'analphabétisme des femmes et un faible degré de scolarisation des filles s'ajoutent aux difficultés mentionnées plus haut pour complexifier davantage la position des femmes face à la gestion des ressources naturelles. Comme cela a été noté dans la quasi-totalité des communes, les femmes ont une connaissance empirique de l'environnement naturel, de la fertilité de la terre ou de la vulnérabilité de certaines zones; c'est à elles qu'on affecte les terres pauvres et ce sont elles qui exploitent les produits de cueillette comme le karité, le néré, le baobab et le jujubier très protégés dans les zones de savane;
- l'incapacité ou le manque d'intérêt du personnel de l'encadrement technique à s'adresser directement aux femmes et la faible connaissance par ce personnel des pratiques d'utilisation féminine des ressources naturelles ne permettent pas de connaître, comprendre et prendre en charge les besoins de celles-ci.

#### 4.8. Genre et chaînes de valeur agricoles

Dans le secteur de l'agriculture, les femmes sont présentes tout au long de la chaîne agricole, mais elles ne disposent pas des moyens nécessaires pour accroître leur production et leur productivité (manque d'accès, de contrôle et de propriété de la terre et des moyens de production, etc.). Elles s'occupent généralement du petit élevage et de toutes les activités liées à la transformation des produits agricoles et la commercialisation. Ce rôle de productrices à part entière n'est pas toujours valorisé ni comptabilisé. Les femmes s'investissent principalement dans les cultures vivrières et maraîchères destinées à la subsistance de la famille. Le défi de la sécurité alimentaire ne peut s'envisager sans compter sur leur contribution dans la production alimentaire ni chercher à améliorer leur accès au foncier. La stratégie nationale de développement de la micro finance cible le genre dans son axe stratégique n°3. Elle met l'accent sur le renforcement de l'accès des femmes aux services financiers sur l'ensemble du territoire.

Dans le domaine du commerce, le Projet d'appui aux commerçants-détaillants et le Projet cadre intégré ciblent largement les femmes. A ce titre, il y a lieu de rappeler que les femmes représentent 60% des bénéficiaires du Projet d'appui aux commerçants-détaillants. Quant au projet Cadre intégré, il cible les filières porteuses dans lesquelles les femmes sont fortement sollicitées tels que la transformation du karité, production de la mangue de la gomme arabique, etc. Les femmes sont impliquées plus que les hommes dans la transformation des produits agricoles (24% de femmes contre 5% d'hommes).

#### 4.9. Genre et gestion post-récolte

Les femmes n'ont pas le contrôle de la production familiale car ce sont les hommes qui produisent (dans certains cas), stockent et prélèvent les bottes de mil dans le grenier. Concernant la gestion des vivres destinés à l'alimentation familiale, les femmes qui vivent dans des ménages monogames sont beaucoup plus associées aux prises de décisions. Par contre, dans les ménages polygames, c'est plutôt la première arrivée dans le ménage qui est concertée ou du moins informée des décisions que le mari veut prendre en matière de sécurité alimentaire.

En milieu agricole, ce sont les hommes qui décident de la répartition des récoltes. Ils font des dons à certains membres de la famille et aux voisins démunis envers lesquels ils ressentent un devoir de solidarité. En charge de la préparation des repas, les femmes doivent communiquer aux hommes la ration journalière nécessaire et prévenir en cas d'insuffisance de celle-ci. En cas d'épuisement du stock, c'est l'homme qui décide quoi acheter comme vivres même si, par ailleurs, l'achat doit provenir des ressources de la femme (revenus de la vente des ruminants). Celle-ci ne se prononce que s'il lui demande son avis. Ce comportement des femmes semble s'expliquer par : i) un souci de respect de la dignité du conjoint (pour ne pas le frustrer, l'humilier en le mettant face à son incapacité de nourrir le ménage); ii) la crainte de la réplique de celui-ci (insulter la femme, se fâcher contre elle, refuser de consommer le repas familial, acte interprété et/ou vécu comme une humiliation). Cependant, la contribution de la femme à la sécurité alimentaire est rarement exigée ou revendiquée de façon ouverte; elle est souvent imposée par : i) l'indisponibilité de ressources du chef de ménage; ii) la plus grande disponibilité de ressources chez la femme ou encore iii) la présence des enfants qui exigent d'elle une capacité accrue de mobilisation de ressources pour faire face à son rôle nourricier.

La participation des femmes aux prises des décisions alimentaires est conditionnée, entre autres, par leurs capacités de mobilisation de ressources, leur participation effective à la prise en charge de la famille, au partage des responsabilités familiales et éventuellement par le nombre d'enfants. Le lait frais, le lait caillé, le beurre frais, le beurre cuit et le fromage sont différemment répartis aux membres du ménage suivant l'ethnie d'appartenance. Chez les Peulhs, Sarakolés, Soninkés, Kassoukés, Bambaras, Kakolos et Dogons, le lait frais et le lait caillé appartiennent aux couples, qui décident ensemble de son utilisation. Chez les Maures, par contre, le lait frais et le lait caillé appartiennent aux hommes. Chez les autres sédentaires, où les troupeaux sont petits et peu nombreux, ces produits sont consacrés à la consommation familiale.

#### 4.10. Genre et vulgarisation agricole

La vulgarisation agricole est définie comme un service ou un système qui, au moyen de procédés éducatifs, aide la population rurale à améliorer les méthodes et les techniques agricoles, à accroître la productivité et les revenus, à améliorer le niveau de vie et à élever les normes sociales et éducatives de la vie rurale. En vulgarisation agricole, l'objectif est de promouvoir chez les populations rurales les connaissances qu'elles doivent s'approprier pour subvenir à leur alimentation et celle des autres. Aspect non formel de l'enseignement, la vulgarisation agricole met en contact les populations rurales et les services agricoles (au sens large) de l'Etat.

Les bénéficiaires identifiés sont d'abord les populations rurales concernées par les différents types d'intervention, en l'occurrence les villageois, les femmes, les jeunes, les chefs d'exploitation, les opérateurs privés, les commerçants transporteurs de bois et de charbon, les artisans et les forgerons ainsi que tous les producteurs d'une manière générale. L'autre catégorie de bénéficiaires est constituée de structures/institutions, notamment les collectivités décentralisées, les associations et groupements villageois, les comités de gestion, les organisations paysannes et les groupements d'exploitants. Ensuite viennent les décideurs, les institutions et organismes de coopération, les structures d'encadrement, les ONG et la recherche.

L'apport des engrais dans l'agriculture est une nécessité pour l'augmentation de la productivité. La contrainte concernant cet apport d'intrants est souvent relative à la problématique foncière. Les modes d'accès à la terre n'encouragent pas toujours les agriculteurs, particulièrement les agricultrices, à investir dans les intrants. Les cultures qui bénéficient des intrants sont fonction de la spécificité culturelle des régions. Dans la zone Mali-Sud, le coton demeure la principale culture sur laquelle la garantie est faite. Il faut souligner la domination du crédit/intrants CMDT/BNDA.

**Tableau 4: Evolution du pourcentage de superficie en semences améliorées**

Culture	2006		2008	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Mil	0,4		9,6	8,9
Sorgho	0,9	1,2	10,1	5,7
Riz	9,9	4,4	46,6	10,0
Mais	3,2	0,2	19,8	29,9
Fonio			2,9	0,8
Patate			28,1	
Niébé	2,4	10,7	9,3	9,0
Arachide	2,4	1,4	5,4	9,6
Voandzou	0,9	0,1	1,3	1,7
Sésame	51,1	71,4	28,5	40,8
Gombo			1,7	16,3
Pastèque			26,5	
Coton	90,9	63,6	100,0	100,0
<b>Total culture</b>	<b>12,4</b>	<b>3,4</b>	<b>19,7</b>	<b>9,6</b>

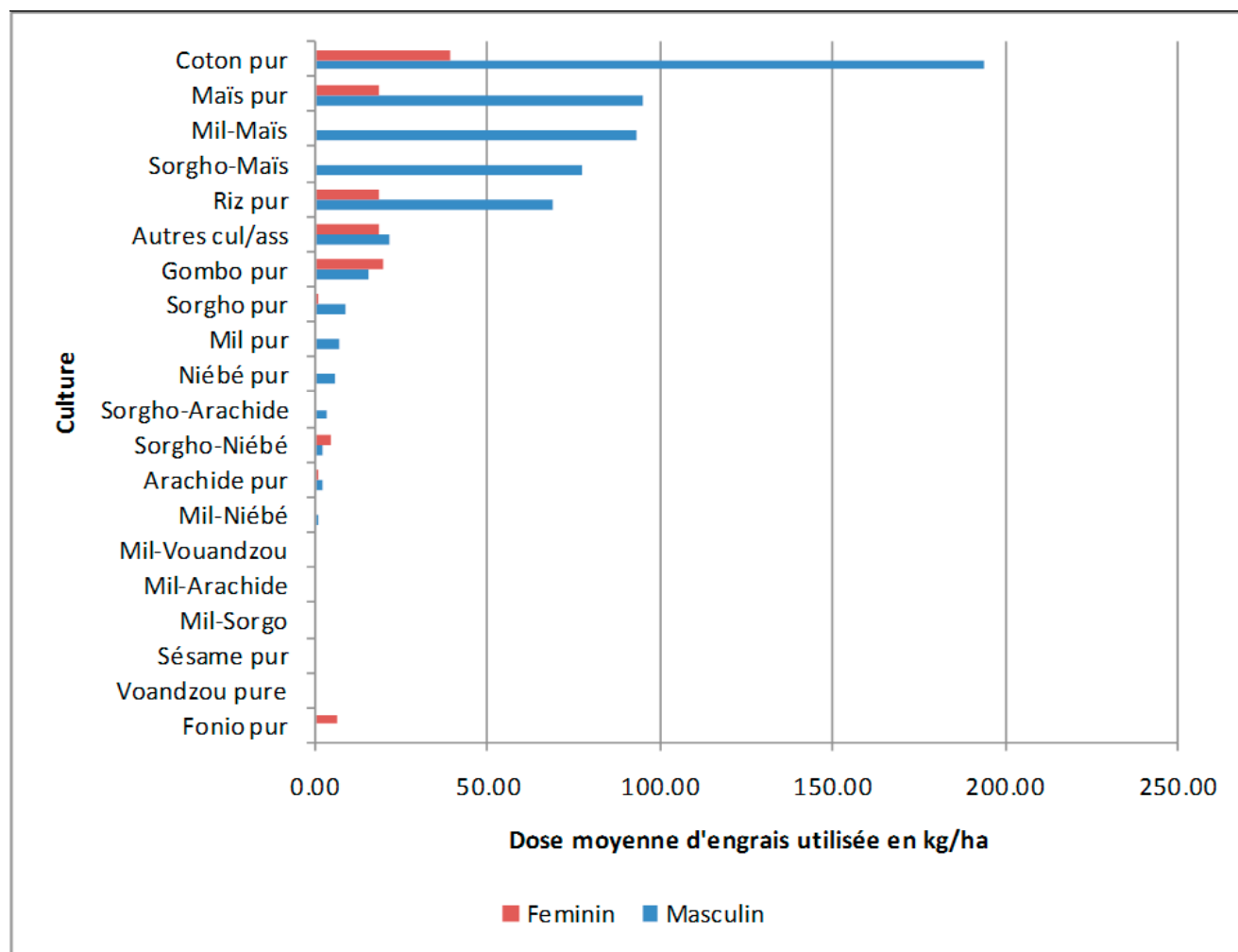
Source: Dimension genre du secteur agricole au Mali (CPS/SDR-2010)

Dans les zones rizicoles ou de culture de blé, leur garantie est certainement liée à la récolte de leur première spéculation. L'analyse nous montre que les hommes utilisent plus d'intrants: 40,11 kg contre 6,05 kg pour les femmes. Le coton demeure la spéculation qui bénéficie de plus d'intrants. La culture du coton est souvent menée par les groupements des femmes. Cette activité collective améliore leur droit d'accès non seulement aux intrants mais aux autres matériels dont bénéficient les producteurs de l'or blanc. La culture du coton par les associations de femmes permet aussi une augmentation de leurs revenus. Les hommes sont les plus grands utilisateurs d'engrais. L'accès à l'engrais semble être une des principales contraintes de production des femmes. Les cultures les plus concernées par l'apport d'engrais sont: le coton, le maïs pur, le mil/maïs, le sorgho/maïs et le riz pur. Nous constatons que les hommes bénéficient davantage de garantie pour accéder aux engrais que les femmes.

Les semences améliorées occupent aussi une place importante dans la vulgarisation agricole. Les cultures fortement touchées par l'utilisation de semences améliorées sont notamment les cultures commerciales. Concernant le riz, l'augmentation est passée de 9,9% à 46,6%. Chez les femmes, de 4,4% à 10,%. Ce bond significatif s'explique en partie par la subvention accordée par l'Etat pour les semences de riz en 2008. Pour le maïs, l'augmentation pour les hommes est passée de 3,2% à 19,8% contre 0,2 à 29,9% pour les femmes. Le coton, 100% pour les deux catégories. La pastèque est presque cultivée uniquement par les hommes, avec un pourcentage de 26,5%. Le sésame et le gombo sont des cultures dont la semence connaît une augmentation. Nous constatons que les femmes ont été plus impliquées dans l'adoption des semences améliorées de ces cultures que les hommes en 2008. Pour le sésame, c'est 40,8 % pour les femmes contre 28,5 % pour les hommes. Et la semence du gombo a augmenté de 26,5% pour les femmes et de 16,3% pour les hommes en 2008.

L'utilisation de la semence améliorée par les hommes et les femmes responsables de parcelle a beaucoup évolué en 2008; l'utilisation a presque doublé pour les deux catégories. Cette augmentation est due d'une part à l'utilisation de la semence améliorée de plusieurs cultures mais aussi au soutien de l'Etat à l'agriculture, notamment la riziculture. La subvention des semences améliorées semble être plus profitable aux productrices qui ont davantage l'attention particulière dans l'appui-conseil, toutes choses qui favorisent la réduction de la disparité entre les sexes dans l'accès à la semence améliorée. Le fait que les hommes utilisent plus de semences améliorées que les femmes s'explique par le fait que les hommes ont plus de revenus que les femmes pour leur achat et qu'ils exploitent plus de superficies qu'elles.

**Graphique 1: Dose moyenne d'engrais utilisés en kg/ha selon le sexe du propriétaire de parcelle**



#### 4.11. Genre et commercialisation agricole

Le commerce est une activité non négligeable aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Selon les constats, dans la commercialisation des quatre chaînes de valeur céréalières les plus importantes au Mali (mil, sorgho, riz et maïs), les femmes sont moins impliquées. Cette situation peut s'expliquer par le fait qu'elles ne sont pas de grandes productrices de céréales du fait de leur faible accès aux facteurs de production. Les femmes sont plutôt fortement impliquées dans la commercialisation des produits agroalimentaires. La commercialisation des céréales implique plusieurs intervenants. Ce sont les agriculteurs, collecteurs, grossistes, semi-grossistes et détaillants qui exercent les fonctions de commercialisation, d'autres agents fournissant divers services comme le transport et l'entreposage. La structure de commercialisation des céréales fait appel à un grand nombre de collecteurs des zones de culture, eux-mêmes reliés aux grossistes qui sont en fait le moteur du système parce qu'ils achètent de grandes quantités de céréales en grain et approvisionnent les marchés. Les grossistes n'achètent pas directement auprès des cultivateurs, à l'exception de très grands producteurs qui peuvent les approvisionner directement.

Au Mali, le coton se cultive en famille dans des champs familiaux. Tous les membres du ménage contribuent au travail et les femmes sont fortement impliquées dans la récolte mais c'est le chef de famille qui gère les revenus des ventes de coton qu'il utilise pour couvrir le coût des intrants ainsi que des produits de consommation essentiels du ménage si la production propre de la famille est insuffisante. Les chefs de famille (en général les hommes) utilisent tous les excédents de revenus disponibles au-delà de ce qui est nécessaire pour les intrants, produits de consommation de base ou nécessités personnelles. Dans le domaine de l'élevage, les femmes jouent un rôle central dans la chaîne de valeur du lait local par leurs activités de traite et en tant que travailleuses rémunérées dans les coopératives laitières périurbaines. Les consommateurs préfèrent acheter le lait auprès des femmes peules dont le lait est réputé de qualité. Par conséquent, les

femmes de cette ethnie travaillent également dans les kiosques de vente. Le karité – appelé aussi ‘l’or des femmes’ – représente une part importante du revenu des femmes rurales.

Les intervenants de la chaîne de valeur constitués majoritairement de femmes sont organisés aujourd’hui en coopératives et en fédération en vue d’améliorer l’organisation de la transformation et de la commercialisation des produits du karité. Selon certaines estimations, les revenus de la vente du karité représentent jusqu’à 90% du revenu en espèces des femmes dans ses zones de production. La chaîne de valeur du karité bénéficie d’un effet multiplicateur de la croissance rurale relativement élevé car il se vend souvent au comptant sur les marchés hebdomadaires pour gagner de l’argent qui servira à acheter les ingrédients nécessaires à la fabrication des sauces servies avec les céréales des repas, les médicaments, les fournitures scolaires (y compris les frais de scolarité).

## 4.12. Genre et finance rurale

En milieu rural au Mali, les hommes et les femmes n’ont pas les mêmes chances en matière de finance. La femme rurale a moins de chance d’accéder aux financements des activités qu’elle voudrait initier à travers le système financier traditionnel: moins de 5% ont accès aux crédits de campagne. Les crédits octroyés dans le domaine agricole sont généralement des prêts en espèces ou en nature (matériels agricoles, bœufs de labour, bicyclettes, mobylettes, intrants, insecticides, herbicides, etc.). Le crédit en espèces est donné en période de soudure. Il est important de signaler que les crédits agricoles sont remboursables avec l’argent du coton ou du riz (zone inondée), et cela ne se fait pas à l’avantage des femmes. Aussi, les services de crédits agricoles ne traitent pas directement avec les femmes car celles-ci n’ont pas de source de revenu garanti. Dans la plupart des cas, ce sont les hommes (époux) qui sont avaliseurs pour les femmes. Les femmes réunies en groupement et exploitant une parcelle collective de culture commerciale peuvent bénéficier de crédits.

Sur le plan national, on constate que les hommes ont davantage accès au crédit que les femmes. Nous pouvons comprendre que les femmes ayant un faible revenu prennent des prêts modiques car non seulement elles ont peur de la dette mais aussi de l’accablant des services de recouvrement.

Les hommes empruntent généralement des montants plus importants les hommes bénéficient de presque 100% des crédits de plus de 250.000 FCFA. Les femmes bénéficiaires de crédit empruntent des montants inférieurs à 25.000 FCFA (30% en 2006/2007). Ensuite viennent celles qui prennent des montants de 25.000–50.000 FCFA (14,1% en 2008-2009). Seulement 1,8% de femmes ont emprunté un montant entre 100.000 et 200.000 FCFA en 2008. Les femmes ne possédant pas de source de revenu garantie n’osent pas prendre de somme importante par souci de ne pas pouvoir le rembourser. En 2012-2013, l’enveloppe de ce financement

**Tableau 5: Répartition régionale des bénéficiaires de crédit selon le sexe (en %)**

2004-2005		2006-2007		2008-2009	
Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
94	6	93	7	93	7

Source: Rapport genre 2012

**Tableau 6: Répartition des bénéficiaires de crédit selon le montant emprunté et le sexe**

Tranche de montant emprunté (FCFA)	2004-2005		2006-2007		2008-2009	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Moins de 25 000 FCFA	77,6	22,4	69,7	30,3	92,4	7,6
25 000 à 50 000 FCFA	85,1	14,9	94,5	5,5	85,9	14,1
50 000 à 100 000 FCFA	95,5	4,5	95,9	4,1	88,1	11,9
100 000 à 200 000 FCFA	98,0	2,0	94,4	5,6	98,2	1,8
200 000 à 250 000 FCFA	99,4	0,6	97,3	2,7	100,0	
Plus de 250 000 FCFA	100,0		99,3	0,7	100,0	

Source: CPS/SDR –2010 (Dimension genre du secteur agricole au Mali)

est estimée à 35,8 milliards dont 99% sont revenus aux hommes contre seulement 1% pour les femmes. Mais au fil des années, l'accès des femmes aux crédits bancaires s'est amélioré.

Les programmes de développement du microcrédit ont permis de relâcher les restrictions antérieures associées à la faiblesse des revenus et au fait que les femmes ne pouvaient pas fournir de garanties. Les Maliennes ont désormais accès à des centaines d'associations proposant du crédit mutuel, des mécanismes indépendants de gestion de l'épargne au niveau des villages et des prêts à court terme. Les femmes représentent presque la moitié des bénéficiaires de ces institutions de crédit (Index institutions sociales et égalité hommes-femmes, 2010). En dépit de ces progrès, les femmes ont toujours un accès moindre au crédit et ont plus de mal à obtenir des prêts individuels bien qu'elles aient la réputation de les rembourser fidèlement (Nations Unies, 2009).

#### 4.13. Genre et changement climatique

Les changements climatiques constituent de nos jours un des défis majeurs pour le développement socio-économique de tous les pays. Les pays en développement comme le Mali sont particulièrement à risque, en raison de leurs bas revenus, de la faiblesse de leur capital humain et de leur vulnérabilité économique. Il ressort des différentes études menées sur le changement climatique (CC) au Mali que les principaux défis climatiques auxquels le pays est exposé sont les sécheresses, inondations, vents violents et fortes variations de température. Ces changements climatiques menacent en premier lieu le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche) et l'exploitation des forêts, secteurs clés de l'économie du pays. La santé, les ressources en eau, les infrastructures, l'industrie et les mines sont aussi exposées aux changements climatiques (AEDD, 2011). D'un côté, les femmes sont victimes des effets néfastes des changements climatiques mais de l'autre, certaines activités féminines – telles que la teinture des Bazins et les transformations artisanales de produits agricoles – ont des impacts négatifs sur l'environnement.

Des mesures concrètes doivent accompagner les campagnes de sensibilisation en cours: aménagement de fosses de collecte pour les eaux usées des teinturières, aménagement des ateliers des savonneries, etc. Pour faire face aux défis du changement climatique, diverses actions ont été initiées par les différents acteurs dans plusieurs secteurs. C'est ainsi que la Politique nationale sur les changements climatiques a été élaborée et servira de cadre de référence aux différentes interventions dans le domaine. Les projets, programmes et stratégies s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique nationale sur les changements climatiques du Mali repose sur plusieurs principes dont le principe de l'équité et de la responsabilité commune mais différenciée.

#### 4.14. Genre et protection sociale dans le secteur agricole

La protection sociale est de plus en plus considérée comme un moyen essentiel de faire reculer la pauvreté dans les pays à faible revenu comme le Mali. Selon l'Union africaine, la protection sociale est «une gamme d'actions protectrices publiques entreprises par l'Etat et d'autres acteurs en réponse aux niveaux inacceptables de vulnérabilité et de pauvreté et qui visent à garantir une restauration des droits humains face aux risques de destruction dans la tranche de populations qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, sont incapables de se prendre en charge.

Au Mali, le gouvernement a défini la protection sociale comme «l'ensemble des mesures à travers lesquelles la société se propose de protéger les citoyens contre des risques sociaux» (Déclaration de politique de protection sociale, MDSSPA 2002). Elle englobe l'ensemble des mécanismes relatifs à la sécurité sociale, l'action sociale et l'aide sociale. Elle vise à assurer un minimum de bien-être aux individus en luttant efficacement contre la pauvreté, l'exclusion sociale, les discriminations, les risques de la vie et les chocs exogènes. De plus en plus, cet outil de solidarité est perçu par les autorités comme un des éléments clés se situant au cœur des stratégies d'une croissance pro-pauvres. Avec l'adoption de sa politique nationale, la protection sociale demeure un moyen sûr de réduire la vulnérabilité économique, sociale, alimentaire/nutritionnelle et d'autres stress.

De nos jours, nous assistons à un effritement progressif de ces valeurs de solidarité familiale et communautaire du fait des effets pervers de la modernisation, doublés du poids démographique et de l'émergence de nouveaux besoins prioritaires, ce qui se traduit par une faiblesse dans la prise en charge des problèmes

**Tableau 7: Répartition des bénéficiaires par région selon le type de prestation reçue et le sexe**

Région	Type de prestations	Sexe du bénéficiaire					
		Masculin		Féminin		Total	
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Kayes	Sécurité Sociale	10	5,2	13	7,0	23	6,1
	Aide Sociale	5	2,6	3	1,6	8	2,1
	Action Sociale	1	0,5	1	0,5	2	0,5
Koulikoro	Sécurité Sociale	10	5,2	12	6,5	22	5,8
	Aide Sociale	3	1,6	7	3,8	10	2,6
	Action Sociale	4	2,1	4	2,2	8	2,1
Sikasso	Sécurité Sociale	14	7,3	9	4,8	23	6,1
	Aide Sociale	3	1,6	3	1,6	6	1,6
	Action Sociale	7	3,6	1	0,5	8	2,1
Ségou	Sécurité Sociale	18	9,3	10	5,4	28	7,4
	Aide Sociale	10	5,2	11	5,9	21	5,5
	Action Sociale	3	1,6	1	,5	4	1,1
Mopti	Sécurité Sociale	10	5,2	9	4,8	19	5,0
	Aide Sociale	4	2,1	7	3,8	11	2,9
	Action Sociale	3	1,6	6	3,2	9	2,4
Tombouctou	Sécurité Sociale	8	4,1	5	2,7	13	3,4
	Action Sociale	9	4,7	7	3,8	16	4,2
Gao	Sécurité Sociale	14	7,3	10	5,4	24	6,3
	Aide Sociale	11	5,7	11	5,9	22	5,8
Kidal	Sécurité Sociale	13	6,7	11	5,9	24	6,3
	Aide Sociale	3	1,6	5	2,7	8	2,1
	Action Sociale	3	1,6	4	2,2	7	1,8
Bamako	Sécurité Sociale	17	8,8	21	11,3	38	10,0
	Aide Sociale	2	1,0	6	3,2	8	2,1
	Action Sociale	8	4,1	9	4,8	17	4,5
<b>TOTAL</b>		<b>193</b>	<b>100</b>	<b>186</b>	<b>100</b>	<b>379</b>	<b>100</b>

Source: enquête ad hoc sur la protection sociale, 2011

sociaux et des mécanismes de mobilisation des ressources pour le financement des actions de solidarité. Il en résulte la marginalisation et l'exclusion sociale de certains groupes sociaux notamment les personnes vulnérables (femmes, enfants, personnes handicapées, personnes âgées, orphelins). Pour la prise en charge de ces groupes, des efforts ont été déployés par les autorités du pays au cours des dix dernières années en matière d'investissement dans les services sociaux accessibles de base, notamment la réforme du système éducatif (création des Centres d'éducation pour le développement (CED), des medersas, des Ecoles de base, etc.); la multiplication des CSCOM, la promotion des médicaments essentiels; la gratuité de la césarienne; la lutte contre les pires formes du travail de l'enfant; l'adoption de la Politique nationale genre, la politique des logements sociaux; la création de la Banque Malienne de Solidarité; le développement du système financier décentralisé; l'extension de la protection sociale avec le développement des transferts sociaux, l'adoption de l'Assurance maladie obligatoire (AMO) et du Régime d'assistance médicale (RAMED), etc.

La protection sociale couvre l'ensemble des branches d'activité. En ce qui concerne l'agriculture, l'élevage, la chasse et la sylviculture, 0,6% de femmes contre 9,4% d'hommes sont bénéficiaires.

#### 4.15. Genre et institutions rurales

Au Mali, le nombre d'exploitations était estimé à 805 194 en 2008. Les exploitations agricoles dirigées par les hommes sont majoritaires avec 96,9% tandis que 3,1% des exploitations sont gérées par des femmes (soit 24 636

exploitations agricoles). Les femmes ont en général moins accès à la terre que les hommes. Les exploitations gérées par les femmes ont généralement de petites superficies: 54% ont moins d'un hectare contre 17 % pour les hommes. La superficie moyenne des parcelles des femmes est nettement inférieure à celle des hommes (0,5 contre 1,5 ha).

L'organisation des producteurs est assez bien amorcée, puisque 31,2% des exploitations agricoles appartiennent à une organisation paysanne. Les chefs d'exploitation féminins ont moins accès aux organisations paysannes: 17% d'entre elles appartiennent à une organisation paysanne contre 32% pour les hommes. Les producteurs agricoles (agriculteurs, éleveurs, exploitants forestiers, pêcheurs) se sont engagés dans la quête de l'appropriation institutionnelle, organisationnelle et l'autopromotion. Deux textes majeurs ont été adoptés ces dernières années pour régir les organisations paysannes agricoles. Il s'agit de la Loi N°01-706 du 16 juillet 2001 régissant les sociétés coopératives en République du Mali et la Loi N°04-038 du 5 août 2004 régissant les associations. Au niveau de la base, les organisations paysannes et éleveurs se développent, et les organisations traditionnelles (tontines villageoises, groupements de femmes) sont parfois formalisés (formation des unions) en vue d'accéder à des services (crédits, appuis conseils, investissements, etc.). Tandis que les groupes les plus dynamiques ont peu de difficultés à accéder aux services, les groupes les plus vulnérables comme les femmes ont besoin d'un appui de capacité substantielle (alphabétisation, subvention des services) pour survivre.

Les organisations de la profession agricole (coopératives, associations, syndicats, etc.) sont des partenaires privilégiés de l'Etat dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques agricoles. Ces organisations à la base sont représentées au niveau local et régional par les Chambres locales et régionales d'agriculture. Les Chambres d'agriculture sont des organes consultatifs et professionnels représentant les intérêts du monde rural. Elles ont le statut de Chambres consulaires et ont pour ressortissants les professionnels exerçant à titre principal dans les secteurs d'activité ci-après: agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière. Dans ces institutions, ce sont les grands producteurs qui sont les mieux représentés. A cause de leur faible accès à la terre et aux facteurs de production, les femmes et les jeunes ne sont pas de grands producteurs, ce qui entrave leur émergence dans les instances de gouvernance en milieu rural.

#### 4.16. Genre et technologies

L'accès aux équipements a un impact considérable sur la productivité et la production agricole. Vu le coût d'accès assez élevé, les équipements sont en général propriété de l'exploitation agricole. Le faible revenu des femmes et leurs accès limité aux crédits agricoles font qu'elles sont moins nombreuses à être propriétaires d'équipement agricole et qu'elles y ont donc un accès limité. Parmi les productrices qui possèdent

**Tableau 8: Pourcentage d'exploitations dotées d'un attelage complet de labour selon le sexe du chef**

Campagne agricole	2004-2005		2006-2007		2008-2009	
Sexe	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Type d'équipement						
Multiculteur	11,7	1,8	15,4	3,9	17,1	1,9
Charrue	47,5	20,2	59,5	19,1	65,4	31,9
Houe asine	4,6	0,4	12,8	1,9	17,3	21,1
Semoir	13,5	2,0	18,6	3,9	22,5	2,7
Herse	5,2	0,3	5,6	1,0	9,5	
Pulvériseur	0,4	0,0	0,3		4,0	
Motoculteur	0,2	0,0	0,6		0,7	
Décortiqueur à riz	0,3		0,1		0,1	
Egreneur à maïs	0,2				0,1	
Batteuse à riz	0,3		0,5			
Batteuse à mil	0,2		0,2	0,3	1,8	
Groupe moto	0,7	0,3	1,3	8,0	0,4	

Source: CPS/SDR -2010 (Dimension genre du secteur agricole au Mali)

des équipements, 43% ont des charrues, 35% des houes asines et 10% des charrettes. Les autres types d'équipement sont exclusivement détenus par les producteurs.

Quel que soit le type d'équipement, les exploitations des femmes sont toujours sous-équipées par rapport à celles des hommes. Les équipements des exploitations féminines sont constitués essentiellement de charrues. Le manque d'équipement des femmes est une considération non négligeable dans leur productivité. Au sein de l'exploitation, elles ne peuvent avoir le matériel que lorsque le travail est terminé dans les autres parcelles, induisant souvent des retards dans le calendrier des cultures. Dans les régions de culture du coton, les équipements sont généralement fournis avec la garantie d'être remboursés sur l'argent du coton. Les femmes étant très peu représentées dans cette activité, elles bénéficient donc très peu de ces équipements. La caution solidaire permet aussi d'accéder aux équipements agricoles. Par rapport aux intrants qui viennent en complément des équipements, l'apport des engrais dans l'agriculture est une nécessité pour l'augmentation de la productivité. La contrainte concernant cet apport d'intrants est souvent relative à la problématique foncière.

Les modes d'accès à la terre n'encouragent pas toujours les agriculteurs, particulièrement les femmes, à investir dans les intrants. En milieu rural, l'accès comporte différents aspects: prêts, emprunts et échanges à l'intérieur des villages ou avec les villages environnants. Il ne faut pas négliger non plus le problème du pouvoir d'achat ni celui de l'approvisionnement. Les cultures qui bénéficient d'intrants sont fonction de la spécificité culturelle des régions. Dans la zone Mali-Sud, le coton demeure la principale culture sur laquelle la garantie est faite. Il faut souligner la domination du crédit/intrants CMDT/BNDA. Dans les zones rizicoles ou de culture de blé, leur garantie est certainement liée à la récolte de leur première spéculation. L'analyse nous montre que les hommes utilisent plus d'intrants (40,11 kg contre 6,05 kg pour les femmes). Le coton demeure la spéculation qui bénéficie de plus d'intrants. Les hommes utilisent 193,30 kg, les femmes 38,77 kg. La culture du coton est souvent menée par les groupements de femmes. Cette activité collective améliore leur droit d'accès non seulement aux intrants mais aux autres matériels dont bénéficient les producteurs de l'or blanc. Dans la zone de l'Office du Niger (ON) où le riz est la principale culture, les hommes utilisent presque la même quantité que les femmes (36,68 kg pour les hommes et 33,61 kg pour les femmes).

#### 4.17. Genre et planification du développement rural

Le développement durable d'un pays dépend d'une bonne planification qui prend en compte les besoins de toutes les composantes de sa société. C'est dans ce cadre que le Mali a pris des mesures tant au niveau national que sectoriel. Avant la crise multidimensionnelle en 2012 (sécuritaire, politique, institutionnelle) existaient au niveau macro deux orientations politiques majeures: le Cadre stratégique de croissance et de réduction de la pauvreté (CSCR) et la Politique Nationale Genre du Mali (PNG-Mali). Le CSCR 3<sup>ème</sup> génération porte une attention particulière au renforcement des capacités des femmes rurales dans la sécurité alimentaire, notamment à travers: (i) leur accès accru à la terre aménagée et aux parcelles agro-forestières; (ii) le renforcement des capacités organisationnelles des groupements professionnels des femmes dans les domaines agro-sylvo-pastoraux; (iii) l'accès accru des femmes aux techniques modernes de conservation et transformation des produits agro-sylvo-pastoraux; (iv) l'implication accrue des femmes dans les programmes et projets de conservation et restauration des ressources forestières et fauniques. En 2010, le Gouvernement du Mali a adopté la PNG-Mali pour servir d'outil pour la mise en œuvre des objectifs du CSCR en matière de genre et équité sociale. Parmi les six orientations stratégiques de la PNG-Mali, la troisième cible les préoccupations relatives à l'autonomisation économique des femmes rurales et leur renforcement dans la sécurité alimentaire du pays. A cet effet, trois des quatre axes d'intervention de cette orientation ciblent des objectifs pour réduire les écarts économiques entre les hommes et les femmes des zones rurales.

Après avoir traversé une crise sécuritaire et politique majeure, le Mali s'inscrit désormais dans une trajectoire politique apaisée. C'est ainsi que le Gouvernement du Mali et ses partenaires ont élaboré le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD) qui porte sur la période 2016-2018. Le Cadre est à la fois une reformulation et un prolongement du Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR 201-2017) du fait de la nécessité d'une plus grande mise en cohérence des différentes politiques et stratégies actuellement en vigueur. Il est le cadre de référence à moyen-terme pour la conception, la mise en œuvre et le suivi des différentes politiques et stratégies de développement, tant au niveau national que sectoriel.

La PNG-Mali reste toujours un outil privilégié pour la mise en œuvre des objectifs du CREDD en matière de genre et équité sociale. Dans le cadre de la mise en œuvre de ces politiques et stratégies le Mali a pris certaines dispositions spécifiques favorables à la réduction des inégalités dans le secteur du développement rural dont: (i) la Loi d'orientation agricole (LOA) qui vise à relever les difficultés du monde rural et améliorer la production agricole; (ii) l'élaboration du Guide de planification et de budgétisation sensible au genre, conduit par le Département des finances à l'endroit des départements sectoriels dont ceux du développement rural concernés par la mise en œuvre du plan d'action 2011-2013 de la PNG-Mali; (ii) la création du Fonds d'appui à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant (FAFE) pour soutenir la mise en œuvre de la PNG-Mali.



©FAO / Swiatoslaw Wojtkowiak

**C4 Laboratoire de projet scientifique Mme Barry Tinamoud CISSE travaillant.**

## 5. Analyse des parties prenantes

**Les acteurs du secteur agricole définis par la LOA sont: l'Etat, les collectivités territoriales, les organismes personnalisés à vocation agricole, les exploitations agricoles, les associations, les coopératives, les organisations interprofessionnelles, les ONG et autres organisations de la société civile. Ils doivent concourir, en concertation, à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation de la PDA. Les rôles et les capacités de chacune de ces catégories d'acteurs ainsi que les mécanismes de gouvernance sont analysés comme suit:**

- **L'État** – Le contexte institutionnel actuel du secteur agricole est caractérisé par l'existence de plusieurs ministères ayant en charge le pilotage des interventions publiques dans le secteur, à savoir: Ministère de l'agriculture, Ministère de l'élevage et de la pêche, Ministère de l'environnement et de l'assainissement. En outre, il existe un commissariat ayant en charge les questions de sécurité alimentaire. De manière spécifique, les ministères du secteur ont en charge l'élaboration et la mise en œuvre des politiques sous-sectorielles dans leurs domaines de compétence respectifs en synergie avec les départements ministériels et autres structures concernés par le développement rural. L'insuffisance de synergie entre les départements, l'instabilité institutionnelle, le vieillissement des ressources humaines sont des facteurs à corriger à ce niveau.
- **Les collectivités territoriales** – Le pays compte 703 communes dont 96 urbaines, 49 Conseils de cercle et 8 Conseils régionaux ayant la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage du développement dans le ressort de leur compétence. A ce titre, ils élaborent, mettent en œuvre et évaluent, en concertation avec la profession agricole, les schémas et plans d'aménagement et de gestion de l'espace agricole de leurs territoires respectifs ainsi que leurs programmes de développement agricole. Le dispositif est en place mais le processus de transfert des compétences et des ressources aux collectivités territoriales reste à parachever. Les expériences de délégation de maîtrise d'ouvrage délégué des investissements agricoles sont à renforcer.
- **Les Organisations de la société civile** – Les organisations de la société civile (OSC) à vocation Agricole, dont les associations de consommateurs, participent à la mise en œuvre de la PDA. Les ONG sont des acteurs importants pour la promotion du monde rural, le développement agricole et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations fragiles. Toutefois, on note des problèmes de synergie d'actions avec les services techniques de l'Etat.
- **Les Chambres d'agriculture et l'APCAM** – La Chambre régionale d'agriculture et l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture du Mali constituent auprès des pouvoirs publics les organes consultatifs et professionnels des intérêts agricoles. A ce titre, elles donnent leur avis à la demande des pouvoirs publics ou formulent des suggestions de leur propre initiative sur les questions agricoles ou relatives au monde rural, notamment: (i) la politique des prix, des revenus, du crédit et de la commercialisation des produits agricoles; (ii) la réglementation relative aux activités agricoles, pastorales, forestières, piscicoles, fiscales et douanières concernant les activités rurales; (iii) la législation relative au droit du travail des entreprises agro-sylvo-pastorales ainsi que celle relative au droit foncier en milieu rural; (iv) la formation professionnelle agricole; (v) les moyens à mettre en œuvre afin d'accroître le développement de l'agriculture. En dépit des avancées significatives enregistrées au cours des dernières années, le réseau des Chambres d'agriculture manque généralement de moyens pour la mise en œuvre des plans d'orientation des différentes mandatures et la tenue régulière des sessions consulaires. Il connaît des difficultés de coordination.

- **Les organismes personnalisés à vocation agricole** – Les autres organismes personnalisés à vocation agricole regroupent les structures publiques œuvrant dans le domaine agricole et dotées de personnalité morale et d'autonomie financière. Il s'agit notamment des établissements publics à vocation agricole à caractère administratif, professionnel, scientifique et technique, ou industriel et commercial; ils ont pour vocation d'assurer la maîtrise d'ouvrage délégué du développement agricole et rural dans leur zone d'intervention. Dans l'ensemble, les instances de gouvernance de ces institutions sont fonctionnelles. Elles sont cependant confrontées à une faiblesse des ressources financières propres et au vieillissement du personnel à tous les niveaux.
- **Les Organisations professionnelles agricoles (OPA)** – Les Organisations professionnelles agricoles sont des groupements de personnes physiques ou morales, à vocation agricole, qui décident de s'unir pour la défense de leurs intérêts auprès des pouvoirs publics et des tiers et pour la fourniture de biens et de services à leurs membres. Les OPA comprennent notamment les coopératives, associations, unions, fédérations, confédérations, fondations et syndicats. Elles existent sur tout le territoire national mais connaissent des problèmes de structuration, de gouvernance et de financement.

Depuis l'avènement de la LOA a été mis en place un cadre réglementaire favorisant l'émergence d'associations interprofessionnelles regroupant à leur initiative les acteurs organisés des différents segments des filières agricoles pour (i) favoriser des démarches contractuelles entre leurs membres et contribuer à la gestion des marchés; (ii) connaître l'offre et la demande par la collecte, le traitement et la diffusion de l'information sur les produits de la filière; (iii) renforcer les capacités des membres de l'interprofession et (iv) renforcer la sécurité sanitaire des aliments et la traçabilité des produits dans l'intérêt des utilisateurs et des consommateurs. Le secteur connaît une faible fonctionnalité de ces institutions. Il existe actuellement une seule interprofession agréée fonctionnelle, celle du coton. Plusieurs autres sont en phase d'appropriation et de structuration (mangue, pomme de terre, anacarde, échalote).



© FAO / Swiatoslaw Wojtkowiak

**Membres de la coopérative Kotodjongontala, une association de femmes du village de Finkolo, participant à une leçon de terrain sur un jardin oignon.**

- **Les exploitations agricoles** – Leur nombre est estimé à plus de 900 000 et elles constituent les premiers acteurs du développement agricole. Les exploitations agricoles familiales et les entreprises agricoles sont partie intégrante du secteur privé. Leur enregistrement et immatriculation sont en cours, conformément aux dispositions de la Loi d'orientation agricole. Les EA sont généralement de taille réduite et se caractérisent par un faible niveau d'équipement. Elles connaissent par ailleurs un problème général de financement.
- **Les prestataires de services** – Ils regroupent principalement les fournisseurs d'intrants et d'équipements, les banques et les institutions de micro finance. Ils sont peu spécialisés en grande majorité et connaissent un problème de surface financière.
- **Les partenaires techniques et financiers** – Ils contribuent au financement de l'agriculture et apportent leur expertise technique dans la mise en œuvre des programmes et projets de développement agricole. Des efforts sont déployés pour une meilleure coordination de leurs actions. Dans ce cadre, un Groupe économie agricole et rurale est fonctionnel et sert de cadre de concertation et de dialogue avec les services publics évoluant dans le secteur. Toutefois, la plupart des PTF privilégient des domaines particuliers d'intervention et l'harmonisation des appuis est encore à rechercher à la faveur de l'approche sectorielle.



**04 November 2013, Ouelessebougou, Mali – Djigui Kamissoko, agronomist, head of sector of rural development in Ouelessebougou department of ministry of agriculture. FAO project GCP/RAF/482/EC - Supporting competitiveness and sustainable intensification of African cotton sectors through capacity development on Integrated Production and Pest Management. Project objectives: Contribute to sustainable improvement of competitiveness, value addition, and the viability of African cotton value chains to optimize overall impact on the income of cotton producers.**

## 6. Evaluation genre de la mise en œuvre et des impacts du PNISA

### 6.1. Questions critiques et résultats du PNIA

En 2012-2013, l'enveloppe de ce financement est estimée à 35,8 milliards dont 99% sont revenus aux hommes contre seulement 1% pour les femmes. Les mesures et stratégies à mettre en œuvre sont celles édictées par la LOA: appuis techniques et financiers particuliers, équité hommes-femmes dans l'exploitation agricole, accès équitable aux ressources foncières.

Pour la poursuite des activités, il faudra prendre des actes permettant l'application correcte et globale des dispositions de la LOA. L'évaluation des dispositions de la LOA doit être aussi menée pour une meilleure conduite de la PNG.

Les activités genre du Ministère de l'agriculture sont mises en œuvre dans le cadre du programme 2: Appui au monde rural et du programme 3, Aménagement et Equipement rural. Elles visent la réalisation des objectifs suivants:

- Augmenter la production agricole et les rendements des principales cultures
- Assurer le renforcement des capacités des acteurs en vue de promouvoir et de valoriser les filières agricoles
- Moderniser et augmenter le niveau d'équipement des producteurs ruraux.

En 2012, les actions suivantes ont été réalisées:

- La production céréalière obtenue en 2012 a atteint 6 674 427 tonnes, soit 67% des objectifs du PDES.
- Des jeunes ont été installés sur des terres aménagées à l'Office de développement rural de Sélingué (ODRS), l'Office riz Mopti (ORM) et à l'Association des riziculteurs de la Plaine aménagée de San Ouest (ARPASO).
- Des femmes ont été installées sur des terres nouvellement aménagées à l'ARPASO.
- Des réattributions de parcelles ont été faites à l'endroit des femmes à l'ODRS, l'ORM, ORS, l'OPIB, l'ON.
- Des femmes ont été formées aux techniques de l'étuvage du riz (ODRS, OPIB, ORS, ON, OHVN, ARPASO), de transformation et de conservation de l'échalote-oignon (PISA Bandiagara, PCDA), de la tomate et de la pomme de terre (ON Niono).
- Des femmes ont été formées en technique de gestion d'entreprise.
- Des producteurs et productrices ont été équipés en matériel de culture attelée et tracteurs: 270 producteurs dont 27 productrices équipés en matériel de culture attelée, 226 producteurs en tracteurs.
- Des usines de décortilage du riz à Mopti, de transformation de la tomate à Baguinéda et de la mangue à Sanankoroba sont en cours d'installation.

Ces réalisations sont cependant insuffisantes par rapport au gap en matière de genre au niveau du Ministère de l'agriculture tel le faible accès des femmes à la terre, à l'équipement et aux moyens de financement.



**Agriculteurs Membres de la Coopérative Kotodjongontala (signifiant «se mettre d'accord sur quelque chose»), une association de femmes du village de Finkolo, assistant à une leçon de terrain dans un jardin d'oignons.**

## 7. Aperçu des réalisations du PNISA sur l'égalité entre les sexes

### 7.1. Tendances générales, lacunes et défis

Le Plan national d'investissement dans le secteur agricole (PNISA 2015-2025) est le cadre national de planification du Mali pour le secteur agricole au sens large prenant en compte les besoins (fonctionnement et investissement), les acquis et les gaps de financement à rechercher pour l'investissement et le fonctionnement du secteur pour un horizon de 10 ans glissants.

Il est aussi conçu pour réduire la pauvreté et les inégalités de genre par la prise en compte des intérêts stratégiques et des besoins pratiques des plus vulnérables (femmes et jeunes) afin d'améliorer leur niveau de vie. La démarche consiste à assurer aux groupes cibles (hommes et femmes) l'accès équitable aux moyens de production.

Au Mali, le PNISA fait référence à certains documents régionaux et nationaux qui prennent en compte le genre dans quelques-unes de ses dimensions mais pas à la PNG-Mali ni à ses orientations et axes stratégiques. Pour permettre la prise en compte des intérêts stratégiques et des besoins pratiques des groupes cibles les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, le Programme a prévu le renforcement des capacités prenant en compte le genre dans son Objectif «Améliorer la responsabilisation et l'autonomisation socio-économiques des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables». A ce niveau sont prévus: (i) la promotion de la participation des femmes rurales et des groupes vulnérables aux instances de prise de décision; (ii) le renforcement de l'accès des femmes aux ressources productives; (iii) la formation des femmes rurales en leadership, lobbying et négociation; (iv) l'appui des femmes rurales en infrastructures de production et équipements de services et de transformation; (v) l'élaboration d'un programme d'appui à l'entrepreneuriat des femmes et autres groupes vulnérables.

Notons que les résultats et indicateurs proposés dans le programme ne permettent pas d'avoir des données désagrégées ni qualitatives à l'évaluation du programme. En outre, les questions d'équité hommes-femmes ne sont pas prises en compte de façon explicite. Les filières porteuses pour les femmes et/ou des femmes devraient être ciblées clairement; il en est de même pour la formation et la recherche où les notions de genre sont occultées.

Dans le domaine de **la sécurité alimentaire**, des actions sont prévues pour atteindre l'indicateur d'impact «Taux de malnutrition par sexe et par âge». Il s'agit notamment de l'action 7 du Programme de renforcement des capacités prenant en compte le genre dans son Objectif «Améliorer la responsabilisation et l'autonomisation socio-économiques des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables». A ce niveau des activités sont prévues comme: i) la promotion de la participation des femmes rurales et des groupes vulnérables aux instances de prise de décision; ii) le renforcement de l'accès des femmes aux ressources productives; iii) la formation des femmes rurales en leadership, lobbying et négociation; iv) l'appui des femmes rurales en infrastructures de production et équipements de services et de transformation; v) l'élaboration d'un programme d'appui à l'entrepreneuriat des femmes et autres groupes vulnérables. Les produits et les résultats visent à atteindre l'objectif de l'éradication de la faim et de l'insécurité alimentaire mais celui de l'égalité entre les sexes n'est pas perceptible.

**Participation** – Dans quelques actions du Programme, les femmes sont prises en compte isolément mais l'évaluation n'est pas à mesure de faire ressortir le pourcentage des bénéficiaires répartis par sexe. Les résultats obtenus pendant la phase préparatoire ont été présentés lors de la première revue conjointe du secteur en juin 2009 (Etat-Profession agricole-PTF) et validés par le Comité préparatoire en sa deuxième session du 14 décembre 2009. La question qui se pose ici est la qualité des femmes qui ont représenté les organisations féminines et comment elles ont contribué et influencé la prise en compte du genre à ce niveau. Un Comité préparatoire du PNISA a été créé par le Décret N° 08-610/PM-RM du 9 octobre 2008. Cette démarche de formulation a impliqué tous les acteurs étatiques et non étatiques. Les cellules de l'unité genre du Ministère de l'agriculture et le point focal au niveau du Ministère de la promotion de la femme sont impliqués mais des institutions comme ONU femmes et UNFPA actives dans l'appui aux femmes rurales ne le sont pas. Les réseaux et les organisations de femmes ont été consultés: la CAFO (Coordination des associations et ONG féminines, la CNOP (Coordination nationale des organisations paysannes) et le Conseil national de la société civile. Cette consultation s'est faite à travers des réunions de travail, de consultation et de concertation. Ces réseaux et organisations de femmes ont tenté d'influencer la prise en compte des préoccupations des hommes et des femmes dans le PNISA. L'analyse montre que le PNISA ne reflète pas totalement et clairement les contributions des ONG et réseaux des femmes.

**Budgétisation** – Les ressources sont allouées par programmes et non par besoins spécifiques des hommes ou des femmes. Des actions ciblant spécifiquement les femmes pour réduire les inégalités entre les sexes sont prévues mais le budget alloué à ces activités n'est pas clairement défini. Dans l'annexe 1, le coût du PNISA pour la période 2015-2019 est donné par programme. Une allocation aux interventions ciblant les inégalités hommes-femmes n'est pas indiquée.

**Systèmes de prestation de services et capacité institutionnelle** – Il n'y a pas de partenariats mais il existe des cadres de rencontres autour des politiques et des programmes. A travers la production du rapport genre, les points focaux font la collecte des données et renseignent le document. Le PNISA a prévu des



© FAO/Fulvio Cenci

**Exercices Pepiniers**

mesures de renforcement de capacités dans le domaine: i) de la promotion de la participation des femmes rurales aux instances de prise de décision; ii) du renforcement de l'accès des femmes aux ressources productives; iii) de la formation des femmes rurales en leadership, lobbying et négociation; iv) de l'appui des femmes rurales en infrastructures de production et équipements de services et de transformation, de conservation et de commercialisation; v) de l'élaboration d'un programme d'appui à l'entrepreneuriat des femmes et autres groupes vulnérables. Les interventions de renforcement des capacités dans le domaine de la vulgarisation agricole s'adressent globalement aux producteurs. La planification ne permet pas d'identifier clairement le nombre de femmes ou d'hommes ciblés. La formulation des activités ne permet pas d'avoir des données désagrégées par sexe.

**Suivi/Evaluation** – L'indicateur Proportion de parcelles attribuées aux femmes dans les zones aménagées est le seul parmi tant d'indicateurs de suivi et d'évaluation.

**Utilisation efficace des ressources** – Dans le cadre de la conservation des ressources naturelles et la biodiversité, le PNISA prévoit des actions comme: i) la défense et la restauration des sols, la conservation des eaux et des sols; ii) l'aménagement et la préservation des forêts et des réserves fauniques; iii) l'aménagement des zones d'écotourisme; iv) la protection des cours d'eau et des bassins versants. Ces interventions n'indiquent pas l'utilisation du savoir indigène des femmes rurales. A la lecture du document, on constate que le rôle et le statut des femmes ne sont pas clairement définis dans le processus de gestion des ressources. Dans le cadre de la gestion des sols et des semences sont prévues des actions de renforcement des organisations de femmes telles que l'attribution des parcelles aménagées et l'amélioration de l'accès des femmes rurales aux intrants et aux petits équipements agricoles. Dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, le PNISA ne prévoit pas de sources d'énergie alternatives pour les femmes. Par contre, il prévoit des actions qui cibleront: le développement des mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques (promotion du reboisement privé et villageois) et la lutte contre la désertification (régénération naturelle assistée des



© FAO/Olivier Asselin / FAO

**Le formateur de l'IPPM Ayoba Faye (D) montre à un agriculteur (G) comment desserrer correctement le sol autour de jeunes plants de choux dans un champ d'entraînement de terrain de l'agriculteur.**

formations forestières dégradées, aménagement de forêts communautaires, etc.). Le développement de systèmes agricoles intégrés selon la perspective genre n'est pas perceptible.

**Utilisation de la main-d'œuvre** – Dans le cadre de la mise en œuvre du programme 3 Production et compétitivité des filières agricoles, il est prévu l'appui à l'accès aux intrants et petits équipements (matériel végétal amélioré, engrais, produits phytosanitaires, équipements) mais pas spécifiquement pour les agricultrices. Dans le cadre du renforcement de capacité, le PNISA prévoit l'appui des femmes rurales en infrastructures de production et équipements de services et de transformation. La formation des intervenants (cadres, agents, producteurs et productrices, etc.) est une priorité du Programme Recherche/Formation. Les interventions de recherche/formation ne prévoient pas de données désagrégées par sexe mais portent globalement sur les acteurs.

**Chaînes de valeur** – L'objectif visé par le programme de production/productivité est de rendre les produits maliens plus compétitifs et de gagner des parts additionnelles sur les marchés intérieurs, sous-régionaux et internationaux par des mesures visant à encourager la production et la compétitivité des filières, mais il n'explique pas comment les coopératives de femmes seront impliquées et/ou concernées. Des activités de renforcement des capacités vont toucher systématiquement les coopératives de femmes pour leur participation aux chaînes de valeur mais cela n'est pas un objectif principal.

**Impact probable** – Les activités de promotion de la mécanisation agricole (traction animale, motorisation, maintenance); l'appui à l'acquisition de tracteurs et autres unités de motorisation (notamment motoculteurs, y compris les accessoires) et les plates-formes multifonctionnelles ne précisent pas la proportion de femmes bénéficiaires. L'appui des femmes rurales en infrastructures de production et équipements de services et de transformation est prévu.

Dans le domaine agricole, la population féminine rencontre nombre de difficultés, entre autres:

### **7.1.1. Faible accès des femmes à la terre**

L'enquête EAC 2012 a permis d'estimer à 2 268 586 les parcelles à l'intérieur des exploitations agricoles dont 84% appartiennent aux hommes. Sur les 16% de femmes propriétaires, 40% sont à Kayes, 21% à Koulikoro, 20% à Sikasso, 11% à Mopti et 8% à Ségou.

Au niveau national, les hommes ont cinq fois plus de parcelles que les femmes. A Kayes, les hommes ont deux fois plus de parcelles que les femmes. Ce ratio est de 5 dans la région de Koulikoro, 6 à Sikasso, 16 à Ségou et 10 à Mopti.

Bien que les femmes propriétaires de parcelles détiennent 16% de l'ensemble des parcelles, il convient de signaler que ce sont de très petites superficies, surtout en termes de céréales. Les hommes propriétaires de parcelles ont en moyenne un peu plus de 2 ha contre 0,22 ha pour les femmes.

Les parcelles des hommes sont labourées à 73% en attelé contre 60% environ pour celles des femmes. La proportion de femmes possédant une parcelle en labour manuel est de 26%. Elle est de 19% pour les hommes propriétaires de parcelle. Il apparaît que 7% des parcelles possédées par les hommes sont labourées en système motorisé contre 3% pour celles des femmes.

### **7.1.2. Faible niveau d'équipement des femmes**

En zone rurale, moins de 20% des femmes ont accès à des équipements.

### **7.1.3. Difficulté d'accès des femmes au financement**

Selon les données de l'EAC 2012-2013, le nombre d'exploitants ayant accès au crédit reste faible (2,6%). Il est encore plus faible chez les femmes (0,3%) que les hommes (2,3%). La population féminine la plus élevée dans l'accès aux crédits provient de la région de Kayes (0,5%).

Au niveau des exploitations agricoles, les prêts de campagne sont assurés majoritairement par les fournisseurs (intrants, équipements agricoles) et les autres types de prêteurs comme les ONG et les exploitations elles-

mêmes grâce à leur stratégie de solidarité interne. En 2012-2013, l'enveloppe de ce financement est estimée à 35,8 milliards dont 99% sont revenus aux hommes.

## **7.2. Bonnes pratiques en matière de programmation et mise en œuvre sensible au genre**

- Le ciblage du Ministère de l'agriculture dans le document de politique genre comme ayant un potentiel pour la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes – En effet, le département est considéré comme couvrant des secteurs prioritaires dans lesquels les engagements de l'Etat sont clairement spécifiés et qui représentent «des véhicules de changements majeurs dans la reconnaissance et l'exercice des droits égaux fondamentaux, dans la construction de l'identité sociale des femmes et des hommes, dans la lutte contre les stéréotypes sexistes, dans la protection de l'intégrité et de la dignité des femmes, dans le développement du capital humain et dans l'allocation des ressources en faveur d'un développement économique juste et équitable».
- La mise en place de points focaux genre au niveau du Ministère de l'agriculture et des autres ministères.
- La mise en place des comités d'institutionnalisation du genre au sein des ministères sectoriels.
- La prise en compte du genre dans toutes les politiques et stratégies élaborées.
- La collaboration entre partenaires au développement (ONU Femmes, FAO, UNCDF, Belgique, Union européenne) pour une meilleure prise en compte du genre dans les actions du secteur agricole.
- Le renforcement des capacités des acteurs en genre.



**Les agriculteurs cueillent du coton dans un programme d'écoles de campagne à Thientiena.**

## 8. Conclusions et recommandations

### 8.1. Conclusion

L'approche genre étudie les rôles et les stéréotypes attribués à chaque sexe. Les rapports sociaux entre les femmes et les hommes varient selon les sociétés et les époques, mais ils restent en grande partie fondés sur des inégalités au détriment des femmes, notamment dans l'agriculture, le développement rural en matière d'accès à la terre, aux intrants et technologie, aux finances mais aussi au pouvoir et prises de décision dans le secteur.

Cependant, les contributions fondamentales des Maliennes dans leur foyer, dans les systèmes de production alimentaire et dans l'économie nationale jouissent d'une reconnaissance croissante de toute la société. Celles-ci sont dues aux efforts énergiques déployés par les femmes elles-mêmes pour s'organiser, formuler clairement leurs sujets de préoccupations et faire entendre leur voix.

L'évaluation montre que le Mali dispose de la volonté politique et de tout un arsenal juridique permettant de favoriser la prise en compte de l'équité hommes-femmes dans le secteur agricole. Il s'agit notamment de la Constitution, de la CEDEF, du Protocole de Maputo, de la PNG-Mali et son Plan d'action, de la LOA, etc. Il dispose aussi des cadres, stratégies et politiques qui constituent des leviers ou portes d'entrée au genre, à savoir le CSCRP ainsi que son Plan d'actions prioritaires, le PNISA, le PRIA. Des mécanismes nationaux chargés de favoriser la promotion de la femme ont aussi été établis. Mais malgré l'adoption de ces innombrables conventions internationales et de protocoles, les préjugés freinent l'émancipation des femmes dans le secteur agricole. Malgré les efforts importants faits par le Mali depuis des années pour réduire ces inégalités, l'implication pleine et entière des femmes dans l'agriculture demeure toujours une préoccupation des politiques de développement.

Des partenariats ont aussi été développés non seulement entre le Ministère de l'agriculture et le Ministère du genre mais également entre les différents acteurs pour une intégration du genre dans le secteur – mais ces partenariats souffrent d'insuffisances organisationnelles et institutionnelles.

Or, la croissance économique durable dépend aussi de l'autonomisation des femmes dont il faut améliorer les conditions de vie et de productivité pour que le Mali puisse sortir des affres de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. C'est pourquoi les femmes ont besoin que les textes de loi dans lesquels sont inscrits leurs droits fondamentaux soient mieux appliqués et que l'égalité des droits en matière de propriété soit explicitement reconnue.

Les partenariats entre acteurs doivent être renforcés et opérationnalisés car les Maliennes apportent une contribution inestimable à la vie socio-économique et culturelle, notamment dans la production et la sécurité alimentaire.

### 8.2. Recommandations

#### 8.2.1. A l'encontre du Gouvernement

- Réviser les lois et textes en lien avec le genre en vue de les rendre sensibles au genre
- Rendre opérationnel le mécanisme de mise en œuvre de la PNG-Mali

- Prendre des dispositions pour l'insertion des femmes des zones rurales dans le système de protection sociale, notamment le système formel de sécurité sociale
- Mettre en place des mécanismes et des dispositifs de suivi de la mise en œuvre de ces lois et textes révisés
- Mettre en place un cadre de collaboration entre le Ministère de l'agriculture, celui de la femme et les OSC féminines pour une meilleure prise en compte du genre dans le secteur agricole
- Elaborer et mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités de tous les acteurs impliqués en genre, en PBSG et intégration du genre dans les plans, projets, programmes. Ceci permettra d'harmoniser les connaissances en genre, de maîtriser les outils d'intégration et d'analyse du genre dans le processus de programmation, planification, mise en œuvre et suivi-évaluation

### **8.2.2. A l'encontre du Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille**

- Intensifier les actions de communication pour un changement de comportement sur le terrain en vue de l'éradication de certaines pratiques néfastes empêchant la jouissance par les femmes de leurs droits dans le domaine agro-sylvo-pastoral et halieutique (sécurisation foncière, autres facteurs de production, pratiques alimentaires, accès et contrôle des revenus...)
- Renforcer les capacités des femmes que ce soit par l'alphabétisation, la formation professionnelle ou la participation aux prises de décisions
- Faciliter et renforcer l'accès et le contrôle des ressources, la sécurisation foncière et la reconnaissance de leurs droits (travail décent, inclusion dans le secteur formel)
- Faciliter et renforcer l'accès des femmes au crédit agricole
- Capitaliser, partager et rendre visible les actions genre au sein du secteur à travers des publications écrites ou audio-visuelles
- Développer des partenariats avec l'IER pour l'intégration du genre dans ses modules et rechercher des stratégies de motivation et de maintien des filles dans les institutions agricoles.
- Revoir les stratégies et la méthodologie de ciblage des bénéficiaires sur le terrain pour permettre une réelle participation des femmes et des hommes aux différentes étapes
- Renforcer le partenariat entre les différentes parties prenantes pour une meilleure intégration du genre dans le secteur agricole
- Renforcer et opérationnaliser les mécanismes de suivi des actions genre sur le terrain.

### **8.2.3. A l'encontre du Ministère de l'agriculture**

- Mettre en place le comité sectoriel de suivi de la mise œuvre de la PNG
- Désagréger les données de l'Annuaire statistique du secteur du développement rural
- Mettre en œuvre les dispositions prévues par rapport à l'intégration du genre dans la PDA
- Adopter des mesures préférentielles pour le choix des projets à financer et des autres activités dans le secteur. Les appels à proposition doivent tenir compte du genre (50% des financements)
- Accorder une priorité à la femme sur tous les maillons de la chaîne de valeur (recrutements, prise de décision, postes de responsabilités, participation aux réunions, ateliers, séminaires, sessions de formation, recherche, vulgarisation, passation des marchés)
- Harmoniser et vulgariser les textes régissant les questions foncières
- Appuyer la spécialisation des prestataires intervenant dans le domaine agricole.

### **8.2.4. A l'encontre de la Commission de la CEDEAO**

- Apporter un appui technique et financier au Mali pour la mise en œuvre effective des dispositions liées à l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le développement rural et la gestion des

ressources naturelles contenues dans l'Acte additionnel relatif aux droits des femmes et des hommes pour un développement durable dans l'espace CEDEAO adopté par le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement tenu à Accra en mai 2015.

#### **8.2.5. A l'encontre de la FAO**

- Faire du genre et de son intégration dans le secteur de l'agriculture un critère de financement des projets/ programmes
- Mettre en place un mécanisme de suivi des ressources allouées au genre dans le secteur de l'agriculture
- Renforcer et animer, en partenariat avec le Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, le partenariat entre les différents acteurs et parties prenantes autour du genre
- Mettre en place une cellule genre au niveau de la FAO.

## Bibliographie

- Agence française de développement. Genre et agriculture, mars 2015
- BAD, Profil genre pays Mali, 2012
- Cadre de programmation pays (CPP) 2013–2017, FAO-Mali, version finale, décembre 2013
- Capitalisation des expériences «Eau, terre et communautés»; Problématique d'accès des genres aux ressources des bas-fonds au Mali
- Dimension genre du secteur agricole au Mali, FAO, Cellule de planification et de statistique du secteur développement rural (CPS/SDR) du Ministère de l'agriculture, Version du 9 octobre 2010
- EDSAM V 2012–2013
- Etat des lieux des collectifs, plateformes et réseaux eau et assainissement dans 7 pays d'Afrique de l'Ouest et centrale, Rapport Mali, février 2009
- Etude sur la situation de la femme au Mali, RECOFEM, septembre 2007
- Etude d'intégration des questions genre dans les processus de prise en compte des liens pauvreté-environnement pour la gestion rationnelle des ressources naturelles et environnementales au Mali, Ministère de l'environnement et de l'assainissement, mai 2013
- FAO.Org\_Gender\_Landrights\_Report
- Femme et accès à la terre au Mali, Jessica NARDONE, janvier 2008
- Gouvernance responsable des régimes fonciers
- Les Droits de la femme au Mali
- Les femmes dans les parlements: regard sur les 20 dernières années, Union interparlementaire
- Le Programme national d'investissement dans le secteur agricole, la Politique de développement agricole PDA, Composantes–Sous-composantes–Axes prioritaires–Méthodologie, Ministère de l'agriculture, Secrétariat général, Cellule de planification et de statistiques, décembre 2009
- Le PNISA/PDAAA et l'Approche sectorielle au Mali, Washington, décembre 2010
- Les droits de la femme au Mali en dehors de certaines avancées non négligeables: le pari n'est jusque-là pas gagné.
- Mali CSCR 2012–2017
- Mali, Foncier et développement
- Mali \_ Review \_ Beijing 20
- Mali – Situation de la femme CEDEF, FDIH, janvier 2006
- PAP CSCR 2012–2017
- Politique FAO sur l'égalité des sexes

Politique foncière au Mali, Version finale après consultations, avril 2014

Politique de développement agricole du Mali (PDA), mai 2013

Présentation sur le Code et la Politique nationale de l'eau, Navon CISSE, mars 2012

Rapport de l'Analyse des textes internationaux sur le genre aux fins d'actions de plaidoyer pour leur transposition dans le droit malien, janvier 2006

Rapports genre, 2012, 2013, 2014

Rapport national sur le développement humain, PNUD, Edition 2014

Rapport national sur le développement humain – PNUD, Edition 2016

Rapport sur le développement humain, le travail au service du développement humain, PNUD, 2005

### ANALYSE GENRE DU PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE – PNISA-MALI

#### Résumé/ Contexte du PNISA

Le Mali a adopté le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) au Sommet de Maputo en juillet 2003 et signé dans le cadre de sa mise en œuvre l'accord qui engage les pays de l'Union africaine à consacrer au moins 10 % de leurs budgets nationaux aux investissements agricoles en vue d'atteindre un taux de croissance agricole d'au moins 6 % par an. Le pays a également souscrit aux principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, énoncés en 2005 par les Partenaires au développement. La mise en œuvre de ces dispositions intervient dans un contexte national marqué par : i) la promulgation, en août 2006, de la Loi d'orientation agricole; ii) la formulation du CSCR 2007-2011 servant de cadre de référence des politiques et stratégies en matière de lutte contre la pauvreté à moyen terme du Gouvernement; iii) la signature avec les Partenaires techniques et financiers (PTF) de la Stratégie commune d'assistance Pays-SCAP en janvier 2008; iv) la décision conjointe prise en juin 2008 par le Gouvernement et les PTF d'orienter les actions de développement agricole vers une approche sectorielle et des appuis budgétaires sectoriels.

Le processus de passage à l'approche «sectorielle» du développement agricole a été lancé en octobre 2008 par la définition d'une vision commune et l'élaboration d'un Plan de passage validé par les autorités et l'ensemble des acteurs non étatiques en mai 2009. L'objectif général recherché est la mise en place cohérente d'instruments d'une gestion efficace des investissements publics dans le secteur agricole. Conformément aux prescriptions de la Loi d'orientation agricole (LOA), le plan de passage à l'approche sectorielle prévoit prioritairement à court terme l'élaboration de la Politique de développement agricole (PDA) et de son plan d'actions décennal, le Plan national d'investissement dans le secteur agricole (PNISA) qui doit tenir compte des axes prioritaires dudit secteur, de ses besoins financiers et des missions des acteurs impliqués.

La vision sectorielle à long terme du PDA est de «Faire du Mali une puissance agro-pastorale sous régionale, où le secteur agricole est un moteur de la croissance de l'économie nationale, assurant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations urbaines et rurales et générant des emplois et des revenus significatifs dans une logique de développement durable reposant prioritairement sur les Exploitations agricoles familiales (EAF) et les Entreprises agricoles (EA) modernes et compétitives». La PDA intègre les politiques et stratégies sous-sectorielles ou thématiques et les programmes, parmi lesquelles : (i) la Stratégie nationale de sécurité alimentaire; (ii) la Politique nationale de développement de l'élevage; (iii) la Politique nationale de développement de la pêche et de l'aquaculture; (iv) la Politique nationale de protection de l'environnement, (v) la Stratégie nationale sur le changement climatique; (vi) le Programme national d'irrigation de proximité, la stratégie nationale de mécanisation, etc. Elle prend en compte au niveau transversal la politique nationale de genre.

En support à la PDA, le Plan national d'investissement dans le secteur agricole (PNISA 2015-2025) constitue le cadre national de planification du Mali pour le secteur agricole au sens large prenant en compte les besoins (fonctionnement et investissement), les acquis, les gaps de financement à rechercher pour l'investissement et le fonctionnement du secteur pour un horizon de 10 ans glissants.

L'objectif général de l'évaluation de la mise en œuvre du PNISA dans le secteur de l'agriculture et du développement rural au Mali est d'analyser les inégalités sexistes dans l'accès aux ressources importantes, à la connaissance, aux opportunités et aux marchés qui contribuent à la faible productivité agricole ainsi qu'à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

De manière spécifique, cette évaluation cherche à (i) mener une analyse des disparités de genre dans le secteur de l'agriculture et du développement rural, (ii) faire un diagnostic des politiques et des mécanismes institutionnels, sur la base de l'analyse de la documentation, de l'analyse des données sexo-spécifiques et d'un diagnostic des politiques existantes.

### Le système de notation genre de la FAO (Gender Marker) est basé sur les critères suivants pour l'analyse des résultats, des produits et des activités.

G0	Il n'y a aucune prise en compte de l'égalité des sexes dans le produit, service ou activité
G1	Le produit, service ou activité prend en compte l'égalité des sexes dans quelques dimensions
G2a	Le produit, service ou activité prend en compte les questions liées à l'égalité des sexes de manière systématique, mais ceci n'est pas l'un de ses principaux objectifs
G2b	L'objectif principal des produits, services ou activités est d'améliorer l'égalité des sexes et/ou l'autonomisation des femmes

L'analyse genre du PNISA ci-dessous est basé sur ce système de notation genre.

### Le PNISA est structuré autour de six programmes

Programmes du PNISA	Analyse genre des composants du PNISA	Commentaires
I. Renforcement des capacités	G1	L'action 7 du Programme de renforcement des capacités prend en compte le genre dans son objectif: «Améliorer la responsabilisation et l'autonomisation socio-économiques des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables». A ce niveau, des activités sont prévues: i) la promotion de la participation des femmes rurales et des groupes vulnérables aux instances de prise de décision; ii) le renforcement de l'accès des femmes aux ressources productives; iii) la formation des femmes rurales en leadership, lobbying et négociation; iv) l'appui des femmes rurales en infrastructures de production et équipements de services et de transformation; v) l'élaboration d'un programme d'appui à l'entrepreneuriat des femmes et autres groupes vulnérables.
II. Investissements	G0	Les utilisateurs de ces investissements ne sont pas mentionnés ni désagregés par sexe et/ou par âge. Leur contribution à la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes ainsi que leur impact sur les hommes et les femmes ne ressortent pas au niveau de ce programme.
III. Productivité et compétitivité des filières agricoles	G0	Les questions d'équité hommes-femmes ne sont pas prises en compte de façon explicite. Les filières porteuses pour les femmes et/ou des femmes devraient être ciblées clairement.
IV. Formation/ Recherche	G0	Au niveau de la formation/recherche le genre n'est pas pris en compte
V. Sécurité alimentaire	G2a	Dans la composante 5 du programme (sécurité alimentaire), des actions sont prévues pour atteindre l'indicateur d'impact «Taux de malnutrition par sexe et par âge»

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
<b>PERTINENCE</b>  <b>R1 : Conception de la Politique</b>  <b>La pertinence des interventions du PNISA par rapport aux mandats de la FAO, de la CEDEAO et du Gouvernement en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes (Politique nationale sur le genre; Objectifs en matière d'égalité de genre dans les Plans de développement nationaux et les politiques liées à l'agriculture, la sécurité alimentaire, la nutrition, le développement rural)</b>  <b>La sécurité alimentaire et la nutrition</b> (3) Cette section examine comment le PNISA traite l'éradication de la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition selon la perspective genre	L'analyse du contexte national et du contexte sectoriel du PNISA prend-il adéquatement en compte la dimension genre ?	non	G1	Le PNISA fait référence à certains documents régionaux et nationaux qui prennent en compte le genre dans quelques dimensions mais pas la PNG-Mali ni de ses orientations et axes stratégiques
	Les programmes et projets proposés dans le PNISA reflètent-ils la situation sur la base d'une analyse genre?	non	G0	Les résultats et indicateurs proposés ne permettent pas d'avoir des données désagrégées, ni qualitatives à l'évaluation du programme
	Y a-t-il des objectifs conçus pour atteindre l'égalité des sexes dans le programme?	oui	G1	L'action 7 du Programme de renforcement des capacités prend en compte le genre dans son objectif «Améliorer la responsabilisation et l'autonomisation socio-économiques des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables». A ce niveau sont prévues des activités comme: i) la promotion de la participation des femmes rurales et des groupes vulnérables aux instances de prise de décision; ii) le renforcement de l'accès des femmes aux ressources productives; iii) la formation des femmes rurales en leadership, lobbying et négociation; iv) l'appui des femmes rurales en infrastructures de production et équipements de services et de transformation; v) l'élaboration d'un programme d'appui à l'entrepreneuriat des femmes et autres groupes vulnérables.
	Y a-t-il des produits et des résultats visant à atteindre l'objectif d'égalité entre les sexes et l'éradication de la faim et l'insécurité alimentaire?	oui	G1	Les produits et les résultats visent l'atteinte de l'objectif de l'éradication de la faim et de l'insécurité alimentaire mais celui de l'égalité entre les sexes n'est pas perceptible.
	Y a-t-il des interventions pour traiter les liens entre le genre et la malnutrition ?	oui	G2a	Dans la composante 5 du programme (sécurité alimentaire), des actions sont prévues pour atteindre l'indicateur d'impact « Taux de malnutrition par sexe et par âge ».

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
<b>R2 : Participation</b> <b>La participation au processus d'élaboration des PNISA et leur mise en œuvre</b> <b>Leadership et participation</b> Cette section analyse dans quelle mesure les femmes ont participé adéquatement aux mécanismes de dialogue politique et de prise de décisions liées à la formulation, la mise en œuvre et le suivi du PNISA.	Est-ce qu'une analyse de genre fait partie intégrante de la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation de tous les programmes et projets (preuves) ?	non	G0	Dans quelques actions les femmes sont prises isolément mais à l'évaluation on n'est pas à mesure de faire ressortir le % pourcentage des bénéficiaires répartis par sexe.
	Le processus de préparation du PNISA a-t-il été expliqué à divers groupes/organisations de femmes et d'hommes?	oui	G2b	Les résultats obtenus pendant la phase préparatoire ont été présentés lors de la première revue conjointe du secteur en juin 2009 (Etat-Profession agricole-PTF) et validés par le Comité préparatoire en sa deuxième session du 14 décembre 2009. La question qui se pose ici est de savoir la qualité des femmes qui ont représenté les organisations féminines et comment elles ont contribué et influencé la prise en compte du genre à ce niveau.
	Est-ce que le processus de préparation du PNISA montre la participation des différentes parties prenantes hommes et femmes?	oui	G2b	Un Comité préparatoire du PNISA a été créé par Décret N° 08-610/PM-RM du 9 octobre 2008. Cette démarche de formulation a impliqué tous les acteurs étatiques et non étatiques.
	Dans quelle mesure le processus de formulation et de mise en œuvre du PNISA a impliqué le ministère chargé du genre/de la Condition féminine, la Cellule ou l'Unité genre du Ministère de l'agriculture et autres institutions pertinentes sur le genre?	oui et non	G2b	Les cellules de l'Unité genre du Ministère de l'agriculture et le point focal au niveau du Ministère de la promotion de la femme sont impliqués mais des institutions comme ONU femmes, UNFPA actives dans l'appui aux femmes rurales ne le sont pas..
	Dans quelle mesure les réseaux/organisations de femmes ont-ils été consultés dans la préparation du PNISA?	oui	G2b	Les réseaux et les organisations des femmes ont été consultés: il s'agit de la CAFO (Coordination des Associations et ONG féminines), la CNOP (Coordination nationale des organisations paysannes) et du Conseil national de la société civile. Cette consultation s'est faite à travers des réunions de travail, de consultation et de concertation.
	Les réseaux/organisations de femmes jouent-ils un rôle spécifique dans la préparation du PNISA?	oui	G2b	Ces réseaux et organisations de femmes ont tenté d'influencer la prise en compte des préoccupations des hommes et des femmes dans le PNISA.

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
	Le point focal de genre au sein du Ministère de l'agriculture a-t-il été impliqué dans la préparation du PNISA?	oui	G2b	
	Le PNISA reflète-t-il clairement les contributions des réseaux/organisations de femmes?	non	G0	L'analyse montre que le PNISA ne reflète pas totalement et clairement les contributions des ONG et réseaux des femmes.
<b>R3 : Budgétisation Agriculture et financement du développement rural et des investissements</b> Cette section évalue si les mécanismes de budgétisation et de financement pour la mise en œuvre du PNISA, ainsi que les mécanismes de suivi des dépenses sont sensibles au genre.	Le PNISA alloue-t-il systématiquement des ressources pour répondre de manière spécifique aux contraintes, aux besoins et aux priorités des hommes et femmes?	non	G0	Les ressources sont allouées par programmes et non par besoins spécifiques des hommes ou des femmes
	Le PNISA alloue-t-il un budget spécifique pour des programmes ou projets autonomes ciblant spécifiquement les femmes pour réduire les inégalités entre les sexes?	oui	G1	Des actions ciblant spécifiquement les femmes pour réduire les inégalités entre les sexes sont prévues mais le budget alloué à ces activités n'est pas clairement défini.
	Quel est le pourcentage, le cas échéant, du budget du PNISA alloué aux interventions spécifiques ciblant les femmes (par exemple, la cible standard minimum de la FAO est de 30%)	non déterminé	G0	<b>Dans l'annexe 2, le coût du PNISA pour la période 2015-2019 est donné par programme. Une allocation aux interventions ciblant les inégalités hommes-femmes n'est pas indiquée</b>
	Le PNISA inclut-il des mesures visant à faire appliquer la budgétisation selon le genre ?	non	G0	

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Évaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
<p><b>EFFICACITE</b> (Réponses stratégiques et programmatiques efficaces)</p> <p><b>E1 : capacité institutionnelle pour la programmation (genre)</b></p> <p><b>Systèmes de prestation de services et capacité institutionnelle</b> Cette section examinera comment le PNISA a abordé la question de l'accès égalitaire des hommes et des femmes aux services de vulgarisation agricole et autres et la capacité des systèmes de gestion de données et d'informations en matière de collecte et d'analyse de données ventilées par sexe et âge.</p> <p>Une autre dimension clé est également le renforcement des capacités institutionnelles des organisations faitières et de leurs réseaux pour l'action collective, ainsi que la participation des femmes au sein de ces instances.</p>	Dans quelle mesure le processus du PNISA met-il à contribution le mécanisme institutionnel sur le genre (comme les points focaux genre) dans la préparation du document?	oui	G2b	A travers le point focal genre du Ministère de l'agriculture
	Y a-t-il des partenariats efficaces mis en place pour l'intégration du genre dans les politiques et programmes agricoles?	non	G0	Des partenariats non mais des rencontres autour des politiques et des programmes existent.
	Dans quelle mesure la préparation du PNISA est informée par les rapports régionaux et nationaux pertinents sur le genre (comme par exemple les engagements en matière de genre dans ECOWAP + 10)?	oui	G2b	A travers la production du rapport genre, où les points focaux font la collecte des données et renseignent le document.
	Dans quelle mesure le PNISA a prévu le renforcement des capacités institutionnelles des coopératives de femmes en matière de production agricole, de transformation des produits et d'entrepreneuriat agricole?	oui	G2b	Le PNISA a prévu des mesures de renforcement de capacités dans le domaine: i) de la promotion de la participation des femmes rurales aux instances de prise de décision; ii) du renforcement de l'accès des femmes aux ressources productives; iii) de la formation des femmes rurales en leadership, lobbying et négociation; iv) de l'appui des femmes rurales en infrastructures de production et équipements de services et de transformation; v) de l'élaboration d'un programme d'appui à l'entrepreneuriat des femmes et autres groupes vulnérables.
	Le PNISA a-t-il prévu le renforcement des capacités des femmes productrices en gestion post-récolte?	oui	G1	L'appui des femmes rurales en infrastructures de production et équipements de services et de transformation, de conservation et de commercialisation.
	Le PNISA inclut-il des mesures pour le renforcement des capacités pour rendre les services de vulgarisation agricole et autres services sensibles au genre?	non	G0	Les interventions de renforcement des capacités dans le domaine de la vulgarisation agricole s'adressent globalement aux producteurs. La planification ne permet pas d'identifier clairement le nombre de femmes ou d'hommes ciblés.

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
<b>Systèmes agricoles et alimentaires</b> Un accent particulier sera mis sur la façon dont le PNISA traite l'accès des femmes aux services agricoles, à la formation et au développement des chaînes de valeur <b>E2: Suivi et évaluation</b>	Le PNISA prévoit-il des activités de renforcement des capacités pour améliorer la disponibilité et l'utilisation de données ventilées par sexe et d'indicateurs sensibles au genre?	non	G0	La formulation des activités ne permet pas d'avoir des données désagrégées par sexe.
	Existe-t-il des indicateurs sensibles au genre dans le cadre de suivi-évaluation?	oui	G1	L'indicateur «Proportion de parcelles attribuées aux femmes dans les zones aménagées» est le seul parmi tant d'indicateurs de suivi et d'évaluation.
	Y a-t-il un rôle pour la surveillance ou la collecte du feedback des femmes et des filles dans le cadre de suivi-évaluation?	non	G0	
	Les données ventilées par sexe sont-elles utilisées pour mettre en évidence les différences d'impacts anticipés des programmes sur les hommes et les femmes?	non	G0	

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
<b>EFFICACITE : UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES</b> <b>E1 : Gestion des ressources naturelles</b> Cette section évalue la façon dont le PNISA traite la gestion efficace des ressources naturelles, la fourniture de services écosystémiques et les systèmes intégrés tels que ceux liés à l'agro-forestrie, ceux alliant l'agriculture et l'élevage et l'agriculture et l'aquaculture, selon la perspective de genre.	Dans quelle mesure le PNISA a-t-il incorporé les principes de conservation des ressources naturelles et la biodiversité tout en utilisant le savoir indigène des femmes rurales?	non	G0	Dans le cadre de la conservation des ressources naturelles et la biodiversité le PNISA prévoit des actions comme : i) la défense et la restauration des sols et la conservation des eaux et des sols; ii) l'aménagement et la préservation des forêts et des réserves fauniques; iii) l'aménagement des zones d'écotourisme; iv) la protection des cours d'eau et des bassins versants. Ces interventions n'indiquent pas l'utilisation du savoir indigène des femmes rurales.
	Le rôle et le statut des femmes sont-ils pris en compte dans les processus de gestion des ressources naturelles?	non	G0	A la lecture du document, on constate que le rôle et le statut des femmes ne sont pas clairement définis dans le processus de gestion des ressources.
	Existe-t-il des processus pour la gestion des sols et des semences qui intègrent les femmes?	oui	G2a	Dans le cadre de la gestion des sols et des semences, il est prévu des actions de renforcement des organisations de femmes telles que l'attribution des parcelles aménagées et l'amélioration de l'accès des femmes rurales aux intrants et aux petits équipements agricoles.
	Le PNISA prévoit-il des sources d'énergie alternatives pour les femmes afin de réduire la déforestation?	non	G0	Dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, le PNISA ne prévoit pas de sources d'énergie alternatives pour les femmes; par contre, il prévoit des actions qui cibleront: le développement des mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques (promotion du reboisement privé et villageois), la lutte contre la désertification (régénération naturelle assistée des formations forestières dégradées, aménagement de forêts communautaires, etc.).
	Est-ce prévu pour le développement de systèmes agricoles intégrés?	non	G0	Le développement de systèmes agricoles intégrés selon la perspective genre n'est pas perceptible.

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
<b>E2: l'efficacité technologique (utilisation de la main-d'œuvre)</b>	Le PNISA prévoit-il l'efficacité au niveau de la ferme (engrais, semences, outils, etc.) pour les agricultrices?	non	G0	Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 3 Production et compétitivité des filières agricoles, il est prévu l'appui à l'accès aux intrants et petits équipements (matériel végétal amélioré, engrais, produits phytosanitaires, équipements) mais pas spécifiquement pour les agricultrices.
	Le PNISA prévoit-il la fourniture de technologies destinées à réduire la pénibilité des travaux et à accroître la productivité des femmes?	oui	G2b	Dans le cadre de renforcement de capacités, le PNISA prévoit l'appui des femmes rurales en infrastructures de production et équipements de services et de transformation.
	Le PNISA prévoit-il des formations pour promouvoir l'utilisation de technologies améliorées pour les femmes?	oui	G2b	La formation des intervenants (cadres, agents, producteurs et productrices, etc.) est une priorité du Programme Recherche/ Formation.
	Le PNISA prévoit-il la recherche sensible au genre sur les technologies liées à l'allègement des tâches?	non	G0	Les interventions de recherche/ formation ne prévoient pas de données désagrégées en hommes et en femmes mais porte globalement sur les acteurs.

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
<b>E3 Développement des chaînes de valeur et accès aux marchés</b> Cette section analysera la façon dont les modèles économiques liés aux partenariats public-privé, les chaînes de valeur du secteur privé, et les marchés publics pour les produits, travaux et services agricoles traitent la question de l'égalité des sexes dans le PNISA	Y a-t-il des programmes et des initiatives qui lient les coopératives de femmes productrices et leurs réseaux aux marchés nationaux, régionaux et mondiaux?	non	G0	L'objectif visé par le programme de production/productivité est de rendre les produits maliens plus compétitifs et de gagner des parts additionnelles sur les marchés intérieurs, sous-régionaux et internationaux par des mesures visant à encourager la production et la compétitivité des filières, mais il n'explique pas comment les coopératives de femmes seront impliquées.
	Y a-t-il des activités de renforcement des capacités des coopératives de femmes pour leur participation aux chaînes de valeur?	oui	G2a	Il y a des activités de renforcement des capacités qui vont toucher systématiquement les coopératives de femmes pour leur participation aux chaînes de valeur mais cela n'est pas un objectif principal.
	Les réseaux de femmes sont-ils en cours de renforcement de la participation chaîne de valeur?	non	G0	Aucune disposition n'est prévue à cet effet.
	Y a-t-il des mesures destinées à accroître l'accès des femmes aux marchés publics (appels d'offre étatiques) pour la fourniture de produits et services agricoles?	non	G0	Pas de mesure pour les femmes
	Le PNISA favorise-t-il le flux d'investissement privé dans les entreprises de la chaîne de valeur des femmes?	non	G0	Les femmes ne sont pas ciblées spécifiquement à ce niveau.
	Y a-t-il des mesures destinées à promouvoir le rôle des femmes dans la réduction des pertes post-récolte dans le PNISA ?	non	G0	Les mesures pour la promotion du rôle des femmes dans la réduction des pertes post-récolte n'existent pas.

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
<b>IMPACT PROBABLE</b> <b>I1 : L'emploi rural décent</b> (4) Cette section examine la manière dont le PNISA traite les questions suivantes: les opportunités d'accès au travail décent tout en garantissant l'égalité des salaires ; l'amélioration des conditions de travail dans les zones rurales, avec un accent particulier sur la protection de la maternité et l'élimination du travail des enfants; le développement des services de soins pour les ménages pauvres pour l'allègement des tâches et la réduction de la charge de travail domestique non rémunéré des femmes et des filles; la promotion des normes de sécurité et de santé au travail dans l'emploi rural agricole et informel; et l'extension de la protection sociale pour couvrir les petits producteurs/ productrices et les travailleurs de l'informel rural.	La mise en œuvre du PNISA va-t-elle accroître l'emploi des femmes rurales dans les nouvelles chaînes de valeur agricoles?	non	G0	Pas de façon claire. A ce niveau les femmes ne sont pas ciblées.
	Y a-t-il des initiatives visant à fournir des services de soins aux femmes agricultrices ( crèches, etc.)?	oui	G2a	La construction d'infrastructures socio sanitaires et éducatives est prévue sans préciser les bénéficiaires directs.
	Y aura-t-il réduction du travail agricole non rémunéré des femmes et du travail des enfants?	non	G0	
	Le PNISA va-t-il promouvoir l'intégration des femmes dans les cultures de rente (agriculture comme business)?	non	G0	Les activités de promotion de la mécanisation agricole (traction animale, motorisation, maintenance); l'appui à l'acquisition de tracteurs et autres unités de motorisation (notamment motoculteurs, y compris les accessoires) et les plates-formes multifonctionnelles ne précisent pas la proportion de femmes bénéficiaires.
	Y aura-t-il des programmes de protection sociale pour les femmes dans l'agriculture?	non	G0	
	Y aura-t-il des mesures pour éliminer les conditions de travail défavorables des femmes dans l'agriculture et les chaînes de valeur? (exemple : contact avec des pesticides dangereux, absence de congés, conditions de travail précaires, etc.)	oui	G1	L'appui des femmes rurales en infrastructures de production et équipements de services et de transformation est prévu.
	Existe-t-il des dispositions dans le document qui sont susceptibles de perpétuer les inégalités entre les sexes ?	non		

Guide d'évaluation	Question	Réponse	Evaluation de l'égalité entre les sexes (mettre un code selon le système de notation genre)	Commentaires
<b>I2 : La sécurité alimentaire</b> Cette section examine comment le PNISA traite l'éradication de la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition selon la perspective genre, y compris la réduction des pertes post-récolte et des gaspillages alimentaires	Y a-t-il une réduction de la proportion de femmes parmi la population en situation d'insécurité alimentaire?	oui	G2b	Même si la réduction des inégalités n'est pas très perceptible, le PNISA contribue à la réduction des pertes post-récolte.
	Y a-t-il une réduction de la proportion de femmes parmi la population souffrant de malnutrition?	oui	G2b	
<b>I3 : Faim Zéro</b>	Indiquer les progrès accomplis vers la Faim Zéro pendant la mise en œuvre du PNISA	oui	G2b	On note ici et là des actions visant à accroître la productivité des communautés, notamment les femmes.
<b>VIABILITE</b> Il s'agit de la stratégie de viabilité dans la traduction de la politique en actions concrètes, y compris le financement  <b>V1 : L'inclusion financière</b> Cette section examinera les mesures spéciales prises dans les PNISA pour assurer l'inclusion financière des femmes productrices et de leurs organisations dans l'entrepreneuriat agricole	Le PNISA favorise-t-il l'accès aux finances pour les femmes productrices et entrepreneurs?	oui	G2b	Un appui au renforcement de l'entrepreneuriat féminin est prévu.
	Le PNISA prévoit-il des partenariats avec des institutions financières pour favoriser l'accès des femmes aux finances?	non	G0	Ce n'est pas clairement spécifié.
	Le PNISA fait-il la promotion de l'inclusion financière à travers les organisations de productrices et leurs entreprises agricoles (par exemple, les Trust Fund pour les femmes)?	non	G0	Pas clairement spécifié
<b>V2 : La résilience des systèmes agricoles et alimentaires</b> Cette section concerne la promotion de l'agriculture durable et résiliente au climat selon la perspective de genre. Elle examinera comment le PNISA aborde la résilience des systèmes agricoles et alimentaires selon la perspective de genre.	Est-ce que les femmes sont renforcées pour pratiquer une l'agriculture intelligente au climat?	non	G0	Des actions sont prévues dans le cadre du renforcement de la résilience des communautés au changement climatiques mais les femmes ne sont pas ciblées.
	Le PNISA soutient-il la sécurisation des biens des femmes?	non	G0	Aucun soutien à la sécurisation des biens des femmes n'est visible dans le PNISA.
	Les agricultrices sont-elles soutenues dans les programmes d'assurance-récolte?	non	G0	Le PNISA n'aborde pas le soutien des agricultrices dans les programmes d'assurance récolte.





## Profil national genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural

Les écarts entre l'engagement politique en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes et leur concrétisation, et la disponibilité limitée de données ventilées par sexe et d'indicateurs sensibles au genre pour éclairer l'élaboration des politiques et des programmes et l'allocation des budgets, contribuent à la marginalisation des femmes dans de nombreux secteurs. Le manque d'une situation de référence basée sur des données fiables empêche de mesurer les progrès accomplis vers l'autonomisation des femmes dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, le développement rural et la

gestion des ressources naturelles. Ce rapport a été conjointement préparé par la FAO et la Commission de la CEDEAO dans le cadre de leur projet de coopération technique sur « la réponse genre aux plans régionaux et nationaux d'investissement agricole pour relever le défi Faim Zéro dans la région de la CEDEAO ». Il révèle les disparités entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès et le contrôle sur les moyens de production, les services, l'emploi et les marchés et leur impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et formule des recommandations politiques pour y remédier.

### Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre

Complexe Sicap Point E, Immeuble C, 1er Etage  
Avenue Cheikh Anta Diop, Angle Canal 4  
BP 5802 Fann, Dakar, Senegal  
Tel: +221 33 825 03 27 / 33 825 02 33  
Fax: +221 33 825 03 30  
Email: [egdc@ecowas.int](mailto:egdc@ecowas.int) or [ccgd.egdc@orange.sn](mailto:ccgd.egdc@orange.sn)  
Website: [www.ccdg.ecowas.int](http://www.ccdg.ecowas.int)

### Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Représentation de la FAO  
Route de Koulouba Dar Salam BP 1820, Bamako, Mali  
Tel: +223-20223713  
Fax: +223-20223646  
Email: [FAO-ML@fao.org](mailto:FAO-ML@fao.org)  
Website: <http://www.fao.org/countryprofiles/indexen/?iso3=MLI>

ISBN 978-92-5-130382-5



9 789251 303825

I8706FR/1/04.18